



WAGES



RAPPORT ANNUEL 2025

Rapport Annuel d'Activités Exercice 2025

I - PRESENTATION DE L'INSTITUTION.....	8
II-SERVICES OFFERTS.....	9
III-ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIERE.....	13
III-1- ANALYSE DES SOLDES CARACTERISTIQUES DE GESTION.....	13
III-2-SITUATION PATRIMONIALE.....	17
<u>RAPPORT AVEC LES PARTENAIRES FINANCIERS ET D'AIDE AU</u>	
DEVELOPPEMENT 2025.....	23
IV-ANALYSE DU PORTEFEUILLE.....	25
IV-1- ACTIVITES DE REDIT.....	25
IV-2 EVOLUTION DE L'EPARGNE	36
V - ACTIVITES DU DEPARTEMENT ADMINISTRATION ET RESSOURCES HUMAINES.....	36
V - ACTIVITES DU DEPARTEMENT INFORMATIQUE.....	40
V - ACTIVITES DE LA DIRECTION JURIDIQUE ET CONTENTIEUX.....	42
I. Activités Juridiques.....	42
1. Conseil juridique.....	42
2. Gestion des contrats.....	42
3. Appui au Conseil d'Administration.....	43
4. Organisation de l'Assemblée Générale.....	43
II. Activités Contentieuses.....	43
1. Contentieux avec les tiers et les anciens employés.....	43
2. Contentieux avec les clients (recouvrement judiciaire).....	44
III. Activités de Recouvrement des Créances.....	46
1. Recouvrement des crédits du portefeuille.....	46
2. Recouvrement des crédits radiés.....	46
IV. Difficultés rencontrées.....	47
V. Perspectives et recommandations.....	47
VIII- GESTION DES PROJETS	47
VIII- 1- partenariat avec WSM.....	47
VIII-2- Partenariat avec l'Institut Africain pour le Développement Economique et Social-Centre Africain de Formation (INADES FORMATION).....	56
VIII-2-- Partenariat avec le Secrétariat d'Etat chargé de la Finance Inclusive et du secteur Informel : Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI).....	56
VIII-3- Partenariat avec SCANNING SYSTEMS.....	57
IX- <u>ACTIVITES DE LA DIRECTION AUDIT ET CONTROLE INTERNE</u>.....	57
X- ACTIVITES DE LA DIRECTION GESTION DU RISQUE.....	67

Mot du Directeur Général



« A WAGES, l'inclusion financière n'est pas un slogan, c'est notre travail quotidien. Notre action s'adresse donc à tous ceux qui veulent se prendre en charge ; car, quand une femme entreprend, c'est toute la famille qui avance. Quand un jeune crée son activité, c'est tout le Togo qui progresse ».

Chers membres,

Chers partenaires,

Chers collaborateurs,

C'est avec honneur que je m'adresse à vous pour la première fois en qualité de Directeur Général de WAGES. Conformément aux exigences de gouvernance de la loi n°2026-005 du 24 mars 2026 portant réglementation des institutions de microfinance, je prends la pleine mesure de la responsabilité qui est désormais la mienne.

L'exercice 2025, clos sous la direction de mon prédécesseur M. SAMEY Yessou Comlan, témoigne de la solidité de notre institution et, de la confiance que vous nous accordez. Je tiens à saluer son engagement et celui de toute l'équipe de WAGES.

Nos résultats 2025 parlent d'eux-mêmes :

- Encours de crédit : 16,420 milliards FCFA, signe de notre soutien constant aux activités génératrices de revenus des femmes, des hommes et des associations/groupements.
- Encours d'épargne : 17,506 milliards FCFA, preuve de la confiance renouvelée de nos membres qui confient leur avenir à WAGES.
- Résultat de l'exercice : 183,824 millions FCFA, qui confirme la viabilité de notre modèle social et financier et notre résilience face aux crises.
- Un total bilan de 25,686 milliards FCFA
- Un total fonds propre de 5,184 milliards FCFA.

Ces performances ont été réalisées dans un contexte de réforme majeure de notre secteur. La promulgation de la loi n°2026-005 le 24 mars 2026 vient renforcer les exigences de gouvernance, de contrôle interne et de protection des déposants. Elles n'auraient pas été possible sans la détermination et l'engagement d'un Personnel rompu à la tâche, qui sous la pluie et le soleil, a porté l'espérance de WAGES pour des clients.

A WAGES, l'inclusion financière n'est pas un slogan, c'est notre travail quotidien. Notre action s'adresse donc à tous ceux qui veulent se prendre en charge ; car, quand une femme entreprend, c'est toute la famille qui avance. Quand un jeune crée son activité, c'est tout le Togo qui progresse.

Nos engagements envers vous sont simples :

- 1. Proximité :** Des agences et des agents de terrain proches de vous, à l'écoute de vos réalités.
- 2. Transparence** Des conditions claires, Vous savez ce que vous empruntez, ce que vous remboursez
- 3. Célérité :** Des procédures simplifiées pour répondre à vos besoins au moment où vous en avez besoin.

Pour 2026, notre feuille de route est claire :

- Poursuivre la transformation institutionnelle et l'achever dans les délais requis, consolider ces acquis en nous alignant pleinement sur le nouveau cadre réglementaire de l'UMOA,
- Renforcer nos mécanismes de contrôle interne,
- Améliorer la qualité de notre portefeuille et assurer sa saine croissance,
- Continuer d'innover pour une inclusion financière toujours plus large et plus sûre.

Nous ne pouvons terminer sans remercier notre créateur, le Dieu Tout Puissant qui veille au grain sur WAGES et les membres des organes, la vie de son personnel et celle des clients.

Nos remerciements appuyés, du fond du cœur à nos clients pour la confiance placée en WAGES. Votre sérieux et votre respect des engagements sont la preuve que la microfinance marche quand elle est bâtie sur la confiance mutuelle.

Merci pour votre confiance.

Le tableau suivant retrace l'évolution des grands agrégats de l'institution durant les cinq dernières années :

Tableau n° 1:

Tableau d'évolution des grands agrégats au 31/12/2025				
Eléments	2023	2024	2025	Variation (2024-2025)
Résultat Net	427 490 757	272 281 403	183 824 441	-48%
Encours Epargne	15 951 415 524	16 015 209 114	17 506 535 966	9%
Encours de crédit	16 996 962 706	16 897 893 480	16 420 960 821	-3%
Total Actif	24 159 033 891	24 157 708 758	25 686 985 492	6%
Total des fonds propres	5 141 841 804	5 061 655 055	5 184 519 401	2%
Total crédits sortis	20 809 210 668	18 701 506 986	17 249 306 043	-8%
Nombre de prêts en cours	17 619	15 829	15 088	-5%
Nombre d'agences et guichets	34	34	34	0%

PREMIERE PARTIE : ACTIVITES DE L'INSTITUTION

I - PRESENTATION DE L'INSTITUTION

Sous forme de projet sur l'initiative de CARE International Togo avec pour objectif de départ, la satisfaction des besoins socio-économiques de 3 900 femmes à Lomé sur une période de trois ans renouvelables une fois, WAGES (Women and Associations for Gain both Economic and Social) a démarré ses activités en 1994.

En moins de trois ans, l'objectif de départ a été atteint et dépassé grâce à l'engagement du personnel. Eu égard aux résultats remarquables obtenus, le projet WAGES a été transformé en une IMF (Institution de Microfinance).

- En 1998, WAGES est devenue un SFD sous forme associative
- Elle est officiellement reconnue par le Ministère de l'Economie et des Finances sous la Convention n°002/MEF/SG/CAS-IMEC
- Le Ministère de la Planification en tant que ONG et le Ministère de l'intérieur en tant qu'association
- En 2014, WAGES a obtenu son agrément sous le numéro 208/MEF/SG/CAS-IMEC et est enregistrée sous le numéro T/1/GFLM/2014/215A

La mission

« Contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations, en majorité les femmes, menant des activités économiques en zones urbaines et rurales du Togo en leur offrant des services financiers et non financiers »

La vision

« Devenir une institution de Microfinance pérenne et modèle au Togo », et participer de manière active au développement socio - économique de la communauté de base.

WAGES intervient dans les zones urbaines, périurbaines et rurales du Togo de par ses agences et contribue surtout à l'amélioration des conditions de vie de la communauté de base.

Au 31 décembre 2025, WAGES dispose d'un siège social en plus de sept (7) agences dans la capitale Lomé (Aguiarkomé, Akodéssewa, Baguida, Hédzranawoé, Adidogomé, Agoè, et Avédji) ; Neuf (9) agences dans les villes de l'intérieur du pays (Agbodrafo, Tsévié, Sokodé, Atakpamé, Aného, Anié, Kpalimé, Cinkasse et Kara) et quatorze (14) guichets Assivito; Zossimé ; Adakpamé ; sagbado, Agoe assiyeye, Gbossime, Zanguera, Legbassito, Kelegougan, Notse ; Tchamba ; Adetikopé, Agbavi et Vakpossito . WAGES dispose aussi de quatre (4) points de service, pour les crédits ruraux, à Sotouboua, à Kaboli, à Pagala-Gare, et à Hahotoé.

Les fonds propres de WAGES sont constitués à la base de fonds de dotation initialement obtenus de CARE sous forme de lignes de crédits non remboursables et du cumul des résultats enregistrés.

Les valeurs que véhicule WAGES sont : l'honnêteté, l'équité, l'efficacité, et l'efficience, dans le but de mieux servir sa clientèle.

II - SERVICES OFFERTS

2-1- Les services financiers :

2-1-1- Les services d'Epargne

Epergne HOLA (Healthy Opportunity for Life Assured)

C'est le dépôt à vue. Le compte est ouvert à vue à la demande de toute personne, sur remplissage d'un formulaire de demande d'ouverture du compte épargne individuelle. C'est un compte de dépôt sur lequel l'on peut faire des retraits à tout moment.

DAT (Dépôt à Terme)

C'est une épargne faite par le client sur un compte bloqué suivant un contrat dont la durée minimum est de six mois (durée au cours de laquelle l'épargne ne peut être retirée sous peine de pénalité) avec un taux de rémunération compétitif.

Epargne tontine

C'est une collecte de proximité ; les agents de collecte vont chez les clients, sur leurs lieux d'activité et font la collecte quotidienne suivant une mise du client fixée de commun accord à partir de 200 FCFA généralement.

Epargne vieux jours

C'est une épargne que son souscripteur constitue mensuellement, régulièrement et pour une période de cinq ans auprès de WAGES en vue de s'assurer une couverture sociale dans les cas de force majeure ou lorsque sa force diminuera d'intensité.

Domiciliation Salaire

C'est un compte qui permet à un salarié (employé, ouvrier, quel que soit son secteur d'activités) de bénéficier d'un virement périodique (par mois ou par quinzaine) de son salaire.

2-1-2- Les produits de crédit

Le crédit ordinaire

Ce crédit est octroyé aux associations ou groupes de solidarité et aux membres individuels. Le taux d'intérêt est de 1,44% dégressif le mois.

Le crédit à épargne déductible

C'est un crédit sans épargne préalable pour lequel le bénéficiaire s'engage à déposer un fonds de garantie correspondant à 20% du montant du crédit sollicité.

Le crédit spécial

C'est un crédit d'opportunité que WAGES offre à ses clients. Il est destiné aux individus, aux associations et groupes de solidarité, ayant respecté les échéances des remboursements, pour des activités ponctuelles. Il est d'une courte durée (10 mois).

Le crédit direct

Ce produit est plus développé dans les zones périurbaines et rurales réputées pour leur misère sociale. Il est destiné aux plus démunis regroupés au sein des groupes de solidarité et sans épargne préalable qui est constituée au cours du remboursement.

Crédit aux membres de WAGES

Les membres actifs de WAGES bénéficient d'un crédit ordinaire dont les conditions (le taux d'intérêt, etc..) sont fixées par les textes statutaires et réglementaires de l'institution ou par décision de l'assemblée générale.

Le crédit tontine

C'est un crédit de court terme (de 3 à 12 mois) associé à l'épargne tontine afin de faciliter aux clients, quel que soit leur niveau d'activité, l'ouverture d'un compte épargne et l'accès au crédit pour le développement de leurs activités.

Le Crédit Rural

C'est un crédit destiné au monde rural organisé en groupements et en entreprises agricoles.

Crédit fondement

Il est destiné aux personnes dynamiques, engagées menant des activités génératrices de revenus (AGR) avec expérience d'au moins 1 an, qui font obligatoirement la tontine ou ayant un compte ouvert aux moins 2 mois. Le montant maximum du crédit est de 600.000 FCFA. Le taux d'intérêt est de 17,34% dégressif l'an et la durée maximale est de 10 mois. La Caution financière est de 1/5 du crédit sollicité.

Le Crédit aux Organisations Sociales

C'est un crédit destiné aux Organisations Sociales normalement enregistrées pour leur permettre de répondre à leur besoin de financement en immobilisation et en équipement.

des potentialités de développement.

Le Crédit tontine prépayée

C'est un crédit sur un mois destiné aux clients qui font déjà l'épargne tontine pour leur permettre de répondre à des besoins ponctuels de leur activité.

Le Crédit Domiciliation Salaire

C'est un crédit qui permet aux employés d'autres institutions ayant domicilié leur salaire à WAGES de pouvoir solliciter un prêt.

Avance sur salaire

Les clients ayant domicilié leur salaire à WAGES peuvent solliciter une avance sur salaire.

Crédit sur salaire par ordre de virement permanent

C'est un crédit qui permet aux employés d'autres institutions ayant domicilié leur salaire ailleurs et sous crédit déjà, de pouvoir solliciter un prêt en faisant un ordre de virement permanent.

Crédit spécial (Découvert)

WAGES donne la possibilité d'octroyer du crédit spécial (Découvert) sans exiger encore d'épargne préalable lorsque l'encours du crédit courant augmenté du découvert ne dépasse pas ledit crédit courant ; mais la durée de remboursement du découvert ne peut excéder quatre (4) mois.

Ce crédit requiert l'autorisation préalable de la Direction Générale. Le client devra donc adresser un courrier au Directeur Générale, avoir l'accord avant tout montage de dossier.

Crédit scolaire aux clients

Le crédit scolaire s'adresse aux clients épargnants faisant mouvementer régulièrement leur compte, aux clients ayant domicilié leurs salaires à WAGES, aux clients pouvant faire des virements permanents d'une partie de leurs salaires pour le remboursement du crédit et aux bons clients sous prêt avec un bon historique de remboursement.

Crédit à la consommation

Le crédit à la consommation est un crédit fait par WAGES pour permettre à ses clients d'acheter des biens de consommation et de soutenir la croissance de l'économie notamment les dépenses d'aménagement. Le crédit à la consommation ne peut être souscrit pour le financement d'une activité professionnelle ou financer l'acquisition d'un bien immobilier.

Le Crédit aux IMF

C'est un crédit destiné aux institutions de Microfinance, bien installées et reconnues comme ayant des potentialités de développement.

Crédit sinotruk

Peuvent bénéficier des crédits d'achat de SINOTRUK de la WAGES, les clients/ entreprises propriétaires d'au moins un camion 10 roues exerçant déjà dans l'activité de transport de sable et disposant :

- D'une carte d'opérateur économique à jour
- D'une autorisation d'exploitation de carrières de sable par l'autorité compétente, pour les exploitants de carrières
- D'un contrat de prestation de livraison de sable avec un opérateur agréé.
- D'une lettre adressée au DG avec accord préalable
- D'une copie de l'assurance des camions déjà possédés et en utilisation

- D'un contrat dûment signé l'engageant à souscrire chaque année à une assurance tout risque pour le camion
- Un engagement de gager le camion à acheter au profit de WAGES
- **Montant** : Le montant maximal est de cinquante millions (50 000 000) FCFA.
- **Durée** : La durée du crédit est fixée à maximum de 60 mois avec possibilité de 2 mois de différé
- **Taux d'intérêt** : Le taux d'intérêt est de 12 à 14% dégressif l'an.
- **Garanties** : Des sûretés réelles et/ou personnelles sont demandées aux clients conformément à la politique en vigueur et/ou les camions déjà acquis sont mis en gage en complément de la sureté réelle lorsque la valeur de celle-ci ne couvre pas le montant du crédit. Le camion acheté sera gagé auprès de WAGES
- **Caution financière** : Elle est fixée à 15%
- **Epargne obligatoire** : Le client constituera au cours du remboursement une épargne obligatoire de 100.000 FCFA (pour les montants de crédit inférieurs à 25 millions) et 150 000 FCFA (pour les montants de crédit supérieur strictement à 25 millions) par mois à chaque remboursement durant toute la période de remboursement.

Crédit investissement

Peuvent bénéficier des crédits d'équipement de la WAGES, les clients individuels ou personnes morales disposant d'une autorisation d'établissement délivrée réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales ou disposant d'une autorisation.

- **Destination** ; Les crédits d'équipement sont accordés en vue du financement des actifs corporels et incorporels amortissables ainsi que des terrains, servant à des fins professionnelles ou privées. Font partie de ce produit de crédit équipement aussi, les parties d'immeubles servant à des usages non professionnels, le matériel roulant ainsi que les stocks de matières premières ou de produits finis
- **Montant** ; Le montant maximal est de 50 millions
- **Durée** ; La durée du crédit d'équipement est fixée en fonction de la nature de l'investissement avec un maximum de 60 mois.
- **Taux d'intérêt** ; Le taux d'intérêt est de 12% à 14% dégressif l'an
- **Assurance** ; Le taux de la prime d'assurance dépend de l'assureur. Il peut varier de 2 à 3%.
- **Remboursement** ; Les remboursements se font par mensualités constantes. Dans des cas particuliers, une période de différé maximale de 2 mois pour le remboursement du principal peut être accordée lors de l'octroi du prêt.

2-1-3- Le transfert d'argent

En partenariat avec ECOBANK TOGO, WAGES offre aussi un service de transfert d'argent (Western Union) permettant à ses clients d'envoyer et de recevoir de l'argent de par le monde. En partenariat avec WARI, WAGES offre un service de transfert d'argent et de paiement de facture WARI

En partenariat avec la banque atlantique, WAGES offre le service de transfert d'argent MONEY GRAM et RIA.

WAGES a également développé les produits de mobile banking avec les opérateurs de téléphonie Togocel (Tmoney) et Moov (Flooz).

2-2-Les services non financiers :

La formation : WAGES forme dans les domaines économique et social. Les modules développés sont :

-  La gestion de l'épargne / crédit
-  La gestion financière
-  Le marketing
-  La tenue des documents comptables
-  L'alphabétisation fonctionnelle
-  La sensibilisation sur le SIDA et le paludisme
-  Les techniques de transformation et de production
-  La gestion des exploitations agricoles
-  Etc.

L'appui institutionnel : Cet appui concerne essentiellement le renforcement de bases juridiques des groupes, groupements, organisations professionnelles paysannes et associations.

Les textes juridiques mis à la disposition des groupes de solidarité et des associations leur permettent d'asseoir une base juridique saine. Afin de faciliter la rédaction de ces textes dans les groupes, il leur est proposé des projets de statuts et de règlement intérieur qu'ils adaptent aux réalités de leurs groupes respectifs.

III- ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIERE

III-1- ANALYSE DES SOLDES CARACTERISTIQUES DE GESTION

L'année 2025 fut une année où le secteur a traversé une période rude face aux difficultés de la sous-région et à la baisse des activités sur le territoire. L'institution face à cela s'est investie et a pu tenir face aux différents défis. Plusieurs actions ont été mises en œuvre et les résultats obtenus sont louables.

A travers lesdites actions comme souligné ci-dessus, l'année 2025 s'est terminée avec un résultat excédentaire. Néanmoins, et afin d'améliorer la performance des exercices à venir, et assurer une pérennité à l'institution, la réalisation d'une analyse financière s'avère nécessaire voire inévitable. Cette analyse permettra d'éprouver les résultats obtenus sur ledit exercice et ainsi tirer des leçons en vue de prendre des décisions de gestion pour l'exercice à venir afin d'améliorer les performances de l'institution.

Ainsi, afin d'opérer une bonne analyse financière, le reclassement des comptes par catégories est une étape importante. Pour cette année 2025, le reclassement ci-après est réalisé sur les trois derniers exercices :

Tableau n° 2 : Données d'exploitation

	RUBRIQUES	2023	2024	2025
1	Produits financiers	3 657 024 829	3 659 012 396	3 498 063 228
2	Charges Financières	372 779 409	444 556 438	407 281 635
3	Produits financiers nets (PFN)	3 284 245 420	3 214 455 958	3 090 781 593
4	Frais de Personnel	1 688 755 266	1 636 987 499	1 665 544 519
5	Impôts et taxes	12 157 610	16 651 978	17 305 585
6	Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	875 581 446	961 632 027	1 032 357 653
7	Dotation au fonds pour risque financiers généraux	-		
8	TOTAL FRAIS GENERAUX	2 576 494 322	2 615 271 504	2 715 207 757
9	Autres produits	12 653 901	17 816 855	36 473 332
10	Autres reprises de provisions	5 678 609	63 803 811	161 313 935
11	Achat et variations de Stocks	- 1 047 864	248 094	6 978 818
12	- Dotations aux amortissements	131 850 746	132 008 432	140 395 940
13	- Dotations aux provisions pour risques et charges	128 642 418	133 066 469	92 109 955
14	RESULTAT AVANT DEDUCTION PROV SUR CREDIT	466 638 308	415 482 126	333 876 390
15	Reprise Provisions sur créances en souffrance et récupération sur créances amorties	579 722 930	723 973 344	1 068 706 627
16	Prov./Pertes sur crédits en souffrances	610 338 901	935 243 212	1 281 386 171
17	RESULTAT SUR LA QUALITE DU PORTEFEUILLE	- 30 615 971	- 211 269 869	- 212 679 544
18	RESULTAT D'EXPLOITATION	436 022 337	204 212 257	121 196 846
19	Produits Exceptionnels	78 389 720	109 104 126	89 081 605
20	Charges Exceptionnelles	111 637 336	63 914 503	28 933 944
21	RESULTAT EXCEPTIONNEL (15-16)	- 33 247 616	45 189 623	60 147 661
19	Impôt	9 973 294	10 419 819	17 374 351
24	Subventions reçues	34 689 330	33 299 342	19 854 285
26	RESULTAT NET	427 490 757	272 281 403	183 824 441

Notre analyse comme à l'accoutumé débutera par celle des comptes d'exploitations des trois derniers exercices reclassés en soldes intermédiaires de gestion. Ces soldes intermédiaires nous permettront d'analyser les performances de cet exercice et l'évolution de l'institution sur les trois (03) dernières années.

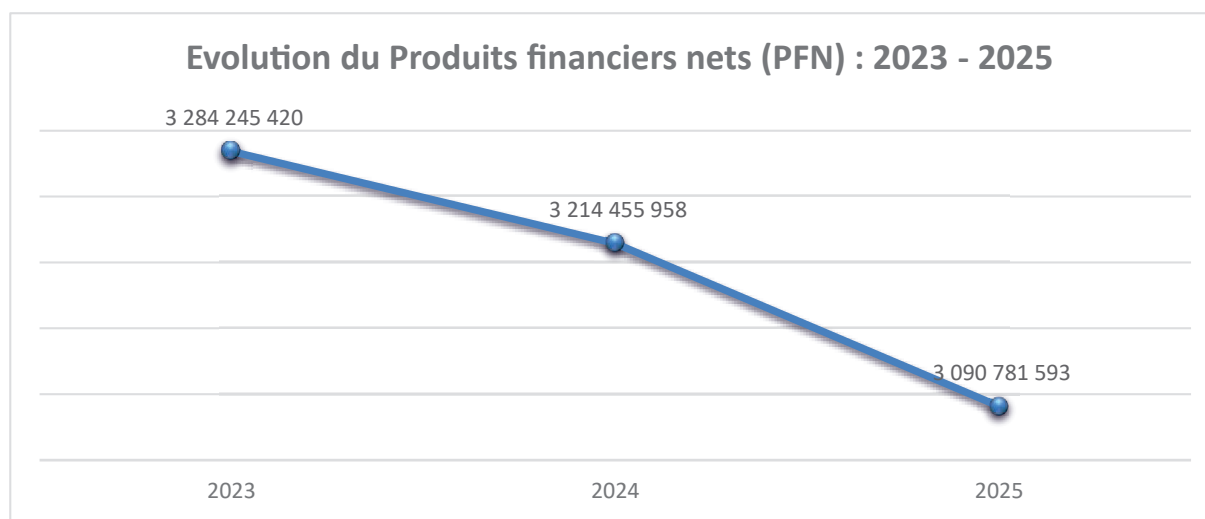
Pour débiter l'analyse des données d'exploitations, le premier élément qui ressort est la baisse des produits financiers. Cette baisse de 2024 à 2025 se chiffre en valeur absolu à 160 949 168 FCFA soit une baisse en taux de 4,40%. Cette diminution s'explique par le fait que l'encours de crédit n'a elle aussi pas connu de croissance au cours de l'exercice 2025. Elle a elle aussi connue une légère baisse.

Le second élément important à noter est également la baisse des charges financières de 8,38%. Elle s'explique par l'accroissement de l'épargne libre et le recours de moins en moins important aux emprunts afin de pouvoir répondre aux demandes de financement des clients de WAGES.

La diminution des produits financiers rapprochée à celle des charges financières a conduit à une baisse des produits financiers net pour cette année 2025 de 123 674 365 FCFA les portant à un montant de 3,090 milliards contre 3,214 milliards en 2024.

Le graphique suivant retrace l'évolution du Produit Net Financier (PNF) sur les 3 derniers exercices.

Graphique N° 1 :



Comme vous pouvez le voir sur ce graphique, le PNF a connu une baisse de 2024 à 2025. Cela s'explique par une baisse plus importante des produits financiers par rapport aux charges financières.

Afin de mieux apprécier la rentabilité de l'institution, l'évolution du Produit Net Bancaire seul ne suffit pas. Il faut également analyser l'évolution des frais généraux qui impacte le PNF pour la détermination du résultat d'exploitation.

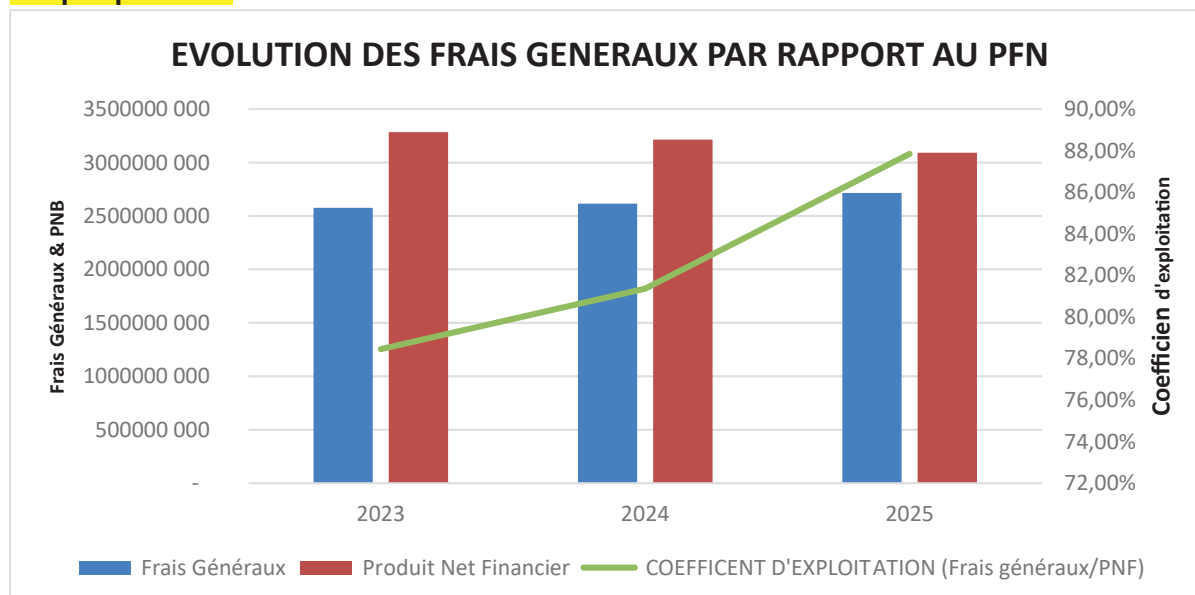
Sur les frais généraux, pour cette année 2025, une hausse 3,82% d'est enregistrée, soit en valeur absolue une augmentation de 99 936 253 FCFA contre une hausse de 1,51% soit en valeur absolue un montant de 38 777 182 FCFA en 2024. Ceci dénote une plus grande augmentation des frais généraux pour cet exercice 2025 comparativement à 2024. Cela est dû à l'augmentation des « autres charges externes et charges diverses d'exploitation » pour un montant total de 70 725 626 FCFA. Les frais de personnel et impôts et taxes eux sont restés en général constant.

Afin de pousser l'analyse et de mesurer l'impact de cette hausse des frais généraux sur cet exercice, le coefficient d'exploitation constitue un bon élément car il est le rapport des frais généraux (ou charges d'exploitation, soit les salaires, loyers, autres services...) sur le PNF. Il permet de mesurer le poids de ces charges dans la richesse créée par le SFD. Plus ce ratio est élevé, plus la richesse est perdue dans des dépenses de fonctionnement.

Tableau N° 3: Calcul du coefficient d'exploitation

RUBRIQUES	2023	2024	2025
Frais Généraux	2 576 494 322	2 615 271 504	2 715 207 757
Produit Net Financier	3 284 245 420	3 214 455 958	3 090 781 593
COEFFICIENT D'EXPLOITATION (Frais généraux/PNF)	78,45%	81,36%	87,85%
Résultat Net	427 490 757	272 281 403	183 824 441
Résultat Net / PNF	13,02%	8,47%	5,95%

Les graphiques ci-dessous illustrent l'évolution des frais généraux, du Produit Net Financier, du coefficient d'exploitation ainsi que celle des résultats de WAGES.

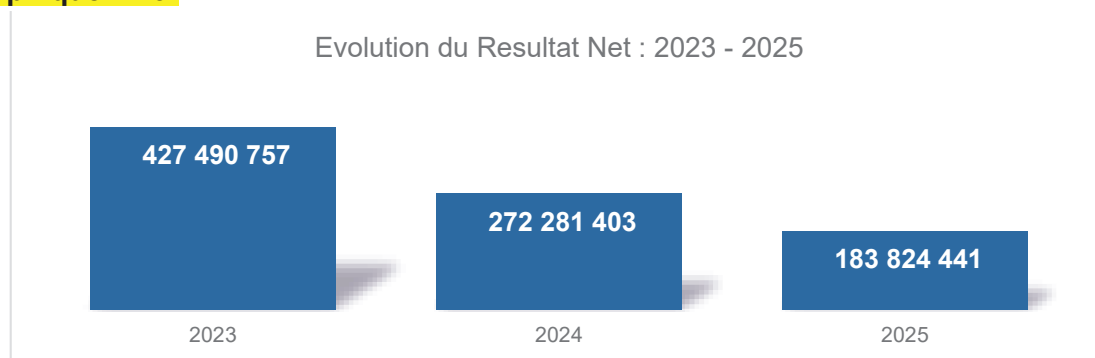
Graphique N° 2:


Une hausse est constatée sur le coefficient d'exploitation qui est passé de 81,36% en 2024 à 87,85% en 2025. Cette augmentation s'explique par la baisse des Produits Financiers Net et la hausse des frais généraux.

Cette augmentation du coefficient d'exploitation impacte le résultat avant déduction des provisions sur crédits qui se chiffre à 333 876 390 FCFA en 2025 contre 415 482 126 FCFA en 2024.

A ce résultat, vient s'ajouter un résultat sur la qualité du portefeuille déficitaire de 212 679 544 FCFA et résultat exceptionnel excédentaire de 60 147 661 FCFA.

De ces résultats précédents vient se déduire les impôts pour un montant de 173 74 351 FCFA et s'ajouter les subventions pour un montant de 19 854 285 FCFA. Tout cela permet à WAGES de dégager un résultat net excédentaire de 183 824 441 FCFA.

Graphique N° 3:

II-1- SITUATION PATRIMONIALE

Pour une analyse plus complète de l'évolution de WAGES, un examen des grandes masses de la situation patrimoniale sur les trois dernières années est fondamental.

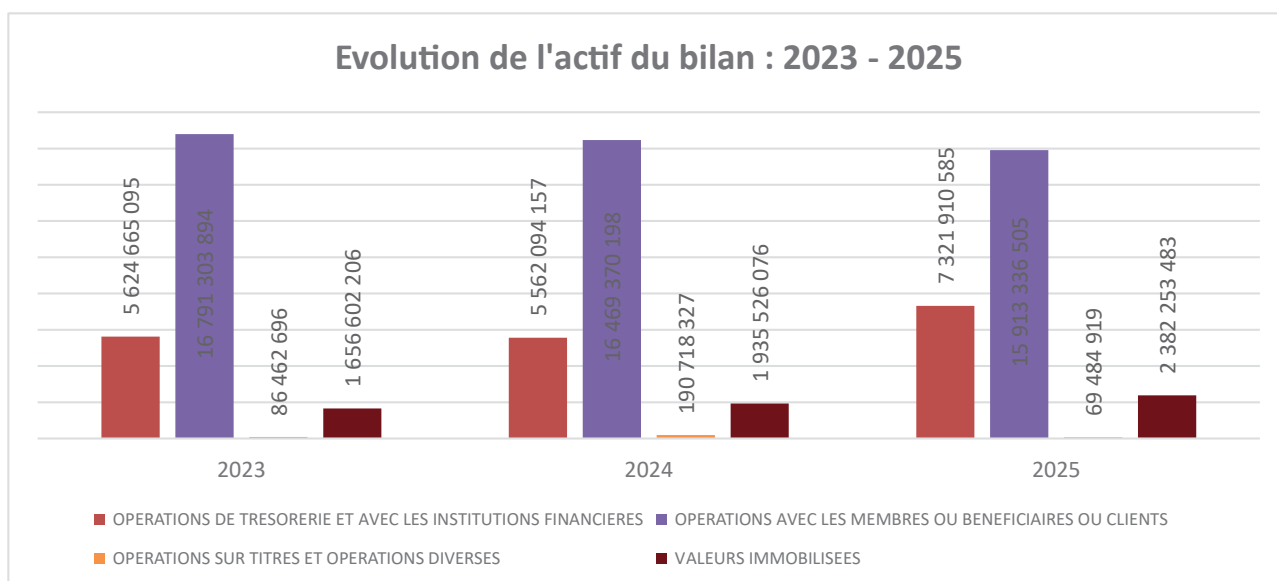
Reflétant l'image complète de la structure financière de WAGES, le bilan condensé sur les exercices 2023 à 2025, nous permettra de voir l'évolution des grandes masses.

Tableau n°4: Bilan condensé

ACTIF	2023	2024	2025
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	5 624 665 095	5 562 094 157	7 321 910 585
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES OU BENEFICIAIRES OU CLIENTS	16 791 303 894	16 469 370 198	15 913 336 505
OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	86 462 696	190 718 327	69 484 919
VALEURS IMMOBILISEES	1 656 602 206	1 935 526 076	2 382 253 483
TOTAL ACTIF	24 159 033 891	24 157 708 758	25 686 985 492
PASSIF	2023	2024	2025
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	2 477 085 482	2 173 967 759	2 007 047 784
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES OU BENEFICIAIRES OU CLIENTS	16 052 336 994	16 123 649 864	17 613 950 316
OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	487 769 611	798 436 080	881 467 990
PROVISIONS, FONDS PROPRES ET ASSIMILES	5 141 841 804	5 061 655 055	5 184 519 401
TOTAL PASSIF (1)	24 159 033 891	24 157 708 758	25 686 985 491

Analyse des éléments d'Actif

De l'analyse du bilan condensé ci-dessus, nous constatons que l'actif total est resté constant de 2023 à 2025. Le graphique suivant vous présente l'évolution des agrégats de l'actif du bilan de WAGES sur les trois derniers exercices.

Graphique N° 4 :


L'analyse individuelle de chaque poste d'actif nous permettra d'explorer plus en détail l'évolution du patrimoine sur l'exercice 2025.

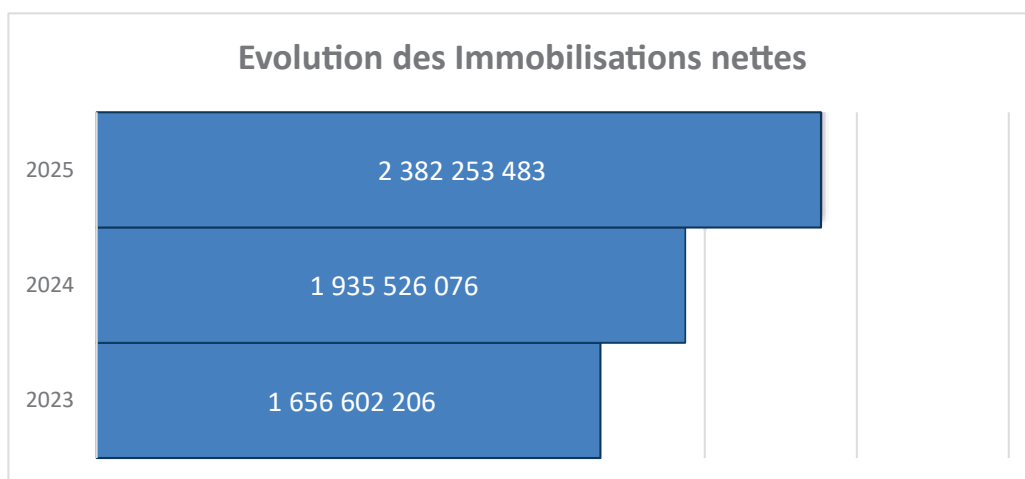
Les opérations avec les membres bénéficiaires et clients :

Constituant au 31 décembre 2025, 61,95% du total actif, cette masse est la plus importante et constitue le moteur de production. De 2024 à 2025 les « **opérations avec les membres bénéficiaires et clients** » ont connu une très légère baisse de 3,38%. Cette baisse s'explique par le ralentissement des activités économiques dans la sous-région et au Togo.

En dehors du poste phare ci-dessus analysé, des commentaires portent sur les postes suivants de la surface financière de l'actif :

Les Immobilisations :

Une hausse de 23,08% est constatée sur les immobilisations au cours de l'exercice 2025. Le total net des immobilisations est passé de 1 935 526 076 FCFA de 2024 à 2 382 253 483 FCFA soit une évolution de 446 727 407 FCFA. Cela est dû l'enregistrement en immobilisations du bâtiment abritant le siège de WAGES suite à son intégration par le personnel. Notons qu'une partie des montants liées à cette construction était enregistré en immobilisation en cours dans les exercices précédents.

Graphique N° 5 :

Les Opérations de trésorerie et avec les Institutions financières :

Se chiffrant à un total de 7,322 milliards de francs CFA, ce poste n'a connu qu'une hausse de 31,64% soit un montant de 1 759 816 428 FCFA de 2024 à 2025. Il est composé essentiellement de quatre rubriques à savoir :

- Les valeurs en caisse : 422 291 879 FCFA soit 5,77% du total du poste ;
- Les Comptes ordinaires chez les institutions financières : 2 536 527 176 FCFA soit 34,64% du total ;
- Les dépôts de garantie et dépôts à terme chez les institutions financières : 4 350 000 000 FCFA soit 59,41% du total.
- Les créances rattachées : 13 091 530 FCFA soit 0,18% du total.

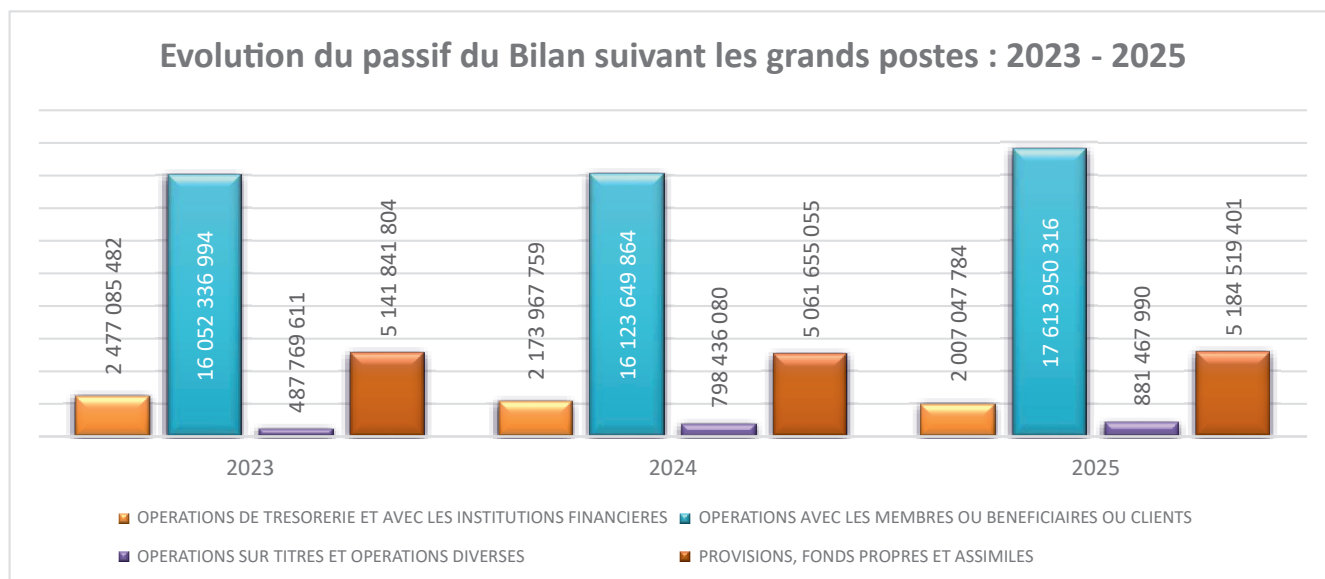
Les Opérations Diverses :

Ce poste a connu une baisse de 63,57% par rapport à l'année 2024 en passant de 190,718 millions de FCFA à 69,484 millions de FCFA.

Analyse des éléments du Passif

Comme pour les postes de l'actif, les postes du Passif sont reclassés en quatre grandes masses pour faciliter l'analyse.

Graphique N° 6:

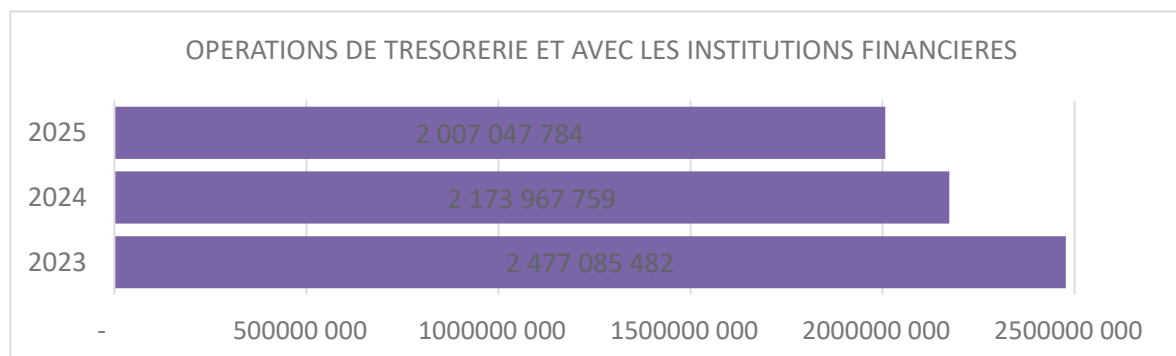


Les Opérations avec les institutions financières :

Etant un poste du passif et comme le dit son nom, ce poste est composé des dettes de WAGES envers les autres institutions financières que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur du pays.

Ce poste a enregistré globalement pour 2025, une baisse de 7,67% s'expliquant par la non sollicitation de concours supplémentaire face à la stabilité de l'encours au cours de cette années.

Graphique N° 7:



Les opérations avec les membres ou bénéficiaires ou clients

Représentant 68,57% du passif et se chiffrant à un montant total de **17 613 950 316 FCFA**, ce poste est la plus importante ressource, autre que les fonds propres sur lequel WAGES finance son activité. Il a connu au cours de cet exercice une hausse de **1 490 300 452 FCFA**. Cette croissance en valeur absolu dénote que tous les efforts mis en œuvre par l'institution pour la mobilisation de l'épargne donnent des résultats louables. Il se décompose en quatre grands éléments :

✚ **Les Comptes ordinaires** : Composés des épargnes volontaires des clients (Epargnes libres), les comptes ordinaires se chiffrent à 9 933 761 182 FCFA et représentent 56,74% des opérations avec les membres ou bénéficiaires ou clients. Ils ont connu une croissance de 19,40% soit un montant de 1 613 772 398 FCFA de 2024 à 2025. Ils se décomposent comme suit au 31 décembre 2025 :

- Comptes ordinaires des Membres Associations : **233 514 234 FCFA soit 2,35%**
- Comptes ordinaires des membres EPI : **8 333 567 003 FCFA soit 83,89%**
- Comptes ordinaires des membres TONTINE : **1 303 989 690 FCFA soit 13,13%**
- Comptes ordinaires des membres : Zone Rurale : **8 206 757 FCFA soit 0,08%**
- Comptes ordinaires des membres PSAEG : **3 942 015 FCFA soit 0,04%**
- Comptes ordinaires des membres : Domiciliation salaire : **50 541 483 FCFA soit 0,51%.**

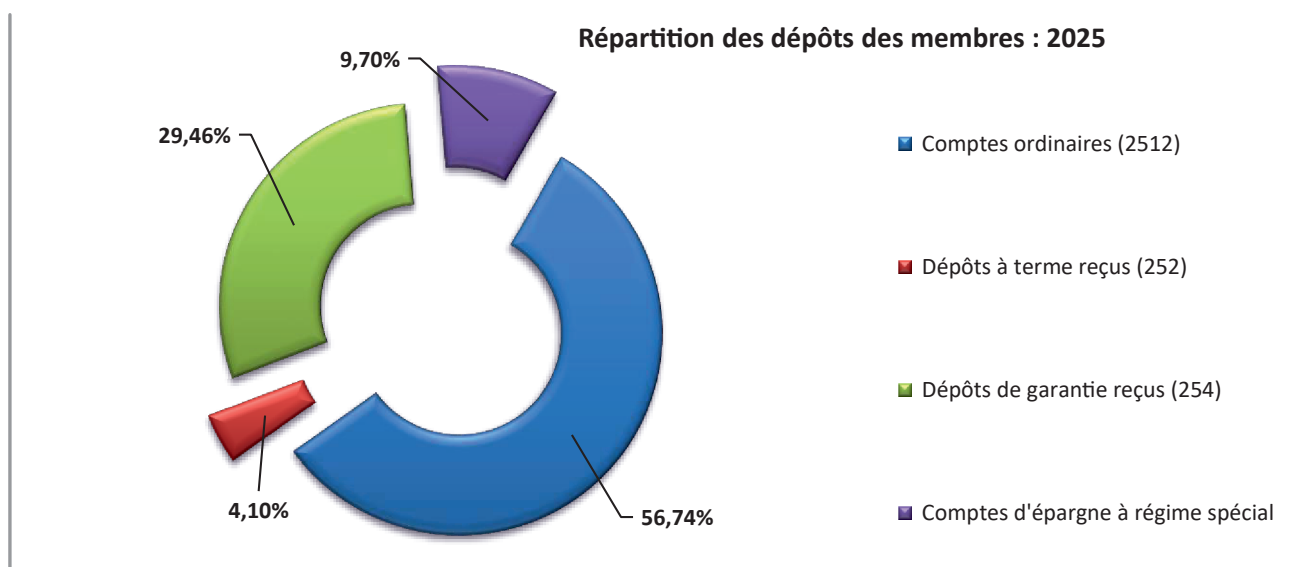
✚ **Les Dépôts à terme reçus** : les dépôts à terme ont connu une baisse de **7,57%** sur l'exercice 2025 et se chiffrent à **717 105 000 FCFA**.

✚ **Les Dépôts de garantie reçus** : Constitués des cautions des clients dans le but de bénéficier des produits de crédit de WAGES, et représentant en majorité le quart (1/4) du montant du crédit demandé, les dépôts de garanties représentant 29,46% de ce poste, et se chiffrent à **5 156 835 695 FCFA** en 2025.

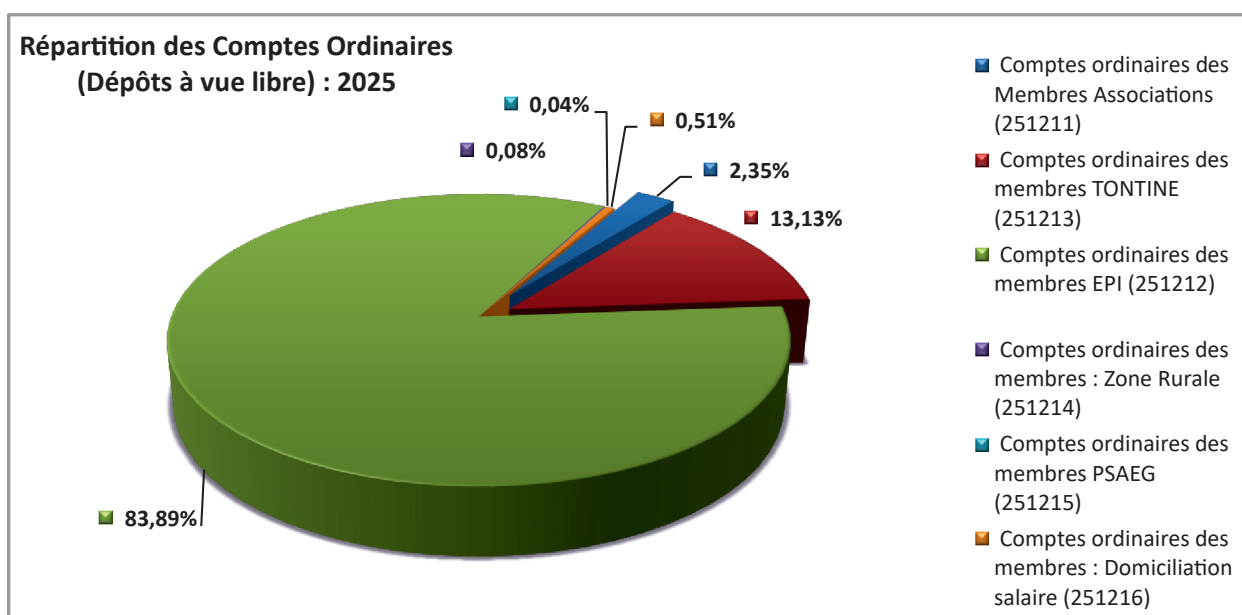
✚ **Autres Dépôts reçus** : Ils sont constitués des comptes épargne vieux jours. Ils ont connu en 2025 une croissance de 2,85% et représentent 9,70% des dépôts des membres.

Les deux graphiques suivants illustrent parfaitement les commentaires réalisés ci-dessus.

Graphique N° 8 :



Graphique N° 9 :



Les opérations sur titres et opérations diverses

Le poste « **Opérations sur Titres et Opérations Diverses** » qui est constitué par les mouvements des créditeurs divers et des sous postes de régularisation du passif, a, au cours de l'exercice 2025, connu une hausse de 10,40% en passant de 798,436 millions de francs CFA à 881,468 millions de francs CFA.

Provisions fonds propres et assimilés :

Constituant la ressource de base de toute institution, le poste « **Provisions fonds propres et assimilés** » a connu une très hausse de 2,43% soit un montant en valeur absolue de 122 864 346 FCFA au cours de l'exercice 2025. Il se décompose comme suit :

- **Les fonds affectés** : d'un montant total de 17,824 millions, il est composé des fonds de garanties des partenaires (Etat Togolais et INADES Formations) en couverture des risques (**risques de non-paiement**) sur les crédits octroyés dans le cadre des projets pilotés de commun accord avec lesdits partenaires.
- **Les fonds de crédit** : Composés de fonds mis à la disposition de WAGES par l'Etat et des institutions comme le PRADEB, le FAIEJ, dans le cadre de projets et dans le but d'octroyer des crédits à des populations cible bien spécifique selon les termes des projets. Les fonds de crédits se chiffrent à 96,426 millions au 31 décembre 2025.
- **Les Provisions pour Risques et Charges** : elles sont essentiellement constituées des provisions pour charge de retraite des membres du personnel de WAGES,

mais aussi des autres provisions pour litiges. Ils se chiffrent au 31 décembre 2025 à un montant total de 89,897 millions.

- **Les Réserves** : Ce poste est composé des réserves obligatoires de 15% du résultat que WAGES dote chaque année et des autres réserves constituées par l'Assemblée Générale. Il s'élève à 2,109 milliards au 31 décembre 2025.
- **Les Fonds de Dotation** : ce poste est composé principalement de ligne de crédit non remboursable de CARE international et se chiffre donc au 31 décembre 2025, à 132,356 millions.
- **Le Report à Nouveau** : Composé de la dotation de 85% du résultat de chaque exercice (Résultat après dotation de 15% de la réserve obligatoire) et des résultats déficitaires, il se chiffre à 2,554 milliards au 31 décembre 2025.
- **Le résultat de l'exercice** : Un résultat net de **183 824 441 FCFA** est enregistré sur cet exercice 2025.

RAPPORT AVEC LES PARTENAIRES FINANCIERS ET D'AIDE AU DEVELOPPEMENT **2025**

Pour maintenir sa croissance et avoir des ressources disponibles pour satisfaire les demandes des crédits de ses membres, WAGES sollicite auprès des partenaires locaux et étrangers des financements pour atteindre ses objectifs.

- **Les partenaires locaux**

BANQUE ATLANTIQUE

Le partenariat avec la banque atlantique s'est poursuivi au cours de l'année 2025. WAGES a des contrats de transfert Money Gram et RIA avec la Banque Atlantique. Au 31/12/25, WAGES à un encours de crédit de 760 413 394 (Sept Cent Soixante Millions Quatre Cent Treize Mille Trois Cent Quatre Vingt Quatorze) Francs CFA auprès de la BANQUE ATLANTIQUE. WAGES dispose aussi d'un DAT de 800 000 000 (Huit Cent Millions) Francs CFA au 31/12/25.

BIA

Comme par le passé, le fructueux partenariat entre WAGES et la BIA se passe de tout commentaire en 2025. WAGES mouvemente ses comptes à la BIA par des opérations de dépôts et de retraits en vue de satisfaire ses clients. Au 31/12/25, WAGES n'a pas d'engagement auprès de la BIA.

SUNU BANK

Le partenariat entre WAGES et SUNU BANK se poursuit convenablement. Au cours de l'année 2025, WAGES a soldé son emprunt auprès de SUNU BANK mais dispose d'un DAT de 550 000 000 (Cinq Cent Cinquante Millions) Francs CFA au 31/12/25.

IB BANK

Le partenariat avec IB BANK se poursuit normalement par les opérations de dépôt et de retrait en vue de satisfaire nos clients. Au 31/12/25, WAGES n'a pas d'engagement auprès de IB BANK.

NSIA BANQUE

L'alimentation et le retrait sur le compte courant sont toujours en cours. Au 31/12/25, WAGES n'a pas d'engagement auprès de la NSIA BANQUE.

CORIS BANK

Le partenariat entre CORIS BANK et WAGES se poursuit normalement à la grande satisfaction des deux parties. Au 31/12/25, Au cours de l'année 2025, WAGES a soldé son emprunt auprès de CORIS BANK.

ECOBANK

Le partenariat entre ECOBANK et WAGES se poursuit avec grande satisfaction au 31/12/25.

Aussi, est-il à souligner que le contrat de location de coffre-fort signé avec Ecobank en 2008 pour la conservation du double des sauvegardes de notre système hors de nos locaux pour la sécurité des données est toujours en vigueur.

ORABANK

Le partenariat entre ORABANK et WAGES se poursuit avec grande satisfaction. WAGES a des contrats de transfert rapide d'argent WESTERN UNION, SMALL WORLD avec ORABANK. Au 31/12/25, WAGES a des engagements auprès de ORABANK pour un encours total de 458 608 338 (Quatre Cent Cinquante Huit Millions Six Cent Huit Mille Trois Cent Trente Huit) FCFA. Aussi, WAGES dispose d'un DAT de 2 000 000 000 (Deux Milliards) Francs CFA au 31/12/25.

UTB

Ce compte enregistre seulement les opérations de dépôts et de retrait et de virement permanent des clients de WAGES. Outre cela il n'y a pas d'engagement auprès UTB au 31/12/25.

BDM

Le partenariat avec la BDM s'est renforcé au cours de l'exercice 2025. Ainsi WAGES a bénéficié d'un concours de 750 millions de francs CFA auprès de cette dernière. Au 31 décembre 2025, l'encours de cet emprunt se chiffre à 721 073 663 (Sept Cent Vingt Un Millions Soixante Treize Mille Six Cent Soixante Trois) FCFA. WAGES a également constitué un DAT de 1 000 000 000 (Un Milliard) Francs CFA au 31/12/25.

BSIC

Ce compte enregistre les opérations de dépôts et de retrait et de virement permanent des clients de WAGES. WAGES n'a pas d'engagement auprès BSIC au 31/12/25.

FNFI

Comme par le passé, WAGES poursuit toujours l'octroi de ces prêts aux désireux. Au 31/12/25 WAGES a un encours de 29 477 999 (Vingt Neuf Millions Quatre Cent Soixante Dix Sept Mille Neuf Cent Quatre Vingt Dix Neuf) FCFA auprès de FNFI.

PARESOC

Le partenariat entre PARESOC et WAGES ne s'est plus poursuivi depuis 2008 mais jusqu'alors il demeure un engagement de 4.900.000 (Quatre Millions Neuf Cent Mille) F CFA restant dans les livres de WAGES.

Les partenaires étrangers.**BANCA ETICA**

Le partenariat entre WAGES et BANCA ETICA se poursuit normalement. Au cours de l'exercice 2025, WAGES a soldé son emprunt auprès de cette dernière. Une visite d'échange du Directeur Général et du Directeur Finances Comptabilité a également eu lieu en Italie à Padova auprès de la BANCA ETICA dans le but du renouvellement de l'emprunt et du renforcement du partenariat.

FEFISOL / SIDI

Le partenariat entre FEFISOL / SIDI et WAGES s'est poursuivi au cours de 2024 par des échanges. WAGES n'a pas d'engagement auprès de FEFISOL au 31/12/25.

IV-ANALYSE DU PORTEFEUILLE**VI-1- ACTIVITES DE CREDIT**

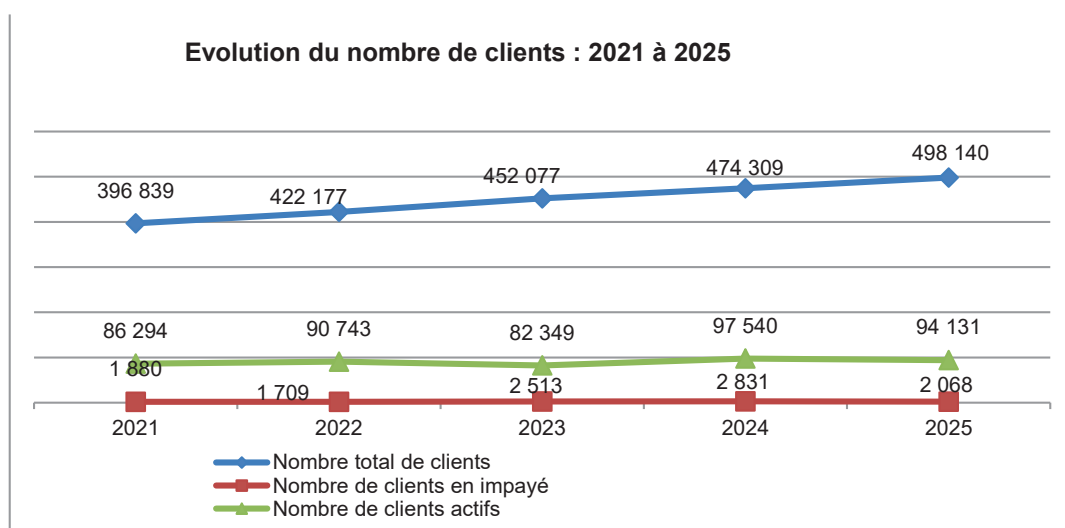
Tableau n°5: Evolution de la clientèle de 2021 à 2025

EVOLUTION DU NOMBRE DE CLIENTS: 2021 à 2025						
Années	2021	2022	2023	2024	2025	VARIATION (2024 à 2025)
Nombre total de clients	396 839	422 177	452 077	474 309	498 140	5,0%
Nombre de clients actifs	86 294	90 743	82 349	97 540	94 131	-3,5%
Nombre de clients en impayé	1 880	1 709	2 513	2 831	2 068	-27,0%

WAGES a enregistré de 2024 à 2025, une progression du nombre de clients de 5%, une diminution du nombre de clients actifs de 3.5% et une diminution du nombre de clients en impayé de 27%.

Les difficultés connues par les opérateurs économiques clients de WAGES au cours de l'année 2025 sont gérées au cas par cas. Malheureusement, en 2025, la timide reprise des activités n'a pas permis à WAGES d'améliorer la qualité et la quantité du portefeuille.

Graphique n°10 :

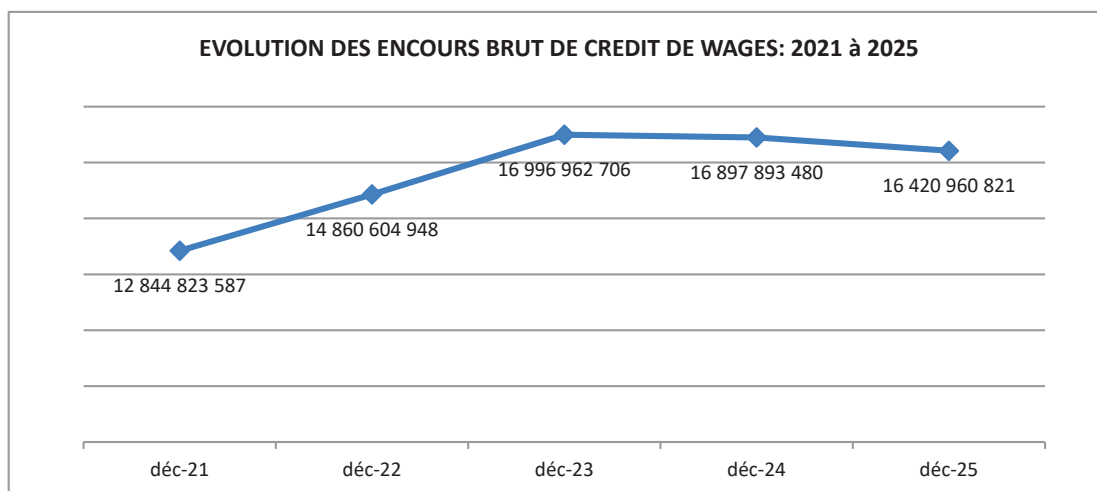


IV-1 -1- Analyse du portefeuille brut de crédit

Tableau n°6: Evolution de l'encours brut de crédit de 2021 à 2025

EVOLUTION DES ENCOURS BRUT DE CREDIT DE WAGES: 2021 à 2025						
PRODUIT	déc-21	déc-22	déc-23	déc-24	déc-25	VARIATION (2024 à 2025)
Encours de crédit	12 844 823 587	14 860 604 948	16 996 962 706	16 897 893 480	16 420 960 821	-2,8%

Graphique n°11 :



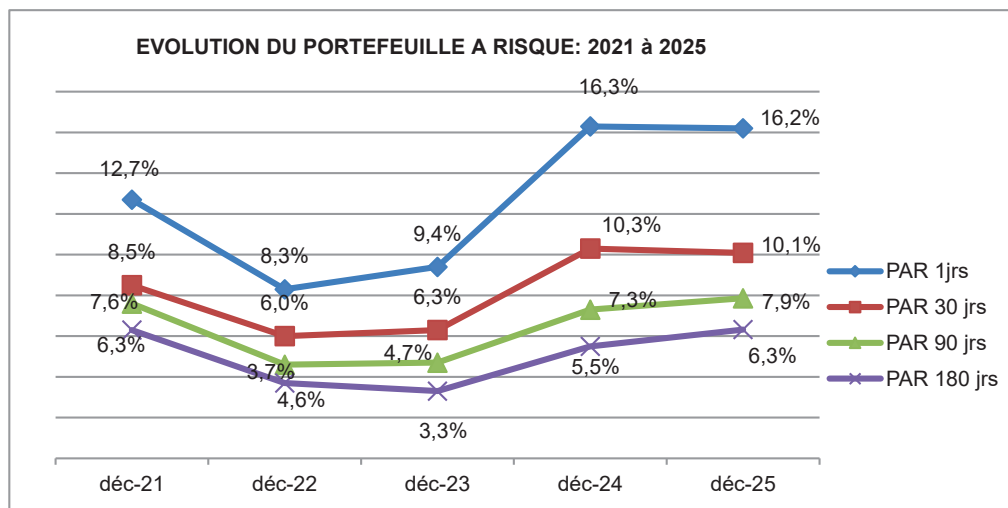
L'encours de crédit a connu une croissance de 24% de 2021 à 2023 à cause des renouvellements des crédits par les clients qui ont connu d'énormes difficultés à cause des effets néfastes de la COVID-19 en 2020 et 2021 et l'élargissement de la relation clientèle à travers la création de nouveaux guichets (2 guichets ouverts en 2023) dans les zones périphériques de Lomé (Cinkasse et vakpossito) et l'emprise des anciens guichets dans leur zone d'implantation. Le ralentissement de l'activité à l'échelle nationale et internationale et les mesures prises par les autorités du TOGO pour contrer la pandémie à la COVID en 2020 ont affecté la sortie des crédits entre 2020 et 2023 mais les stratégies mises en œuvre par WAGES en 2023 et 2024, lui ont permis de redynamiser les sorties de crédits prouvant ainsi sa résilience avec comme corollaire une augmentation de l'encours de crédit. Malgré cette prouesse, plusieurs opérateurs économiques ont connu d'énormes difficultés compte tenu de l'environnement économique non stable dans le monde en général et dans la sous-région en particulier (guerre en Ukraine et les problèmes d'insécurité au sahel). L'encours de crédit a connu une diminution de 2.8% de 2024 à 2025, signe de la fébrilité des activités commerciales dans l'ensemble de l'UEMOA.

IV-1 -2- Analyse du portefeuille à risque

Tableau n°7: Evolution du portefeuille à risque de 2021 à 2025

EVOLUTION DU PORTEFEUILLE A RISQUE: 2021 à 2025					
Ages de retard	déc-21	déc-22	déc-23	déc-24	déc-25
PAR 1jrs	12,7%	8,3%	9,4%	16,3%	16,2%
PAR 30 jrs	8,5%	6,0%	6,3%	10,3%	10,1%
PAR 90 jrs	7,6%	4,6%	4,7%	7,3%	7,9%
PAR 180 jrs	6,3%	3,7%	3,3%	5,5%	6,3%

Graphique n°12 :



L'analyse du tableau permet de constater une quasi stabilité du portefeuille à risque entre 2024 et 2025, consécutive à sa dégradation entre 2021 et 2023 à cause des effets des incendies des marchés de AGOE ASSIYEYE et de KEGUE, des crises au sahel avec des fermetures des frontières au sein de la CEDEAO sans oublier la guerre en UKRAINE et ses conséquences sur les frais de fret à l'international.

IV-1 -3- Analyse du poids de chaque agence dans l'encours de crédit et le portefeuille à risque de WAGES

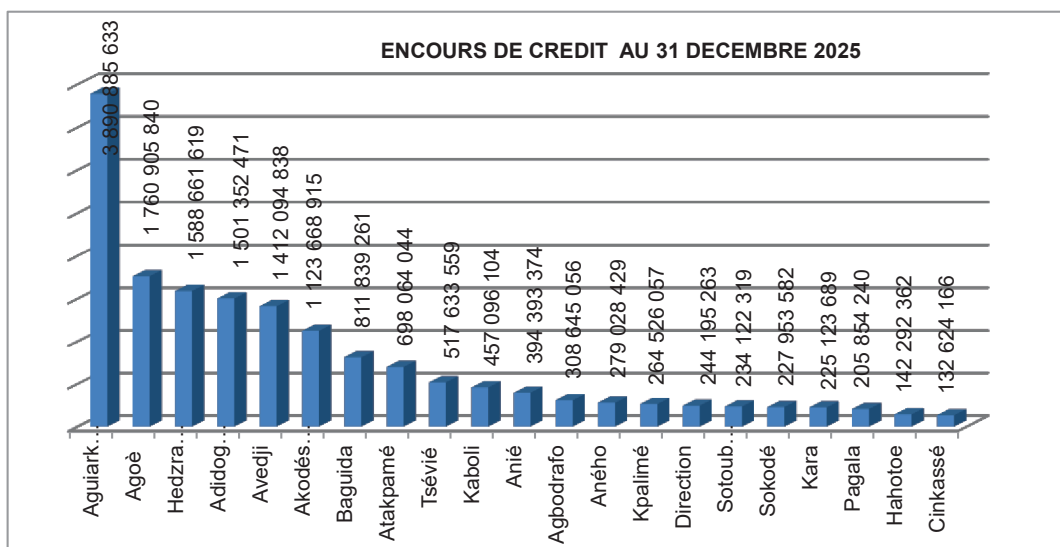
Tableau n°8: Evolution du portefeuille à risque et de l'encours de crédit par agence

ENCOURS DE CREDIT ET PORTEFEUILLE A RISQUE AU 31 DECEMBRE 2025													
Agence	Encours de crédit	Poids dans l'encours	Encours en retard de plus de 1 jour	PAR > 1 jour	Poids dans le PAR 1 Jour	Encours en retard de plus de 30 jours	PAR > 30 jours	Poids dans le PAR 30 Jours	Encours en retard de plus de 90 jours	PAR > 90 jours	Poids dans le PAR 90 Jours	Encours en retard de plus de 180 jours	PAR > 180 jours
Aguiakomé	3 890 885 633	23,7%	692 076 465	17,8%	4,2%	412 313 587	10,6%	2,5%	266 716 520	6,9%	1,6%	179 816 760	4,6%
Avedji	1 412 094 838	8,6%	337 169 873	23,9%	2,1%	257 529 042	18,2%	1,6%	192 864 153	13,7%	1,2%	124 807 341	8,8%
Akodésséwa	1 123 668 915	6,8%	264 922 269	23,6%	1,6%	172 882 834	15,4%	1,1%	144 650 534	12,9%	0,9%	117 963 614	10,5%
Agôè	1 760 905 840	10,7%	258 063 942	14,7%	1,6%	126 865 737	7,2%	0,8%	118 647 607	6,7%	0,7%	111 835 978	6,4%
Hedzranaw oé	1 588 661 619	9,7%	222 744 954	14,0%	1,4%	93 951 811	5,9%	0,6%	89 498 621	5,6%	0,5%	87 043 396	5,5%
Aididogomé	1 501 352 471	9,1%	187 254 800	12,5%	1,1%	134 657 990	9,0%	0,8%	84 279 170	5,6%	0,5%	69 916 087	4,7%
Atakpamé	698 064 044	4,3%	150 183 435	21,5%	0,9%	144 534 057	20,7%	0,9%	135 021 650	19,3%	0,8%	130 457 460	18,7%
Tsévié	517 633 559	3,2%	146 565 149	28,3%	0,9%	44 031 624	8,5%	0,3%	34 196 554	6,6%	0,2%	14 631 099	2,8%
Baguida	811 839 261	4,9%	70 835 535	8,7%	0,4%	21 437 095	2,6%	0,1%	19 953 335	2,5%	0,1%	18 948 785	2,3%
Aného	279 028 429	1,7%	68 586 109	24,6%	0,4%	60 136 271	21,6%	0,4%	58 374 076	20,9%	0,4%	56 826 101	20,4%
Kpalimé	264 526 057	1,6%	40 506 041	15,3%	0,2%	28 345 806	10,7%	0,2%	26 629 711	10,1%	0,2%	25 719 621	9,7%
Anié	394 393 374	2,4%	39 166 731	9,9%	0,2%	24 234 575	6,1%	0,1%	22 732 120	5,8%	0,1%	21 333 370	5,4%
Agbodrafo	308 645 056	1,9%	35 361 184	11,5%	0,2%	28 805 225	9,3%	0,2%	18 073 235	5,9%	0,1%	15 562 325	5,0%
Kara	225 123 689	1,4%	26 614 997	11,8%	0,2%	14 313 210	6,4%	0,1%	8 215 073	3,6%	0,1%	4 080 004	1,8%
Solouboua	234 122 319	1,4%	25 045 865	10,7%	0,2%	23 114 235	9,9%	0,1%	21 245 840	9,1%	0,1%	17 767 875	7,6%
Hahotoe	142 292 362	0,9%	23 259 337	16,3%	0,1%	18 625 762	13,1%	0,1%	15 572 322	10,9%	0,1%	14 463 515	10,2%
Sokodé	227 953 582	1,4%	22 107 287	9,7%	0,1%	12 068 243	5,3%	0,1%	9 859 263	4,3%	0,1%	8 887 073	3,9%
Pagala	205 854 240	1,3%	16 479 375	8,0%	0,1%	11 660 635	5,7%	0,1%	9 038 430	4,4%	0,1%	5 312 585	2,6%
Kaboli	457 096 104	2,8%	13 661 799	3,0%	0,1%	12 711 735	2,8%	0,1%	6 427 072	1,4%	0,0%	5 438 771	1,2%
Onklassé	132 624 166	0,8%	12 474 523	9,4%	0,1%	10 213 404	7,7%	0,1%	8 600 737	6,5%	0,1%	7 589 956	5,7%
Direction	244 195 263	1,5%	6 983 859	2,9%	0,0%	3 620 398	1,5%	0,0%	-	0,0%	0,0%	-	0,0%
	16 420 960 821	100,0%	2 660 063 529	16,2%	16,2%	1 656 053 276	10,1%	10,1%	1 290 596 023	7,9%	7,9%	1 038 401 716	6,3%

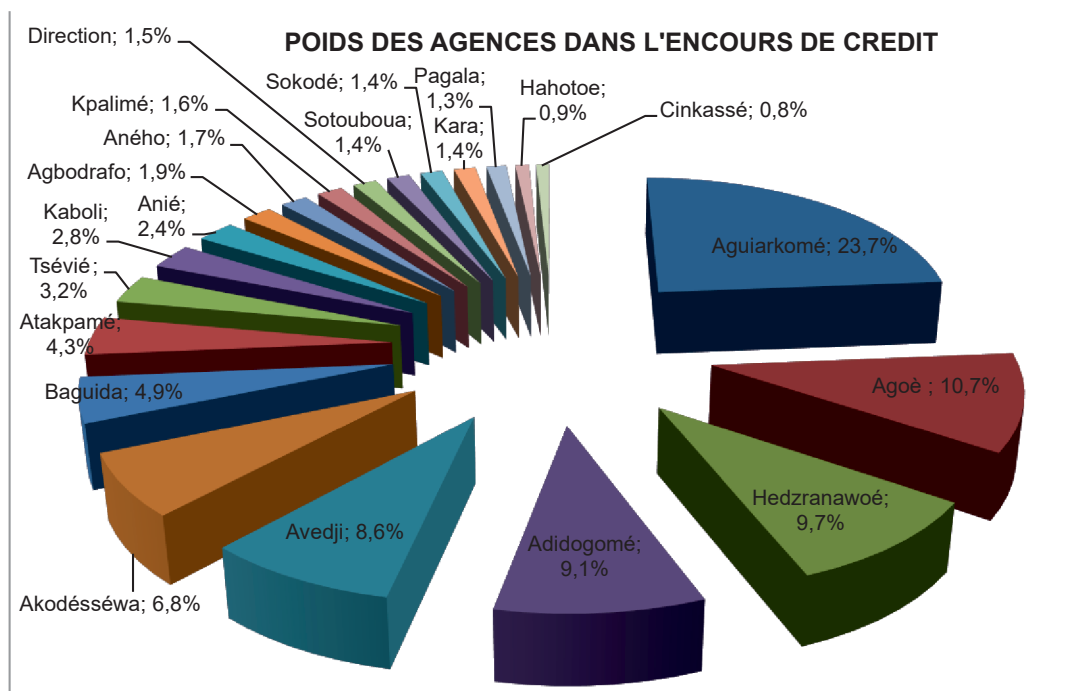
Le tableau indique clairement que ce sont les agences de Aguiarkome, Avedji, Akodessewa, Atakpamé, Adidogomé, Agoè, Hedranawoe qui ont porté 80% des impayés à un (1) jour.

En effet, si la situation économique est très morose en général pour tous les opérateurs économiques, les clients dont l'activité est tournée vers l'extérieur (pour les ventes dans la sous-région ouest-africaine) et qui s'approvisionnent en chine et en Europe ont été les plus affectés. Les agences citées ont le plus grand nombre de clients ayant reçu des gros montants et dont les activités sont totalement à l'arrêt. C'est ce qui explique le niveau de dégradation des portefeuilles de ces agences.

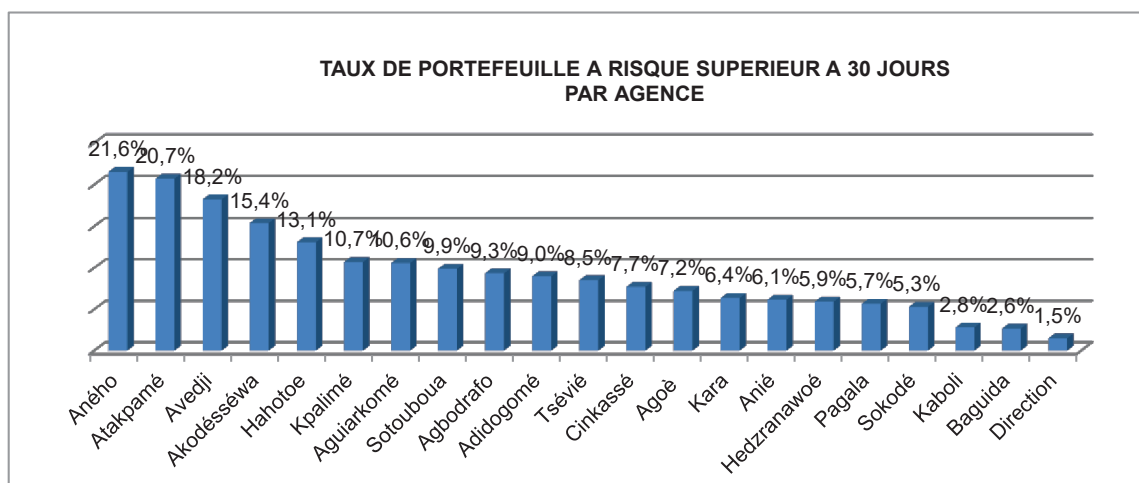
Graphique n°13



Graphique n°14



Graphique n°15:



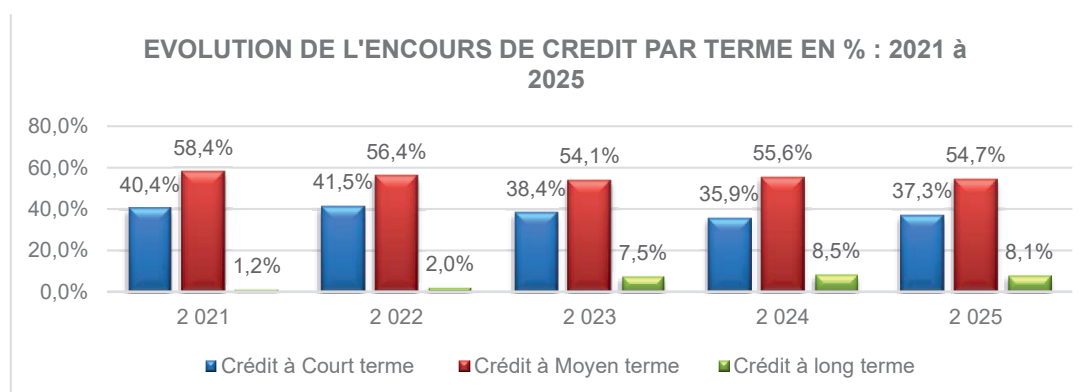
IV-1 -4- Analyse de l'évolution des encours par terme

Tableau n°9: Evolution de l'encours de crédit par terme de 2021 à 2025 en (milliard)

EVOLUTION DE L'ENCOURS DE CREDIT PAR TERME : 2021 à 2025 (en milliard)																				
Crédit par terme	2 021				2 022				2 023				2 024				2 025			
	Encours de crédit	% du global	Encours souffrant	% du total souffrant	Encours de crédit	% du global	Encours souffrant	% du total souffrant	Encours de crédit	% du global	Encours souffrant	% du total souffrant	Encours de crédit	% du global	Encours souffrant	% du total souffrant	Encours de crédit	% du global	Encours souffrant	% du total souffrant
Court terme	5,19	40,4%	0,26	26,3%	6,2	41,5%	0,2	33,2%	6,5	38,4%	0,4	44,9%	6,1	35,9%	0,5	43,0%	6,1	37,3%	0,4	32,9%
Moyen terme	7,51	58,4%	0,71	72,6%	8,4	56,4%	0,4	65,1%	9,2	54,1%	0,4	54,0%	9,4	55,6%	0,7	53,7%	9,0	54,7%	0,8	58,9%
Long terme	0,15	1,2%	0,01	1,1%	0,3	2,0%	0,0	1,7%	1,3	7,5%	0,0	1,2%	1,4	8,5%	0,0	3,3%	1,3	8,1%	0,1	8,2%
Total	12,84	1,00	0,98	1,00	14,86	1,00	0,69	1,00	17,00	1,00	0,80	1,00	16,90	1,00	1,23	1,00	16,42	1,00	1,29	1,00

La déclinaison de l'encours global de crédit par terme montre que 91.9% de l'encours est constitué de prêts à court et moyen terme. La maturité des ressources disponibles à WAGES ne lui permet pas de faire les prêts à long terme et sa clientèle est beaucoup plus dans les activités génératrices de revenus.

Graphique n°16 :

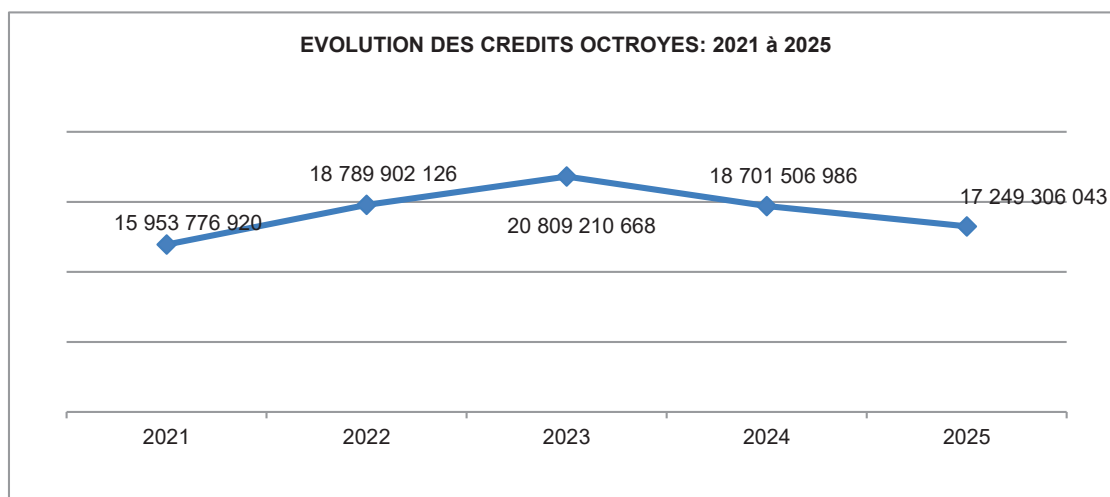


IV-1 -5 Analyse de l'évolution des crédits sortis

Tableau n° 10 : Evolution des crédits octroyés de 2021 à 2025

PRODUIT	déc-21	déc-22	déc-23	déc-24	déc-25	VARIATION (2024 à 2025)
Encours de crédit	12 844 823 587	14 860 604 948	16 996 962 706	16 897 893 480	16 420 960 821	-2,8%

Graphique n° 17:



On note une diminution du montant total de crédit décaissé de 2023 à 2024 qui a continué jusqu'en 2025.

IV-1 -6 Analyse du poids de chaque type de crédit dans l'encours global de crédit

Tableau n° 11 : Situation du portefeuille de crédit par type de crédit

SITUATION DU PORTEFEUILLE DE CREDIT PAR TYPE DE PRODUIT AU 31 DECEMBRE 2025					
Produits de crédit	Encours de crédit	% dans l'encours global	Encours en retard de plus de 30 jours	% du retard total	Poids dans le PAR 30 Jours
CREDIT ORDINAIRE(IMF)	9 012 758 006	54,9%	976 884 914	59,0%	5,9%
CREDIT AUX CONDITIONS PARTICULIERES	4 369 585 398	26,6%	334 777 885	20,2%	2,0%
CREDIT SANS GARANTIE PHYSIQUE > 1 Million	994 115 398	6,1%	36 985 750	2,2%	0,2%
CREDIT CAMIONS-SINOTRUK	743 504 391	4,5%	153 682 485	9,3%	0,9%
CREDIT DOMICILIATION SALAIRE / VIREMENT PERMANENT	533 027 302	3,2%	64 209 907	3,9%	0,4%
CREDIT INVESTISSEMENT	354 376 060	2,2%	29 211 065	1,8%	0,2%
CREDIT AUX ORGANISATIONS SOCIALES	217 765 926	1,3%	-	0,0%	0,0%
CREDIT A EPARGNE DEDUCTIBLE	95 310 505	0,6%	50 984 420	3,1%	0,3%
CREDIT AUX MEMBRES ACTIFS de WAGES (CMA-WAGES)	29 822 035	0,2%	-	0,0%	0,0%
CREDIT APSEF	26 911 505	0,2%	3 284 550	0,2%	0,0%
CREDIT DECOUVERT	26 202 515	0,2%	2 970 620	0,2%	0,0%
CREDIT SINISTRE AGOE ASSIYEYE	9 784 285	0,1%	-	0,0%	0,0%
CREDIT SPECIAL	3 509 620	0,0%	3 061 680	0,2%	0,0%
CREDIT TONTINE PREPAYEE	2 310 195	0,0%	-	0,0%	0,0%
CREDIT RURAL ET INADES	1 850 000	0,0%	-	0,0%	0,0%
CREDIT DIRECT	127 680	0,0%	-	0,0%	0,0%
TOTAL	16 420 960 821	100,0%	1 656 053 276	100,0%	10,1%

Graphique n° 18:



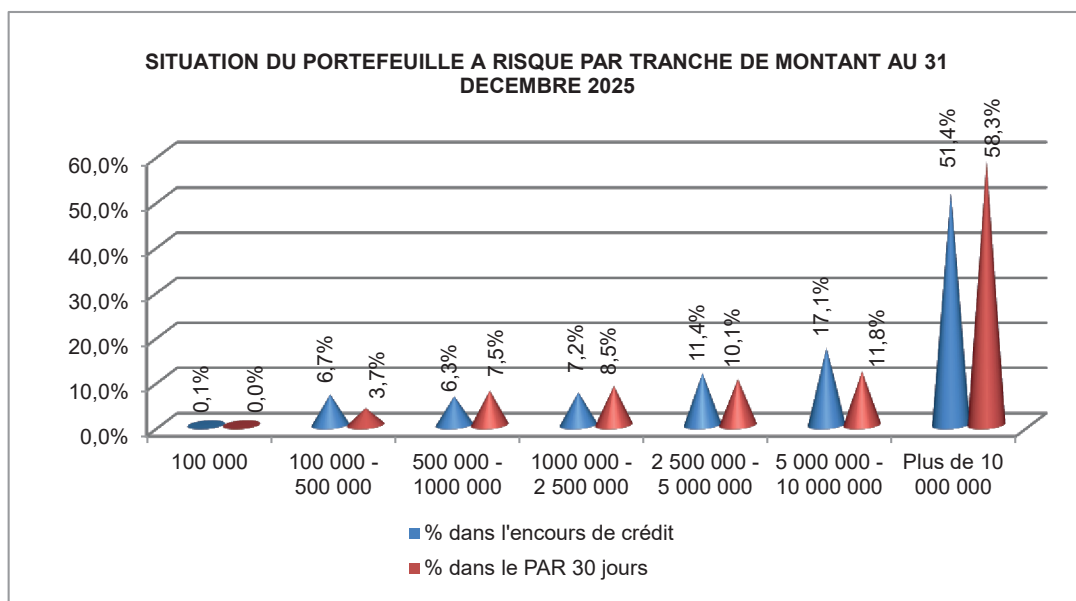
IV-1 -7 Analyse du poids par tranche de montant dans le portefeuille de crédit

Tableau n° 12 : Situation du poids par tranche de montant dans le portefeuille de crédit

SITUATION DU PORTEFEUILLE A RISQUE PAR TRANCHE DE MONTANT AU 31 DECEMBRE 2025					
Tranches de montant	Encours de crédit	Pourcentage dans l'encours de crédit	Encours à plus de 30 j	Poids dans le PAR 30 jours	Pourcentage dans le PAR 30 jours
100 000	9 892 751	0,1%	800 624	0,0%	0,0%
100 000 - 500 000	1 100 253 897	6,7%	61 177 795	0,4%	3,7%
500 000 - 1000 000	1 031 627 779	6,3%	124 980 147	0,8%	7,5%
1000 000 - 2 500 000	1 174 731 146	7,2%	141 472 788	0,9%	8,5%
2 500 000 - 5 000 000	1 866 627 810	11,4%	167 052 940	1,0%	10,1%
5 000 000 - 10 000 000	2 805 246 340	17,1%	194 597 435	1,2%	11,8%
Plus de 10 000 000	8 432 581 098	51,4%	965 971 547	5,9%	58,3%
Total	16 420 960 821	100,0%	1 656 053 276	10,1%	100,0%

Le tableau ci-dessus montre clairement que près de 51.4% de l'encours concerne les crédits de montant octroyé supérieur à 10 millions. Cette même tranche concentre 58.3% du montant des impayés en 2025. Cette situation s'explique par le fait que les instabilités économiques mondiales créées par la crise au sahel et les guerres Russie-Ukraine et Israël-Palestine affectent plus les clients de gros montants que les clients de petits montants. Ces gros débiteurs essentiellement tournés vers l'import-export, éprouvent plus de difficultés à solder leur prêt une fois que ceux-ci tombent en impayé.

Graphique n°19:



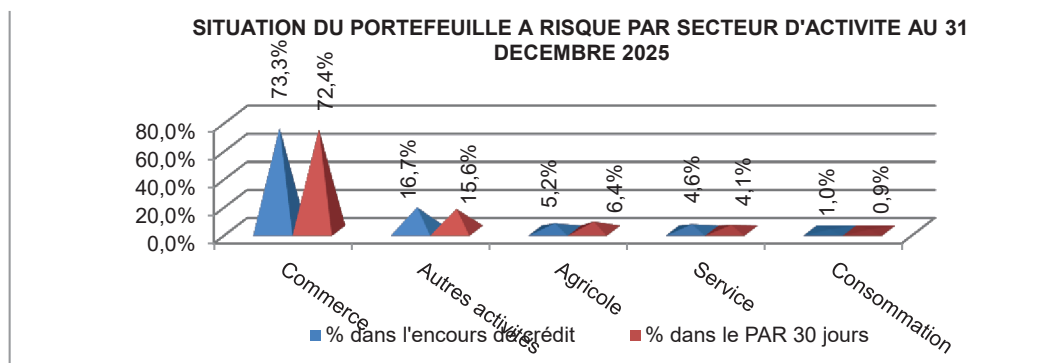
IV-1 -8 Analyse du poids par secteur d'activité dans l'encours de crédit

Tableau n° 13:

SITUATION DU PORTEFEUILLE A RISQUE PAR SECTEUR D'ACTIVITE AU 31 DECEMBRE 2025					
Secteur d'activité	Encours de crédit	Pourcentage dans l'encours de crédit	Encours à plus de 30 j	Poids dans le PAR 30 jours	Pourcentage dans le PAR 30 jours
Commerce	12 042 693 421	73,3%	1 198 243 015	7,3%	72,4%
Autres activités	2 747 912 361	16,7%	258 077 273	1,6%	15,6%
Agricole	856 091 995	5,2%	106 144 571	0,6%	6,4%
Service	623 548 288	3,8%	70 475 642	0,4%	4,3%
Consommation	150 714 756	0,9%	23 112 775	0,1%	1,4%
Total	16 420 960 821	100,0%	1 656 053 276	10,1%	100,0%

Le commerce cumule à lui seul 73.3% de l'encours de crédit. Il est donc indispensable pour WAGES de diversifier son portefeuille vers d'autres cibles pour mieux anticiper sur les risques liés à ces secteurs très fragiles aujourd'hui à cause de la géopolitique internationale et des conflits mondiaux. En 2026, le financement du secteur agricole sera renforcé en vue de la diversification du portefeuille de crédit.

Graphique n° 20 :

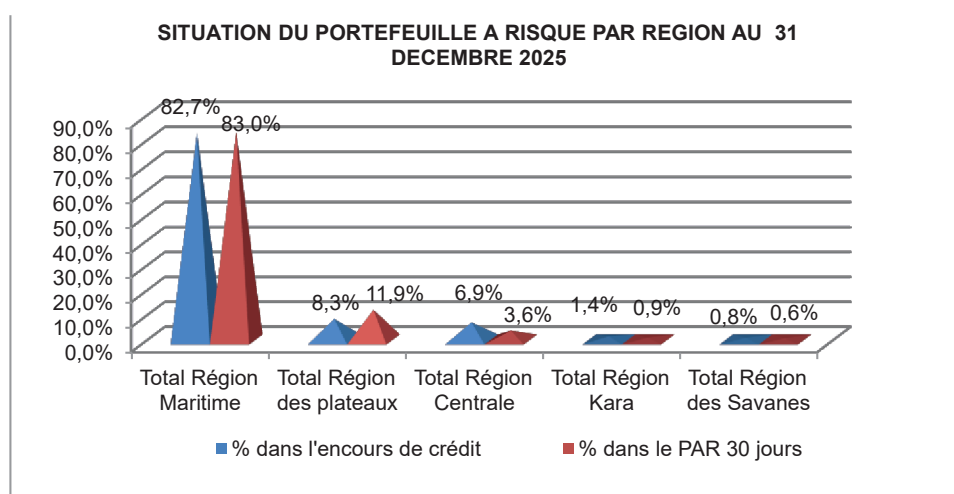


IV-1 -9 Analyse du poids par région administrative dans l'encours de crédit

Tableau n°14: situation du portefeuille à risque par région

SITUATION DU PORTEFEUILLE A RISQUE PAR REGION AU 31 DECEMBRE 2025					
Secteur d'activité	Encours de crédit	% dans l'encours de crédit	Encours à plus de 30 j	Poids dans le PAR 30 jours	% dans le PAR 30 jours
Total Région Maritime	13 581 203 246	82,7%	1 374 857 376	8,4%	83,0%
Total Région des plateaux	1 356 983 475	8,3%	197 114 438	1,2%	11,9%
Total Région Centrale	1 125 026 245	6,9%	59 554 848	0,4%	3,6%
Total Région Kara	225 123 689	1,4%	14 313 210	0,1%	0,9%
Total Région des Savanes	132 624 166	0,8%	10 213 404	0,1%	0,6%
Total	16 420 960 821	100,0%	1 656 053 276	10,1%	100,0%

Graphique n°21 :



Le tableau et le graphique ci-dessus indiquent clairement que plus de 82.7% de l'encours de crédit de WAGES est concentré dans la région maritime. Cette situation a poussé WAGES à s'étendre dans la région des savanes et centrale à travers de nouveaux guichets. Cette extension va se poursuivre aussi bien dans les zones périphériques de Lomé mais aussi sur toute l'étendue du territoire national.

La région maritime concentre aussi les montants d'impayés les plus élevés. Cette situation est conforme au poids des activités dans la région maritime.

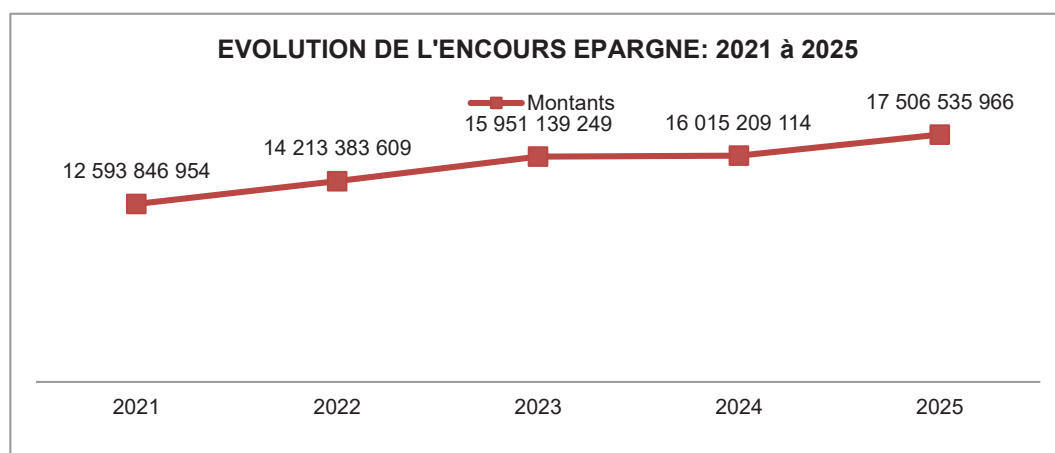
IV-2 EVOLUTION DE L'EPARGNE

La mobilisation de l'épargne a toujours été un défi pour WAGES. WAGES depuis sa création a été une institution de crédit direct et les clients ne se sont jamais intéressés à déposer leurs avoirs à WAGES. La vision de la direction générale étant d'inverser la courbe de la tendance crédit-épargne, a travaillé toutes les stratégies pour qu'en 2024, de résultats encourageants soient obtenus.

Tableau n°15: Evolution de l'encours épargne

EVOLUTION DE L'ENCOURS EPARGNE: 2021 à 2025						
Années	2021	2022	2023	2024	2025	VARIATION (2024 à 2025)
Montants	12 593 846 954	14 213 383 609	15 951 139 249	16 015 209 114	17 506 535 966	9,3%

Graphique n°22 :



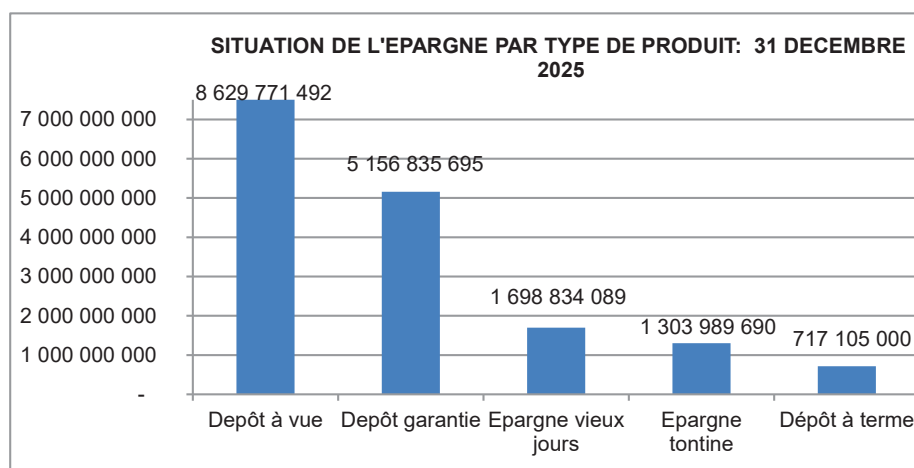
On note une augmentation de l'encours de l'épargne malgré les effets négatifs des crises au sahél et en Europe. Depuis 2017, le produit épargne vieux jours a permis d'améliorer significativement l'épargne globale. Avec la création des guichets, et l'instauration de la mesure de mettre les crédits sous remboursement avec la tontine, le recrutement et la formation des agents tontine plus performants, la collecte tontine et l'épargne vieux jours ont permis d'atteindre les résultats observés en 2025 avec une progression de 9.3% par rapport à 2024.

Il est indispensable de préciser que la direction générale a changé le paradigme par rapport à la nécessité d'inverser la tendance de l'encours de l'épargne par rapport à l'encours de crédit. WAGES a décidé de mobiliser de l'épargne locale pour assurer son autonomie vis-à-vis de certains partenaires étrangers en vue d'améliorer sa rentabilité.

Tableau n°16: Evolution de l'encours épargne par type de produit

SITUATION DE L'EPARGNE PAR TYPE DE PRODUIT: 31 DECEMBRE 2025		
Produits d'épargne	Encours	Pourcentage dans l'encours global
Depôt à vue	8 629 771 492	49,3%
Depôt garantie	5 156 835 695	29,5%
Epargne vieux jours	1 698 834 089	9,7%
Epargne tontine	1 303 989 690	7,4%
Dépôt à terme	717 105 000	4,1%
TOTAL	17 506 535 966	100,0%

Graphique n°23:



V- ACTIVITES DU DEPARTEMENT ADMINISTRATION ET RESSOURCES HUMAINES

WAGES qui est un système Financier Décentralisé a mis en place une politique de gestion des ressources humaines, moderne, efficace et source de satisfaction tant pour son personnel que pour la clientèle en vue de faire face aux défis de taille dans l'environnement du secteur de la micro finance au TOGO. Cette politique conduit à la performance de WAGES qui dépend étroitement de la confiance dont elle bénéficie au quotidien de la part des clients. Cette confiance constitue un indicateur de performance dans la mesure où elle vient récompenser la qualité des services offerts par WAGES. Pour préserver cet avantage concurrentiel et anticiper sur l'évolution du marché de la microfinance, WAGES au cours de cette année 2025 a poursuivi des efforts de renforcement des capacités de son personnel et de ses administrateurs malgré la situation économique mondiale.

Ainsi, les actions entreprises au cours des années antérieures ont été accentuées en 2025. Au cours de l'exercice 2025, l'effectif du personnel a augmenté par rapport à l'année antérieure.

En fin d'exercice 2025, les statistiques concernant la gestion des ressources humaines se présentent comme suit :

- ✚ L'effectif total est de 416 employés contre 405 employés pour l'année 2024.
- ✚ Le nombre d'employés sous contrat à durée indéterminée est de 282 contre 281 en 2024.
- ✚ On note 127 employés sous contrat à durée déterminée contre 118 en 2024 et 86 stagiaires en 2025 contre 72 en 2024.

Restant toujours fidèle à sa politique de participation au développement et d'assistance à la jeunesse et aux populations démunies, au cours de cette année 2025, malgré la conjoncture financière, WAGES a continué par accorder des stages à des jeunes sortis des écoles ou universités afin de leur permettre de rédiger leurs mémoires ou de leur offrir la possibilité de comprendre les réalités du monde professionnel.

La situation de l'effectif du personnel au 31-12-2025 se récapitule comme suit

Tableau N°17 : EFFECTIF TOTAL DE WAGES

Employés	Total
Permanents	289
Contrat à durée déterminée	127
TOTAL	416

Tableau N°18 : EFFECTIF TOTAL PAR AGENCE ET PAR SEXE

Le niveau d'effectif de WAGES démontre sa participation dans la lutte contre le chômage et au développement du TOGO.

EFFECTIF TOTAL DE WADES AU 31 DECEMBRE 2026				
N°	AGENCES	Hommes	Femmes	Total
1	ADAKPAME	5	5	10
2	ADETICOPE	4	4	8
3	ADIDOGOME	8	10	18
4	AGBAVI	1	5	6
5	AGBODRAFO	8	3	11
6	AGOE	8	10	18
7	AGUIAR-KOME	10	18	28
8	AKODESSEWA	12	13	25
9	ANEHO	5	5	10
10	ANIE	8	5	13
11	ASSIVITO	2	6	8
12	ASSIYEYE	6	6	12
13	ATAKPAME	12	3	15
14	AVEDJI	10	9	19
15	BAGUIDA	11	7	18
16	CINKASSE	10	1	11
17	GBOSSIME	4	4	8
18	HAHOTOE	5	1	6
19	HEDJRANAWOE	9	8	17
20	KABOLI	4	5	9
21	KARA	5	4	9
22	KELEGOUGAN	6	2	8
23	KPALIME	9	1	10
25	NOTSE	5	3	8
26	PAGALA-GARE	4	0	4
27	SOKODE	10	2	12
28	TCHAMBA	2	2	4
29	SAGBADO	6	2	8
30	SOTOUBOUA	4	1	5
31	TSEVIE	9	5	14
32	VAKPOSSITO	5	4	9
33	ZOSSIME	4	5	9
34	ZANGUERA	1	7	8
35	SIEGE	28	10	38
TOTAL		240	176	416

Sur ces six dernières années, l'évolution de l'effectif du personnel de WAGES se présente comme suit :

Tableau N°19 : EVOLUTION DE L'EFFECTIF DU PERSONNEL SUR 6 ANS

	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Nombre total de salariés	349	368	402	418	405	416
Personnel de direction générale (cadres dirigeants)	1	1	1	1	1	1
Directeurs et responsables pôles	5	5	7	7	7	7
Responsables	9	8	8	8	7	7
Chefs d'agence et Responsable guichet	10	8	20	20	20	14
Chargés d'Epargne et de crédit	78	80	75	78	78	66
Personnel administratif (secrétaires, gestionnaire de risque, caissiers contrôleurs internes, comptables ...)	151	151	154	141	138	183
Personnel de soutien (gardien, coursier, chauffeurs)	16	11	15	14	13	12
Agents de Tontine	81	105	110	137	129	126
Stagiaires	-	-	-	-	-	-
TOTAL	349	349	402	418	405	416

L'effectif de 416 employés obtenus au 31-12-2025 est le résultat d'un mouvement d'employés constaté au cours de l'année 2025 par rapport à l'année 2024.

Stagiaires

Au cours de l'exercice 2025, WAGES a accordé 75 stages aux jeunes sans emploi. La plupart de ces stagiaires sont des étudiants en fin de cycle de formation des Centres de formation professionnelle et ont écrit leur mémoire de fin d'étude en vue de l'obtention de leur diplôme ou pour l'acquisition de l'expérience professionnelle.

Départs

Durant l'exercice 2025, Vingt et un (21) employés ont quitté WAGES soit par démission (11), retraite (3), rupture de contrat (1), maladie (1), fin de contrat (3) ou par licenciement à la suite des malversations (02).

Formation du personnel :

Afin de permettre aux employés d'être performants et de répondre efficacement aux exigences du marché de la microfinance, WAGES a mis plus l'accent sur les sensibilisations en interne pour l'année 2025 comme précédemment.

Certains membres du Conseil d'Administration, du Comité de direction et du personnel ont eu à participer à certaines formations et ateliers. Les statistiques obtenues pour cette année 2025 sont les suivantes :

Tableau N°20: TABLEAU DE FORMATION SUIVIE EN 2025

THEMES	Nombre de jours	Nombre de participants	Type de participants	Type de prestataire
Les indemnités dues à la fin des contrats de travail, les problématiques récurrentes du contrat de projet, la requalification des démissions en licenciement abusif à l'aube de la juriste prudence togolaise	02 jours	1	LE DARH	les MERCURIALES
Déceler l'asymétrie d'information pour améliorer le volume et la qualité du portefeuille de crédit à l'ère du numérique	03 jours	3	Personnel	CAGECFI
communication entre délégués de personnel et la direction générale pour la performance des SFD	02 jours	1	Délégués du personnel	APSFD
Assurer une gestion efficiente à travers une comptabilité fidèle un reporting efficace et une Gestion financière active	03 jours	1	Personnel	APSFD
l'auditeur interne face aux nouveaux risques technologiques	03 jours	1	Personnel	APSFD
Bâtir un département RH efficace pour une meilleure performance du SFD	03 jours	1	DARH	APSFD
les instruments Financiers durables et investissements verts	1 jour	1	Personnel	MAIN
Les élus sur le rôle et le fonctionnement des organes du point de vue de nouvelle loi DJOKOTO Adjoa SESSOU	3 jours	16	Membre du CA	APSFD
REBRAND YOUR LEADERSHIP	1 Jour	10	Personnel	SENAKPON Group

Au cours de l'année 2025, à l'exception des sensibilisations du personnel sur les différents sujets, Trente Cinq (35) personnes y compris les membres des organes ont été formés.

Aussi certains employés ont également été inscrits pour d'autres formations proposées par des partenaires et dont les thèmes ont été jugés opportuns.

Relations avec la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS)

a) Déclaration de travailleur

Conformément aux dispositions en vigueur, tous les employés de WAGES sont systématiquement déclarés à la CNSS dès leur recrutement.

b) Cotisation à la CNSS

Les provisions pour cotisation à la CNSS ont été constituées et régulièrement versées à la CNSS à la fin du mois d'imposition.

Par ailleurs, les déclarations nominatives mensuelles de salaire ont été convenablement préparées et transmises à la CNSS dans les délais requis.

c) Relations avec l'administration des impôts (OTR) :

A l'instar des Institutions mutualistes et sous le couvert des dispositions de l'article 30 et suivant la loi No. 95-014, WAGES est exonéré de l'impôt fiscal patronal et de l'impôt sur le

résultat des activités d'épargne.

Par contre tous les employés de WAGES se sont régulièrement acquittés du paiement de l'Impôt sur les Revenus des Personnes Physiques (IRPP).

De même WAGES s'est régulièrement acquitté de toutes les autres taxes, les taxes sur valeurs locatives, etc...

C) Relations avec les fournisseurs et prestataires

Dans sa politique de maîtrise des charges de l'institution, la direction générale a poursuivi les analyses de prix/qualité auprès des prestataires permettant ainsi à l'institution de réduire ses coûts de fonctionnement.

VI- ACTIVITES DU DEPARTEMENT INFORMATIQUE

En 2025, la Direction Informatique (DI) a exercé un rôle résolument central et stratégique au sein de WAGES, dépassant son périmètre traditionnel de simple support technique pour devenir un véritable partenaire de la performance opérationnelle et de la continuité des activités.

Deux projets majeurs ont marqué l'année et illustrent cette évolution :

- **La migration du système PERFECT vers la version 6.4**
- **La migration de toute l'infrastructure IT vers la nouvelle salle serveur** a constitué un chantier majeur de résilience physique. En réalisant le transfert de l'ensemble des actifs IT et télécoms avec zéro perte de données, la DI a démontré sa **capacité à maîtriser les risques** et à garantir la **continuité des services**, même lors d'opérations à fort potentiel de perturbation.

En 2025, la Direction Informatique n'a pas seulement exécuté des projets techniques : elle a permis à l'institution financière de fonctionner sans interruption.

1- Migration de l'Infrastructure Informatique et Télécommunication vers la nouvelle Salle Serveur du Nouveau Bâtiment de la Direction Générale

Le présent rapport rend compte des opérations de migration de l'ensemble de l'infrastructure informatique et télécommunications (serveurs, équipements réseau, baies de stockage, liaisons télécoms) depuis l'ancienne salle serveur du quartier Aguiarkomé vers la nouvelle salle serveur située dans le bâtiment de la Direction Générale, en mars 2025.

Objectifs de la migration

Les objectifs poursuivis par cette migration étaient les suivants :

- Transférer l'ensemble des actifs informatiques et télécoms vers une infrastructure neuve, sécurisée et redondée ;
- Garantir la continuité des services métier grâce à une bascule progressive et testée ;

- Superviser la mise en place de l'ensemble des mesures de sécurité nécessaires au sein de la nouvelle salle ;
- Moderniser l'architecture réseau.

Déroulement des opérations

Le transfert de l'ensemble des actifs informatiques (ordinateurs, imprimante, serveurs physiques, stockages, switchs, routeurs, pare-feux, onduleurs, etc.) a été réalisé par l'ensemble de l'équipe de la direction informatique.

S'agissant des liaisons télécoms, ces opérations ont été effectuées par l'équipe technique de Yas Togo pour les liaisons fibre et internet, d'une part, et par les fournisseurs de liaison BLR pour le déplacement et le réacheminement de l'ensemble des antennes vers le nouveau siège, d'autre part.

Résultats et bilan

L'ensemble des opérations de migration de l'infrastructure informatique et télécommunications vers la nouvelle salle serveur du bâtiment de la Direction Générale a été mené avec succès dans les délais impartis. Grâce à une planification rigoureuse, à des tests préalables ainsi qu'à une coordination efficace entre les équipes internes et les prestataires externes, les risques ont été maîtrisés et l'indisponibilité des services a été significativement réduite.

La nouvelle salle offre désormais une capacité d'évolution, une résilience et une efficacité énergétique et de protection conformes aux standards du marché. Ce projet constitue une étape majeure dans la modernisation du système d'information de WAGES.

2- Migration du Système d'Information et de Gestion PERFECT vers la version 6.4

Dans le cadre de la résolution de certaines insuffisances liées à la version 6.3 du système d'information et de gestion PERFECT et d'assurer la prise en compte de certaines exigences liées au nouveau fichier BCEAO de structure des données sur la collecte des informations sur le crédit par le BIC (Bureau d'Information sur le Crédit), WAGES a procédé à un déploiement de la nouvelle version 6.4 de PERFECT au cours de l'année 2025.

Les grandes nouveautés de cette nouvelle version de PERFECT sont entre autre : l'amélioration du module de gestion de la tontine, l'intégration du module de gestion des opérations suspecte et de génération d'alerte dans le cadre de la lutte anti blanchiment, l'intégration des états à éditer aux autorités.

3- Intégration de la Paie GOMISE dans PERFECT v6.4

Par le passé, WAGES utilisait deux logiciels distincts : PERFECT 6.3, dédié à la gestion des activités d'épargne et de crédit, et GOMISE, consacré à la gestion de la paie.

À la suite du projet de migration du système d'information et de gestion (SIG) PERFECT vers sa version 6.4, qui intègre désormais la paie et la gestion des ressources humaines, WAGES a procédé à la migration des données de l'ancienne application GOMISE vers la nouvelle version de PERFECT.

Cette opération a permis de disposer d'un SIG unique et centralisé, capable de gérer à la fois les activités d'épargne et de crédit de l'institution, ainsi que la gestion des ressources humaines et de la paie de manière intégrée et automatisée.

4- Objectifs de l'année 2026

Pour l'année 2026, plusieurs challenges et objectifs doivent être réalisés. On peut citer :

- Test et migration du système d'information et de gestion vers une version Web ;
- Projet sur l'interopérabilité des services financiers numériques de la BCEAO, intégration à la plateforme PI ;
- Modernisation et digitalisation des processus métiers de l'institution ;
- Faire des formations dans le domaine de la cyber sécurité.

VII- ACTIVITES DE LA DIRECTION JURIDIQUE ET CONTENTIEUX

L'exercice 2025 a été marqué par une activité soutenue du Département Juridique et Contentieux, en lien avec l'évolution des opérations de l'institution et l'intensification des relations avec les partenaires, les clients et le personnel.

Le département a poursuivi ses missions principales, à savoir :

- l'assistance et le conseil juridique,
- la gestion des contentieux,
- le recouvrement des créances.

Le présent rapport fait le point des activités menées au cours de l'année 2025 selon ces trois axes.

I. Activités Juridiques

1. Conseil juridique

Le département a assuré un rôle permanent de conseil auprès de la Direction Générale, du Conseil d'Administration et de l'ensemble des départements.

A ce titre, les principales actions ont consisté à :

- accompagner le Directeur Général dans tous les dossiers à caractère juridique;
- fournir des avis juridiques dans les relations avec :
 - les partenaires,
 - les clients,
 - le personnel ;
- assister les différents services sur toute question relevant du droit.

2. Gestion des contrats

Le département a été fortement impliqué dans :

- la rédaction de contrats,
- la relecture et la validation juridique de conventions,
- l'interprétation des clauses contractuelles en cas de besoin.

Cette activité a permis de sécuriser les engagements de l'institution et de réduire les risques juridiques.

3. Appui au Conseil d'Administration

Le département a assuré :

- le conseil juridique du Conseil d'Administration ;
- la lecture, l'analyse et l'interprétation des textes organiques ;
- la formulation d'avis juridiques pour la prise de décisions stratégiques.

4. Organisation de l'Assemblée Générale

Dans le cadre de l'organisation de l'Assemblée Générale (AG), le département a :

- veillé au respect des dispositions légales et statutaires ;
- vérifié la conformité des procédures d'organisation ;
- contrôlé la régularité de la participation des membres.

II. Activités Contentieuses

Les activités contentieuses se déclinent en trois volets :

1. Contentieux avec les tiers et les anciens employés

Ce contentieux, entièrement suivi par des avocats, concerne les actions judiciaires intentées contre l'institution par des tiers y compris les ex-membres du personnel, réclamant des dommages et intérêts pour divers préjudices allégués ou tous autres droits comme consignés dans le tableau suivant.

- défendre l'institution devant les juridictions compétentes ;
- assurer le suivi des procédures jusqu'à leur dénouement.

Tableau n° : 21

Contentieux avec les tiers et les anciens employés						
N°	Nom et prénoms	Motif du contentieux	Date de mise en procédure	Montant demandé	Evolution de la procédure	Avocats conseils
1	TOGBEDJI Kankolé	Licenciement	2015	20 000 000	Tribunal de travail	Me Agbahey
2	HOINSI Ayikoolé	Licenciement	2015	20 000 000	Tribunal de travail	Me Agbahey
3	ADANDO Kokou Maw ufé	Démision que le requérant tente de faire qualifier en licenciement	2018	85 678 367	Cours d'appel de Lomé	Me BOKODJIN
4	UDEAGHA Ijeoma Grâce	Licenciement	2021	36 622 697	Cour d'appel de Lomé	Me AZIBLI
5	MAPAOU Essona	Fin d'un CCD non accepté par le requérant	2021	26 494 923	Tribunal de travail	Me KPADE
6	GUINGA D'Eraméguebe	Licenciement	2021	152 143 363	Cour d'appel de Lomé	Me AZIBLI
8	AKOUMANY Nuvijé Kodzo Domefaa, Ct ^e hyp de GBO Ablavi	Procédure en liquidation d'astreinte	2020	2 000 000	En cours à la cour d'appel	Me KPADE
7	SUNU BANK/ DIBOGO Bassirou/ Yerima Larba épse KORIKO	Procédure contre SUNU BANK en obtention du titre hypothéqué à SUNU après la dation en paiement en faveur de WAGES	2021		En attente de l'expédition pour enrôlement à la CCJA	Me BOKODJIN
8	Terrain de WAGES à Aguiarkomé (Affaire contre Dame AZIAGAN Ayélé Régine)	Action en revendication de droit de propriété	2022		Renvoi pour RA et production de l'Expédition	Me KPADE
9	Ayant droit de feu NONOVO Marguerite QUEVI Liliane	Contestation de droit de propriété	2025		Mise en état au TGI de Lomé	Me KPADE
				342 939 350		

Les actions menées ont consisté à :

2. Contentieux avec les clients (recouvrement judiciaire)

Ce volet concerne principalement les procédures engagées pour le recouvrement des créances impayées.

- Montant total en recouvrement : **442 360 848 FCFA**
- Dossiers confiés à : **7 avocats**

Le suivi des procédures a permis d'assurer :

- la défense des intérêts de l'institution,
- l'engagement de procédures judiciaires adaptées,
- le recouvrement progressif des créances.

Tableau n° :22

N°	AVOCATS	DOSSIERS	Début de la procédure	Mt du Crédit	Solde Restant	AGENCE
1	ATTOH-MENSAH	Fermiers d’Emmaüs (DABLAKA Amah)	2014	15 000 000	4 697 155	Aguiarkomé
2		De SOUZA Bayi épse DOSSOU	2015	50 000 000	7 337 725	Hédzranawé
3		GBEHOUNOU Gbenahin	2012	12 000 000	1 723 160	Akodesséwa
4		KPADENOU Koffi / KPASSEGNA	2010	20 000 000	16 826 900	Hédzranawé
Total				97 000 000	30 584 940	
5	AGBAHE	SOCIETE ANKOH	2008	50 000 000	33 123 460	Aguiarkome
6		AGBEHONOU Daniel Kokou	2012	15 000 000	2 492 165	Aguiarkomé
7		AKAKPO Adozouhoin	2010	15 000 000	3 358 348	Aguiarkome
8		AGBODJELOU Akossiwa A.		20 000 000	7 597 260	Akodessewa
Total				100 000 000	46 571 233	
9	AZIBLI	NYAGAYA Koutakou	2011	20 000 000	14 959 896	Aguiarkomé
10		De SOUZA Mana Déléli	2020	50 000 000	19 852 843	Aguiarkomé
11		HOUNKPATI Kokou Edmond		15 000 000	8 193 740	Adidogomé
12		GABA Dopé	2023	40 000 000	15 220 634	Hédzranawoé
Total				125 000 000	58 227 113	
13	BOKODJIN	TCHACOURA Fazazi	2024	15 000 000	10 474 959	Adidogomé
14		IDRISSOU Daouda Azizou	2024	30 000 000	22 999 510	Agoè
15		JONDOH Yawovi Amony	2024	5 000 000	2 423 328	Agoè
16		ADJETE BAHUN Essenam		20 000 000	11 970 450	Aguiarkomé
17		ETS AKOFA WATER (Kodjo Daniel)		25 000 000	10 906 837	Agbodrafo
18		HOUSSA / SEDDOH caution de HOUSSA	2017	10 000 000	4 239 330	Avédji
19		HOUSSOUNOUKPE Josephine	2017	50 000 000	33 230 332	Aguiarkomé
20		ALLAGLOH Kobla	2019	16 000 000	2 113 575	Aguiarkomé
21		DAYE Anselme / TETTEH M.	2015	10 000 000	6 076 685	Avedji
22		AGBEKPOONOU Afi Meyevi		25 000 000	9 320 370	Hadzranawoé
23		AYIDOK Sessime Jean-P	2022	30 000 000	18 299 610	Aguiarkomé
24		AGBOGEE Komi	2022	30 000 000	18 215 952	Hédzranawé
25		DJOBO Afi Koko Epse KERWIN	2022	19 500 000	6 971 625	Aneho
Total				285 500 000	157 242 563	
26	KPADE	Société NICCO SARL U	07/04/2020	10 000 000	2 154 070	Adidogomé
27		COLE Kodjo	31/08/2021	20 000 000	10 462 494	Aguiarkomé
28		DOUTI Kampatib	2022	2 500 000	2 565 865	Akodesséwa
29		AKOUMANY Nuiyíé kodzo, caut hypo de GBO Ablavi		12 000 000	1 941 145	Baguida
30		KAGLO Akossiwa		8 000 000	2 342 617	Aguiarkomé
31		ADAOUTEMA Mabadina		30 000 000	4 008 480	Avedji
Total				82 500 000	23 474 671	
32	AMEGAN	TSETSE Yawa Dzifa	2022	50 000 000	16 187 054	Aguiarkome
33		ADOUKPO Yawo		13 500 000	6 033 060	Avedji
34		KOUEVI Messan		15 000 000	12 355 445	Baguda
35		KADAI Atidekou		10 000 000	4 951 955	Akodesewa
36		DJOMAGBE Eugène		10 000 000	4 872 290	Adidogomé
37		APALOO Yawa	2024	30 000 000	9 200 649	Aguiarkome
38		NATHANIELS Kotso Aku Sika	2024	8 500 000	5 947 425	Aguiarkomé
39		ABDOUL-AZIZ Kadjidjatou	2024	50 000 000	11 405 275	Akodessewa
40		OKOUMA Koudjo		30 000 000	12 094 125	Avedji
41		SEDZRO Komal Dodji		25 000 000	9 479 060	Hedzranawoé
42		RADJI Moutiou		10 000 000	7 003 035	Aguiarkomé
Total				252 000 000	99 529 373	
43	KANLOK	AMEDEKA Kodjo Agbevide		15 000 000	11 863 315	Aguiarkome
44		ADJEYI Afua Déléli		15 000 000	10 415 272	hedzranawoe
45		AMETEPE Afua		30 000 000	11 056 368	hedzranawoe
Total				60 000 000	33 334 955	
TOTAL GENERAL				1 002 000 000	448 964 848	

III. Activités de Recouvrement des Créances

Les activités de recouvrement ont porté sur deux catégories principales :

1. Recouvrement des crédits du portefeuille

Le recouvrement des créances exigibles a été mené conformément aux procédures internes, suivant une approche progressive :

- recouvrement amiable,
- mise en demeure,
- recouvrement forcé (voie judiciaire).

Ces actions ont permis d'améliorer le niveau de récupération des créances et de limiter les pertes.

2. Recouvrement des crédits radiés

Le recouvrement des créances radiées est assuré par des agents de recouvrement, chacun responsable d'un portefeuille.

Les performances ont été évaluées selon :

- les montants recouvrés,
- les résultats mensuels,
- les taux de recouvrement par agent.

Tableau n° :23

N°	Agence	Encours au 30/12/25	janv-25	févr-25	mars-25	avr-25	mai-25	juin-25	juil-25	août-25	sept-25	oct-25	nov-25	déc-25	Total
Recouvrement à l'amiable par agence(en milliers)															
1	AGUIAR	176 717	1 164	903	1 187	1 069	1 945	1 220	1 416	1 173	1 411	1 207	1 564	1 360	15 619
2	TSEVIE	35 111	833	185	826	308	321	351	422	374	1 260	330	376	324	5 910
3	HEDZA	109 133	2 695	596	619	937	2 692	1 600	973	893	735	1 278	496	832	14 346
4	AKODES	71 176	1 116	913	777	2 168	1 029	647	1 081	1 753	1 534	1 329	1 122	1 360	14 829
5	AGOE-AVE	76 260	716	897	2 192	917	1 247	1 069	1 289	338	737	431	559	621	11 013
6	ADIDOG	48 635	1 182	1 813	1 177	599	761	315	812	480	1 191	523	792	1 449	11 094
7	BAGUID	48 998	349	316	2 948	420	347	273	278	183	312	155	143	376	6 100
8	SOK-TCHA	2 236	90	.	.	100	.	17	.	34	47	.	30	58	376
9	AGBODR	14 418	.	148	5	740	19	100	2 847	34	42	113	58	67	4 173
10	ANEHO	10 286	34	.	.	.	207	.	.	.	.	.	590	100	931
11	HAHOTO	3 910	25	42	.	68	61	124	.	2	50	95	60	55	582
12	ATAKPA	4 932	87	54	60	59	29	105	89	138	60	20	47	30	778
13	PAGALA	4 415	21	.	.	20	23	15	16	65	.	3	16	7	186
14	KPALIME	3 197	206	115	76	261	6	6	126	10	13	16	6	95	936
15	KABOLI	12 901	345	67	165	280	39	202	183	39	100	132	36	253	1 841
16	SOTOUB	4 868	63	2	5	1	3	1	1	1	18	18	50	17	180
17	ANIE	2 520	434	4	20	55	68	59	20	15	20	.	85	63	843
Total amiable		629 713	9 360	6 055	10 057	8 002	8 797	6 104	9 553	5 532	7 530	5 650	6 030	7 067	89 737

IV. Difficultés rencontrées

Au cours de l'exercice 2025, plusieurs contraintes ont été relevées, notamment :

- la lenteur des procédures judiciaires ;
- la non diligence de certains avocats conseils
- la difficulté de recouvrement de certaines créances ;
- l'augmentation des contentieux avec certaines parties prenantes.

V. Perspectives et recommandations

Afin d'améliorer les performances du département, les actions suivantes sont recommandées :

- renforcer le suivi des dossiers contentieux auprès des avocats ;
- améliorer les stratégies de recouvrement ;
- intensifier la prévention des risques juridiques en amont ;
- renforcer la sensibilisation des autres départements aux enjeux juridiques.

Le Département Juridique et Contentieux a joué un rôle central dans la sécurisation des activités de l'institution au cours de l'année 2025.

Malgré les défis rencontrés, les efforts déployés ont permis :

- d'assurer une gestion assez rigoureuse des contentieux,
- de renforcer l'encadrement juridique des activités,
- d'améliorer le recouvrement des créances.

Le département entend poursuivre cette dynamique en 2026, avec une approche encore plus proactive et stratégique.

VIII- GESTION DES PROJETS

VIII-1- partenariat avec WSM

A la fin de l'exercice 2025, les résultats obtenus avec le projet WSM se présentent comme suit :

Tableau n° :24

Service 3 (si applicable): Economie sociale

Rappel d'indicateurs d'output, planifiés pour 2025 par famille d'activités du service concerné et indicateurs atteints.	
Indicateurs prévus en 2025	Les indicateurs atteints en 2025
Famille d'activités 1 : Sensibilisation - 180 personnes dont 107 femmes et 25 jeunes sont sensibilisées sur la	- 249/180 personnes dont 200/107 femmes et 45/25 jeunes ont été

valorisation et la mobilisation de l'épargne endogène - 150 personnes (dont 60 femmes et 10 jeunes) sont sensibilisées sur la protection de l'environnement et les changements climatiques - 160 personnes (dont 50 femmes et 7 jeunes) sont sensibilisées sur le genre - 100 personnes (dont 50 femmes et 10 jeunes) sont sensibilisées sur l'autonomisation et l'accès des femmes aux terres cultivables	sensibilisées sur la mobilisation et la valorisation de l'Epargne endogène - 137/150 personnes dont 102/60 femmes et 34/10 jeunes sont sensibilisées sur la protection de l'environnement et les changements climatiques - 133/160 personnes dont 104/50 femmes et 18/07 jeunes ont été touchées par la sensibilisation sur l'autonomisation et l'accès des femmes aux terres cultivables
Famille d'activité 2 : Organiser les groupes cibles/bénéficiaires (structuration et redynamisation des groupements) - 25 autorités locales (chefs, notables, présidents CVD et CDQ) sont impliquées pour l'appropriation du programme. - 550 personnes dont 450 femmes et 55 jeunes sont sensibilisés sur la notion de groupement - 145 réunions de mise en place et de suivi-accompagnement des GS et groupements réalisées - 85 personnes dont 50 Femmes et 8 jeunes sont touchées par les réunions - 09 groupements sont constitués de 68 personnes dont 40 femmes et 05 jeunes - 20 GS sont constitués de 90 membres dont 65 femmes et 05 jeunes - 10 groupements de 75 membres dont 50 femmes et 10 jeunes sont accompagnés pour l'obtention de leurs agréments de reconnaissance / immatriculation	- 55 autorités locales dont 20 femmes et 10 jeunes (chefs, notables, membres de CVD/CDQ) sont contactées - 560 personnes dont 405 femmes et 140 jeunes. Les personnes sensibilisées (à raison de 35 participants en moyenne pour 16 séances de sensibilisation) - 105 réunions d'appui accompagnement ont permis d'une part la création / redynamisation - 175 personnes dont 125 femmes et 25 jeunes ont participé aux différentes réunions - 09 groupements de 70 membres dont 40 femmes et 15 jeunes sont constitués - 35 GS de 198 membres dont 145 femmes et 30 jeunes sont constitués / redynamisés - 09 groupements de 70 membres (40 femmes et 15 jeunes) accompagnés dont le dossier de 04 groupements de 45 membres (20 femmes et 10 jeunes) (La Grâce de Tsidémé, Sitsopé de Sévégan, Dékawowo de Atahonou) est

- 5 CVD de 36 membres dont 20 femmes et 05 jeunes sont formés - 10 groupements 75 membres dont 50 femmes et 10 jeunes sont accompagnés pour l'appui pour la constitution des dossiers d'immatriculation	cours de préparation pour la demande d'obtention de leurs agréments. - 03 CVD de 21 membres dont 11 femmes et 05 jeunes sont formés sur l'élaboration du Plan de Développement Villageois (PAV)) - Non réalisé
Famille d'activités 3 ; Formation de base - 70 personnes (dont 60 femmes et 5 jeunes) issues de GS, groupements et autres, sont formées en gestion de crédit et épargne - 40 personnes dont 30 femmes et 3 jeunes issues des groupements et groupes de solidarité sont formées en finance individuelle - 40 personnes dont 25 femmes et 2 jeunes issues des groupements et des groupes de solidarité sont formées en marketing - 80 personnes (dont 65 femmes et 05 jeunes) sont formées en Entrepreneuriat coopératif - 150 personnes (dont 95 femmes et 10 jeunes) sont formées en techniques culturelles - 85 personnes (dont 50 femmes et 05 jeunes) sont formées en stratégies de commercialisation	- Au total 1655/120 personnes dont 136/80 femmes et 46/18 jeunes ont été touchées par la formation en gestion de crédit et épargne - 41 personnes dont 35 femmes et 15 jeunes sont formées en fiancé individuelle - 79 participants dont 64 femmes et 30 jeunes sont mobilisées pour la formation en marketing - 153/80 personnes (dont 129 /65 femmes et 42 /05 jeunes) sont formées en entrepreneuriat coopératif - 89 /90 personnes dont 49 /75 femmes et 07/07 jeunes sont formées en technique culturelles modernes - 83 personnes dont 64 femmes et 10 jeunes ont été mobilisées pour la formation en stratégies de commercialisation
Famille d'activités 4 ; Formation spécifique (alphabétisation fonctionnelle, le genre et l'environnement) - 06 moniteurs endogènes (dont 02 femmes et 01 jeune) sont formés - 30 nouveaux apprenants (dont 20 femmes et 5 jeunes) sont formés	- 04 moniteurs endogènes dont 02 femmes) ont bénéficié de renforcement de capacités pédagogiques pour un meilleur encadrement des apprenants. - 03 nouveaux apprenants sont enregistrés pour les cours d'alphabétisation fonctionnelle. - 30 apprenants dont 29 femmes et 03 jeunes sont encadrés et ont

- 60 apprenants (dont 40 femmes et 10 jeunes) sont encadrés et suivent les cours en alphabétisation. - 30 personnes dont 20 femmes et 05 jeunes en genre et environnement - 03 comités de veille locaux sont mis en place pour l'accès des femmes aux terres cultivables - 30 personnes dont 20 femmes et 5 jeunes sont formées en gestion des ouvrages sociocommunautaires	régulièrement suivi les cours d'alphabétisation fonctionnelle. - 87 participants dont 57 femmes et 08 jeunes ont été mobilisés pour la formation en genre et environnement - Un comité de 07 membres dont 04 femmes et 02 jeunes a été mis en place à Assan kondji - 95 personnes dont 86 femmes et 21 jeunes ont été mobilisées pour la formation sur la gestion des ouvrages sociocommunautaires
Famille d'activités 5 : Famille d'activités 5 Appui-conseil et accompagnement des initiatives développées - 150 producteurs de riz/manioc dont 65 femmes et 10 jeunes sont informés et mobilisés pour l'organisation de la filière riz à l'échelle - 750 personnes dont 250 membres des GS et groupements ont bénéficié de crédit - Au moins 35 personnes dont 15 femmes et 05 jeunes bénéficient du système de pompage photovoltaïque - 50 personnes dont 40 femmes et 10 jeunes ont bénéficié d'une unité de transformation des produits agricoles	- 40 personnes dont 25 femmes et 05 jeunes ont bénéficié de la journée de réflexion sur l'organisation de la filière riz à l'échelle - 280 dossiers de crédit d'un montant total de 172725 000 dont 157 245 000 pour 205 dossiers individus et 15480 000 pour 75 dossiers groupes de 314 membres - 45 membres dont 25 femmes et 15 jeunes du CPE ont bénéficié du système de pompage photovoltaïque pour leurs activités champêtres. - 45 membres dont 35 femmes et 10 jeunes de 03 groupements (Sitsopé de Sévagan, Dékawowo de Tékonou, la Grâce d'Animabio) ont bénéficié des kits de production du gari / et batteuses de maïs
Famille d'activité 6 : Plaidoyer et mobilisation • 20 personnes dont 8 femmes et 05 jeunes sont formé en techniques de plaidoyer • 5 comités de veille de 25 membres (10 femmes et 05 jeunes) sont mis en place	Non réalisée - Un comité de 07 membres dont 04 femmes et 02 jeune a été mis en place à Assan kondji - 02 émissions radiophoniques ont été animées avec le chef canton Anryon Kopé et une personne ressource sur l'accès des femmes aux terres cultivables sur les antennes de radio Brigde FM et Citadelle

et la fabrication, le commerce, la restauration, la réparation et l'artisanat, les services. La situation des activités au 31 décembre 2025 est la suivante :

Tableau 35: Evolution des activités avec le FNFI

EVOLUTION DES ACTIVITES AVEC LE FNFI					
INTITULES	Année 2021	Année 2022	Année 2023	Année 2024	Année 2025
Nombre de crédits octroyés	279	728	1 008	919	581
Nombre de beneficiares	1 078	2 773	3 702	3 422	2 188
Montant total de financement accordé	42 345 000	92 610 000	135 445 000	126 100 000	86 010 000
Montant total des encours de crédit	19 631 950	35 078 380	47 156 440	39 927 800	26 911 505
Portefeuille à risque à 30 jours	Montant	920 415	951 500	2 905 810	5 357 635
	Taux	4,69%	2,71%	6,20%	13,42%

VIII-3-Partenariat avec SCANNING SYSTEMS

En 2020, WAGES a signé une convention de partenariat avec Scanning Systems SA pour servir de crédit aux femmes de CINCASSE menant des activités génératrices de revenu. En effet, Scanning Systems SA dans sa responsabilité sociétale, a décidé d'accompagner les femmes de sa zone d'invention en leur accordant des crédits à travers l'expertise de WAGES. Pour la première année d'intervention, WAGES a accompagné 8 groupements constitués de 61 femmes pour un montant de 5 000 000 FCFA. En 2021 pour le deuxième cycle, WAGES a accompagné 13 groupements constitués de 96 bénéficiaires pour un montant de 15 000 000. Tous ces crédits ont été soldé en 2022.

A travers ce projets et vu le besoin exprimé par les femmes bénéficiaires, WAGES a ouvert une agence à CINKASSE depuis 2023.

IX- ACTIVITES DE LA DIRECTION AUDIT ET CONTROLE INTERNE

Les activités de la Direction Audit et Contrôle Interne ont été effectuées par approche risque sur la base d'un planning élaboré par son Directeur et soumis au Conseil de surveillance pour étude, analyse et adoption puis transmission à la Direction Générale. L'exécution de ce planning s'est poursuivie au cours de l'exercice 2025 à travers les activités dans toutes les agences de l'institution. Ainsi, dans le cadre des missions d'assurance, les agences et guichets ont reçu des missions de contrôles de caisse, contrôles périodiques agence et siège, des missions d'audit par approche risque et des missions circonstanciées. Les contrôles de caisse et les contrôles périodiques ont été réalisés selon un chronogramme mensuel, bimestriel ou trimestriel ou semestriel selon qu'il réside un contrôleur interne dans l'agence ou non. Enfin, il a été effectué des vérifications des inventaires des immobilisations, du stock et de caisse de fin décembre 2025.

Aussi, dans le cadre de ses missions de conseil, d'autres vérifications régulières ont été effectuées sur les opérations portant sur des courriers à traiter et qui relèvent exclusivement de la compétence de la Direction Audit et Contrôle interne , les résiliations du contrat épargne

	Le remplacement du chargé de Programme démissionnaire par un nouveau qui nécessite un accompagnement
Si vous avez répondu aux questions de la case précédente, comment votre organisation a-t-elle prévu de gérer ces défis ou est-elle planifiée pour continuer à y faire face ?	Remplacement du chargé de programme démissionnaire par un nouveau qui n'a pas pu s'approprier facilement le programme
Quelle est la leçon la plus importante apprise au cours de la dernière année pour atteindre plus et de meilleurs résultats de ce service ((ici on peut relever deux facteurs qui ont rendu possible ou difficile l'atteinte des résultats) (Par exemple : adaptation de la stratégie, actions nouvelles et innovatrices en lien avec le service...))	Les retombées des actions (sensibilisations, supports, les comités de veille en place, émissions radio) sur l'accès des femmes aux terres cultivables sont ressenties dans certaines localités. Les femmes n'ont plus peur de réclamer leur droit à la terre (en saisissant le comité de veille ou le chef)

-4. Analyse des indicateurs d'impact à la fin de l'année 2025

Description et analyse des indicateurs d'impact réalisés

Ci-dessous, reprenez dans le tableau vos indicateurs d'impact 2025 prévus (**indicateurs approuvés au démarrage du programme ou adaptés à mi-parcours en début 2025**), tels que repris dans votre cadre logique approuvé de votre programme. Merci de remplir les indicateurs d'impact réalisés par type de services, de votre programme.

Tableau n° :25

Impact/services	Indicateurs cumulés prévus de 2022 à 2025					Ce qui a été atteint effectivement fin de 2025				
	A atteindre (2025)	Femmes	% Femmes	<35 ans	%<35 ans	Atteints (2025)	Femmes	% Femmes	<35 ans	%<35 ans
Indicateur d'impact 11 630 ¹ travailleurs et travailleuses additionnels des groupes cibles organisés ont créé/obtenu un nouvel emploi	1340	881	65,75%	333	25%	1320	878	66,51%	270	20,45%

¹ 1,5% de 10872 des travailleurs des groupes cibles auront créé/obtenu de nouvel emploi.

plus digne, ou ont amélioré leur emploi existant grâce aux appuis conseils, aux initiatives productives d'économie sociale et solidaire, des activités génératrices de revenu et l'appui aux coopératives (Jeunes : 407, soit 25%. Femmes : 1141, soit 70%)										
Indicateur d'impact 2 1522 ² personnes (dont 913 ³ additionnelles 2022-2026), ont un revenu saisonnier (juin – novembre) supérieur ou égal au SMIG ⁴ (Jeunes : 183 soit 20% de 913, Femmes: 639, soit 70% de 913) : - Le rendement agricole a augmenté d'au moins de 25% - Le revenu de la filière rizicole/manioc a augmenté de 35%).	912	610	67%	181	19,85%	698	472	67,62%	145	20,77%

²1522 correspond à 20% de 7610 producteurs agricoles à organiser

³Les personnes additionnelles représentent 60% des 1522 personnes qui auront un revenu augmenté de 35%

⁴SMIG : Salaire Minimum Interprofessionnelle Garantie. Il est de 35000 au Togo. A partir de 2023, le SMIG est passé à 52 500 FCFA

Indicateur d'impact 1	Indicateur d'impact 1: 1630⁵ travailleurs et travailleuses additionnels des groupes cibles organisés ont créé/obtenu un nouvel emploi plus digne, ou ont amélioré leur emploi existant grâce aux appuis conseils, aux initiatives productives d'économie sociale et solidaire, des activités génératrices de revenu et l'appui aux coopératives (Jeunes : 407, soit 25%. Femmes : 1141, soit 70%)
Comment avez-vous procédé (méthode de suivi, registres, etc.) pour compter et atteindre ce chiffre ? Décrivez brièvement les informations utiles et les sources d'information (liens ?) qui illustrent ou justifient vos impacts.	Le logiciel Perfect V6.4 utilisé par WGES permet d'avoir les statistiques en termes de nombre de client ayant bénéficié de différents types de crédit (crédit individu, crédit groupe etc.), le nombre de crédit renouvelé, le cycle de crédit, le montant de crédit etc. Les différents outils de planification, suivi-évaluation et du rapportage du programme ont aussi contribué pour apprécier l'indicateur quantitatif. Le nombre d'employés ou de métayers embauché pour son activité. Nous tenons compte aussi de l'augmentation du montant de crédit en cas de renouvellement, l'épargne obligatoire mensuelles (EVJ) du client / bénéficiaire pour déterminer sa capacité et le SMIG. Le SMIG saisonnier des producteurs agricoles est déterminé sur la base de la vente des récoltes de la saison en lien avec le compte d'exploitation. Pour les autres corps de métier, le revenu est déterminé par rapport aux recettes et aux dépenses
Quelles sont vos observations et appréciations sur le degré de réalisation de l'indicateur atteint, et les éventuelles difficultés rencontrées pour l'atteindre ?	Le degré de réalisation de l'indicateur atteint est acceptable. En effet en tenant compte du profil des groupes cibles (petits commerçants, petits producteurs agricoles) et leurs problèmes prioritaires (faible accès aux services financiers, analphabétisme, terres très pauvres et limitées, vente des récoltes à vil prix etc.) par rapport aux réalisations, nous pouvons estimer qu'il y a une évolution par rapport à l'atteinte des indicateurs, malgré les difficultés rencontrées.

⁵ 1,5% de 10872 des travailleurs des groupes cibles auront créé/obtenu de nouvel emploi.

Par vos actions et sur le même thème, avez-vous obtenu des impacts supplémentaires, des effets imprévus qui méritent d'être mentionnés ?	L'impact supplémentaire est lié à l'éveil de conscience qu'a suscité les actions sur l'accès des femmes aux terres cultivables mérite d'être cité. En effet, les premiers entretiens ou sondage dans les localités concernées n'ont pas été faciles. Les structures communautaires sur lesquelles nous comptons nous appuyer, semblent ne pas être très motivées en raison de l'aspect très sensible de la thématique qui selon elles est un danger de mort. Pour d'autres, WAGES serait en train de monter les femmes pour réclamer leur droit d'accès à la terre. Mais dans la mise en œuvre, la mobilisation des autorités locales et de la population a été inattendue donnant ainsi un signal particulier.
--	---

Indicateur d'impact 2	Indicateur d'impact 2 1522⁶personnes (dont 913⁷additionnelles 2022-2026), ont un revenu saisonnier (juin –novembre) supérieur ou égal au SMIG⁸ (Jeunes: 183 soit 20% de 913, Femmes: 639, soit 70% de 913) : - Le rendement agricole a augmenté d'au moins de 25% - Le revenu de la filière rizicole/manioc a augmenté de 35%).
Comment avez-vous procédé (méthode de suivi, registres, etc.) pour compter et atteindre ce chiffre ? Décrivez brièvement les informations utiles et les sources d'information (liens ?) qui illustrent ou justifient vos impacts.	Sur la base des constats on évalue la situation de départ par rapport à la situation actuelle. Quel est le niveau de revenu du client / bénéficiaire ? son rendement agricole, la taille de son étalage de commerce. Par ailleurs, nous nous servons du logiciel Perfect pour apprécier le niveau du revenu du groupe cible par rapport à son épargne et plus particulièrement l'épargne vieux jours qui se fait mensuellement sur une période comprise entre 02 à 05 ans. Les informations dans les dossiers de crédit, le suivi des activités de crédit et même le recouvrement, les témoignages et enquêtes de moralité sont des sources d'informations qui illustrent les impacts.
Quelles sont vos observations et appréciations sur le degré de réalisation de l'indicateur atteint, et les éventuelles difficultés rencontrées pour l'atteindre ?	L'indicateur est en bonne voie de réalisation. Malgré leur statut dans le secteur informel, nos groupes cibles de par leurs activités ont contribué à l'économie du pays. En effet il y a des bénéficiaires du crédit qui n'ont pas d'impayé et

⁶1522 correspond à 20% de 7610 producteurs agricoles à organiser

⁷Les personnes additionnelles représentent 60% des 1522 personnes qui auront un revenu augmenté de 35%

⁸SMIG : Salaire Minimum Interprofessionnelle Garantie. Il est de 35000 au Togo. A partir de 2023, le SMIG est passé à 52 500 FCFA

	à chaque renouvellement, ils obtiennent l'augmentation du montant du crédit. L'épargne moyenne constituée sur leur compte pendant un temps correspond et même plus au SMIG.
Par vos actions et sur le même thème, avez-vous obtenu des impacts supplémentaires, des effets imprévus qui méritent d'être mentionnés ?	Il n'y a pas d'impacts supplémentaires, effets imprévus qui méritent d'être mentionnés.

VIII-2- Partenariat avec l'Institut Africain pour le Développement Economique et Social-Centre Africain de Formation (INADES FORMATION)

L'objet du protocole d'accord entre l'Institut Africain pour le Développement Economique et Social – Centre Africain de Formation en abrégé **INADES-Formation**, l'ONG Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières (**AVSF – CICDA**), la Centrale des Producteurs de Céréales du Togo (**CPC Togo**) et WAGES en 2010 et renouvelé en 2018, est de favoriser l'accès au crédit des organisations paysannes membres de la CPC dans le cadre de l'appui au développement de la filière céréalière au TOGO. Ainsi, l'évolution des activités de 2021 à 2025 se résume comme suit :

Tableau 34 : Evolution de l'activité avec INADES-Formation

EVOLUTION DES ACTIVITES INADES						
INTITULES		Année 2021	Année 2022	Année 2023	Année 2024	Année 2025
Nombre de crédits octroyés		3	3	2	2	2
Nombre de beneficiares		37	34	17	16	14
Montant total de financement accordé		5 586 000	5 775 000	1 625 000	1 925 000	1 850 000
Montant total des encours de crédit		5 586 000	5 775 000	1 625 000	1 925 000	1 850 000
Portefeuille à risque à 30 jours	Montant	-	-	-	-	-
	Taux	-	0%	0%	0%	0%

VIII-2-- Partenariat avec le Secrétariat d'Etat chargé de la Finance Inclusive et du secteur Informel : Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI)

Dans le cadre du programme Accès des Pauvres aux Services Financiers (**APSEF**), WAGES a signé avec le Fonds National pour la Finance Inclusive (**FNFI**), une convention de partenariat le 25 Avril 2014. Les principaux bénéficiaires du programme APSEF sont les femmes et hommes pauvres des zones d'intervention dudit programme. Les activités éligibles aux programmes APSEF sont essentiellement l'agriculture, l'élevage, la pêche, la transformation

et la fabrication, le commerce, la restauration, la réparation et l'artisanat, les services. La situation des activités au 31 décembre 2025 est la suivante :

Tableau 35: Evolution des activités avec le FNFI

EVOLUTION DES ACTIVITES AVEC LE FNFI					
INTITULES	Année 2021	Année 2022	Année 2023	Année 2024	Année 2025
Nombre de crédits octroyés	279	728	1 008	919	581
Nombre de beneficiares	1 078	2 773	3 702	3 422	2 188
Montant total de financement accordé	42 345 000	92 610 000	135 445 000	126 100 000	86 010 000
Montant total des encours de crédit	19 631 950	35 078 380	47 156 440	39 927 800	26 911 505
Portefeuille à risque à 30 jours	Montant	920 415	951 500	2 905 810	5 357 635
	Taux	4,69%	2,71%	6,20%	13,42%
				13,42%	12,21%

VIII-3-Partenariat avec SCANNING SYSTEMS

En 2020, WAGES a signé une convention de partenariat avec Scanning Systems SA pour servir de crédit aux femmes de CINCASSE menant des activités génératrices de revenu. En effet, Scanning Systems SA dans sa responsabilité sociétale, a décidé d'accompagner les femmes de sa zone d'invention en leur accordant des crédits à travers l'expertise de WAGES. Pour la première année d'intervention, WAGES a accompagné 8 groupements constitués de 61 femmes pour un montant de 5 000 000 FCFA. En 2021 pour le deuxième cycle, WAGES a accompagné 13 groupements constitués de 96 bénéficiaires pour un montant de 15 000 000. Tous ces crédits ont été soldé en 2022.

A travers ce projets et vu le besoin exprimé par les femmes bénéficiaires, WAGES a ouvert une agence à CINKASSE depuis 2023.

IX- ACTIVITES DE LA DIRECTION AUDIT ET CONTROLE INTERNE

Les activités de la Direction Audit et Contrôle Interne ont été effectuées par approche risque sur la base d'un planning élaboré par son Directeur et soumis au Conseil de surveillance pour étude, analyse et adoption puis transmission à la Direction Générale. L'exécution de ce planning s'est poursuivie au cours de l'exercice 2025 à travers les activités dans toutes les agences de l'institution. Ainsi, dans le cadre des missions d'assurance, les agences et guichets ont reçu des missions de contrôles de caisse, contrôles périodiques agence et siège, des missions d'audit par approche risque et des missions circonstanciées. Les contrôles de caisse et les contrôles périodiques ont été réalisés selon un chronogramme mensuel, bimestriel ou trimestriel ou semestriel selon qu'il réside un contrôleur interne dans l'agence ou non. Enfin, il a été effectué des vérifications des inventaires des immobilisations, du stock et de caisse de fin décembre 2025.

Aussi, dans le cadre de ses missions de conseil, d'autres vérifications régulières ont été effectuées sur les opérations portant sur des courriers à traiter et qui relèvent exclusivement de la compétence de la Direction Audit et Contrôle interne , les résiliations du contrat épargne

vieux jours, les activations des comptes pour imputation et /ou transfert des crédits en perte sans carnet du client, d'ajout des membres sur les comptes épargnes associations, des duplicatas, le traitement des demandes de changement des signatures, de nom ou de photo dans les carnets, la gestion de l'octroi des dotations de carburant au siège, la gestion des cas de décès et ceci dans le but de s'assurer de leur régularité et de leur fiabilité en amont avant les opérations.

Mission d'audit dans les agences.

Il s'agit des missions complètes touchant le portefeuille dans sa globalité en fonction des risques élevés. Ces contrôles ont touché les agences pour lesquels le Portefeuille a Risque s'est dégradé et les crédits déclassés au cours de la période dans lesdites agences, de même les audits des collecteurs dans toutes les agences et guichets.

Ainsi au niveau de l'audit du portefeuille de crédit sur un total de 1793 clients visités, 123 n'ont pas été rencontrés et confiés à la Direction Gestion du risque dont 13 déclarés conformément à la directive des clients non rencontrés.

Pour l'audit de portefeuille tontine, un total de 11 429 carnets, 698 carnets n'ont pas pu être rapprochés du fait de l'absence des clients, numéro inaccessible, voyage etc. Toute fois ces clients ont pour la plupart des délais d'inactivité dépassant 6 mois.

Pour l'audit des crédits déclassés, un total de 269 clients visités, 52 n'ont pas été rencontrés et confiés à la Direction Gestion du risque dont 7 déclarés conformément à la directive des clients non rencontrés.

Des recommandations sont formulées et les suivis sont effectués.

Pour les crédits déclassés

Contrôle périodique et caisse des Opérations dans les agences- Guichet et Points de Service. Les points abordés portent sont les suivants :

Aspect financier et Comptable

- Contrôle de caisse suivi du rapprochement comptable et vérification des écarts corrigés
- Pointage des reçus de caisse. Il est relevé des cas d'absence de reçu de caisse qui sont régularisé ou recommandé. Toute fois les clients ont confirmé
- Recouvrement par Flooz et Mixx by yas : Ce contrôle consiste à rapprocher lors des pointages de reçus de caisse, les encaissements versés par les agents avec le Registre tenue au niveau du Siège
- Vérification du respect du délai d'encaissement de 7 jours des chèques de dotation reçus du siège. Ce contrôle consiste à rapprocher la date d'encaissement de chèque au niveau de l'agence par rapport à la date d'envoi du chèque par le siège, faire le pointage avec les preuves d'encaissement des chèques, vérification du respect de la procédure en matière de convoyage des chèques.
- Contrôle du registre de convoyage de fonds qui consiste à s'assurer du respect du nombre de personnes devant effectuer le convoyage en fonction du montant, leur enregistrement dans le registre au départ comme à l'arrivée.
- Vérifier l'encaisse maximum en fin de journée à conserver par l'agence conformément à la note de service. Des cas de dépassements d'encaisse physique mais ont diminué d'ampleur et les quelques cas relevés ont fait l'objet de sanction.
- Contrôle de la gestion des fiches de retrait d'espèces

Il consiste à s'assurer de la bonne tenue des registres, s'assurer de la chronologie des fiches de retrait, S'assurer de l'exhaustivité des opérations en faisant le rapprochement du registre tenu à la clientèle avec le brouillard de caisse, s'assurer de l'existence des fiches annulées et bien conservées. Aucune anomalie n'est constatée.

- Vérification du fonctionnement des activités de Transfert d'Argent

Ce contrôle consiste à s'assurer que toutes les plateformes de transfert d'argent (Ria, Money gram, Western Union, Wari...) sont opérationnelles dans l'institution. Ainsi, il est relevé que certaines plateformes restent non opérationnelles et les partenaires fournisseurs de ces services ont été saisis à cet effet mais sans réaction de leur part. De même, les rapprochements des opérations saisies sur le grand livre Déposit Flooz et Mixx by yas avec celui de la plateforme Etisalat et Mixx by yas et autres opérations digitales présentent des fois des écarts qui sont signalés aux opérateurs TOGOCOM.

- Rapprochement des opérations saisies sur le grand livre Déposit Flooz et Mixx by Yas avec celui de la plateforme Etisalat et Mixx by Yas. Quelques erreurs ont été relevées et ont fait l'objet de régularisation.
- Vérification des opérations de retrait d'espèce inter-agence - Utilisation de pièce d'identité pour les opérations inter agences

Ce contrôle permet de vérifier si l'opération est d'une autre agence et s'assurer de la présentation de la pièce d'identité par le client.

- Justification des avances sur petite caisses dans les délais de 72 heures. Aucune anomalie
- S'assurer de l'analyse des comptes effectuée par le comptable pour la justification de solde du bilan à WAGES. Il s'agit de vérifier si les états de rapprochement frais de mise en place des dossiers, états de rapprochement des primes d'assurance collectés et ceux versés à SAHAM, états de rapprochement des encours épargne / crédit comptabilité et portefeuille, analyse des soldes des comptes de régularisation actifs et Passif, analyse des débiteurs divers et créditeurs divers, analyse des comptes d'attente actifs et Passif, état de rapprochement des comptes de liaison sont effectués avec correction des écarts éventuels dans les délais. Quelques cas d'absence de rapprochement et d'écart ont été relevés et les recommandations ont été formulées pour leur régularisation.
- Vérification de tous les enregistrements des pièces comptables au niveau de l'agence (Régularité, sincérité, fiabilité.) et contrôle des comptes (Ecritures comptables, OD, BD et autres) et Vérification de tous les enregistrements des pièces comptables au niveau de l'agence et les écritures comptables affectant les comptes de dépôts « 25 au crédit » des clients. (Régularité, sincérité, fiabilité.). Ce contrôle a été effectué dans toutes les agences et a permis de relever de cas de comptes de dépôts débiteurs dus au prélèvement de frais de tenue de compte lors des transferts de crédits en perte ou suite au prélèvement de l'épargne vieux jours, la non prise en compte automatique par PERFECT de l'épargne libre et caution lors des transferts de certains crédits pour lesquels des recommandations ont permis de corriger les insuffisances.

Aussi, l'analyse des comptes « 33 » se poursuit et les suspens sont apurés dans leur majorité.

- S'assurer de la tenue de registre d'incident de caisse. Les vérifications ont permis de relever l'absence de registre d'incidents de caisse qui est régularisé suite au constat.

Aspect réglementaire

- Vérification des formulaires des opérations suspectes et de dépôt et retrait supérieur à 15 millions et la production des rapports à la CENTIF par l'institution.

- Vérification des déclarations des comptes dormants et inactifs et le versement des fonds à la BCEAO
- Vérifier suivant le Know Your Customer, la conformité des informations sur les clients et s'assurer du scan des photos et signature dans la base PERFECT, vérification du respect du LB/CFT, fiche d'Adhésion BIC. Des cas d'absence, omission et/ou non fiabilité des (numéro de téléphone, nom des clients, photos signature) sur le formulaire d'ouverture.
- Affichage dans les agences des frais des services à la clientèle
- Application du module BIC dans les agences relatives aux fiches des membres BIC et fiche d'obtention de consentement classés dans les dossiers d'ouverture de compte. Il est relevé quelque cas d'omission de signature du client sur les fiches de consentement, d'absence d'impression de quelques rapports de solvabilité.
- S'assurer de la disponibilité dans les agences de la liste internationale de financement du terrorisme et de sanction financière (UE, France, ONU, OFAC) et de sa consultation à chaque ouverture

Faisant suite aux vérifications, les quelques insuffisances ont fait l'objet de correction ou de recommandations qui sont suivis.

Aspect Epargne

- Vérification du bon fonctionnement des opérations tontine POS. Il est relevé des cas de panne des machines et au cas où les agences retournent aux opérations manuelles, des recommandations sont formulées à cet effet.
- Vérification des imputations sur épargne. Ce contrôle a permis de s'assurer de la fiabilité des informations contenues sur la fiche de d'imputation sur épargne pour solder un crédit ou rembourser quelques échéances. Aucune anomalie n'est relevée.
- Vérification des autorisations des résiliations des Epargnes Vieux Jours.
- Analyse des rapports de contrôles des collecteurs signés par le chef d'agence (Échantillons touchés, taux de risque couverts). Il est relevé que ce contrôle de supervision n'est pas systématiquement effectué par les agents de la clientèle ou bien l'échantillon touché a porté sur les inactifs au détriment des comptes actifs.
- Identification des comptes de dépôts à gros risque (Montant $\geq 500\ 000$) et vérifier par sondage représentatif la régularité des opérations de retrait qui y sont effectuées

Ce contrôle a pour but de vérifier les opérations de retrait effectuées sur les comptes épargne disposant d'un montant de plus de 1 000 000f ou 500 000f selon les agences. Suite aux vérifications, toutes les opérations de retraits sont confirmées par les clients.

- Respect des dispositions en matière d'enrôlement, d'association de numéro et d'activations des opérations Momo et vérification des opérations M. BANKING (Brouillard et comptes comptables. Quelques cas d'opérations entraînant des soldes débiteurs des comptes de dépôt ont été constatés et CAGECFI a été saisi à cet effet.

Aspect crédit

- Contrôle de la bonne tenue registre de déblocage de crédit par l'inscription du montant de crédit et signature par les clients dans le registre. Aucune anomalie majeure n'est relevée.
- Contrôle du suivi après déblocage par sondage : A ce niveau, l'audit sélectionne un échantillon de clients ayant obtenus de crédit le ou les mois précédents par agence contrôlée et les visites pour s'assurer que le suivi après déblocage est effectué par le chargé de crédit et contre-vérifié par le gestionnaire de risque. Aucune irrégularité majeure n'est constatée.
- Contrôle des crédits entrés en souffrance (retard >60jrs) :

Ce contrôle se fait mensuellement, bimensuellement et périodiquement dans les agences dans lesquels les contrôleurs ne sont pas sur place. Il est ressorti des cas de clients non rencontrés qui sont confiés à la Direction gestion du risque pour poursuivre les recherches avec un compte rendu à la Direction Générale. Au cours de l'année 2025, sur un total de 1830 clients visités, 58 n'ont pas été rencontrés et confiés à la Direction Gestion du risque dont 14 déclarés conformément à la directive des clients non rencontrés. La Direction Gestion du Risque mène des actions pour retrouver soit les clients ou les cautions en vue du remboursement du crédit.

- Etude des dossiers de crédits conformément aux procédures : Il s'agit de connaître la procédure d'épargne et de crédit et de s'assurer de leur conformité. A cet effet, ce contrôle a révélé quelques cas d'omission de signature sur les contrats d'emprunt et autres documents constitutifs des crédits, non légalisation de fiche de cautionnement solidaire, non-respect du délai d'instruction des dossiers de crédits.
- Confirmation du crédit par le client par visite ou appel sur la base du N° de tel figurant sur le formulaire d'ouverture. Pour mitiger le risque de crédit fictif, les clients bénéficiaires des crédits décaissés dans les périodes contrôlées au cours de l'année 2025 ont été joints systématiquement par téléphone et ont tous confirmé l'obtention des crédits décaissés à l'exception des agences de l'intérieur du pays (Sotouboua, Pagala, Hahotoé, Kara) qui ne disposent pas de contrôleur sur place pour lesquelles des confirmations par échantillonnage ont été effectuées. Tous les clients joints ou rencontrés ont confirmé
- Respect du délai d'étude d'instruction. Ce contrôle consiste à s'assurer de la célérité dans le traitement des dossiers de crédit en vérifiant ainsi du respect du délai séparant la demande du crédit par le client et le décaissement du crédit. Il ressort des cas de non-respect du délai d'instruction qui sont des fois justifiées du fait des clients. Pour les cas non justifiés, des recommandations ont été formulées.
- Respect de la tenue de fiche d'information complémentaire pour les cas du dépassement de taux de graduation des crédits et du premier cycle de montant supérieur à 10 millions. : Vérification d'avis motivé pour les crédits de plus de 150% d'Augmentation et de 1er cycle supérieur à 10 millions. Les cas constatés lors des contrôles sont soutenus par les fiches d'informations complémentaires conformément aux procédures.
- Vérification de la réactivation des comptes inactifs/gelés.

Elle a consisté à s'assurer du respect des procédures en matière de gestion de comptes inactifs/ gelés après un an d'inactivité. Ainsi, tous les comptes activés pour opération de retrait par les clients ont fait l'objet de confirmation et les procédures sont généralement respectées.

- S'assurer que les crédits en retard ont été effectivement suivis dès le 1^{er} retard et que les dispositions prévues à cet effet ont été respectées avec production de rapport de suivi des crédits en retard portant organisation de la matérialisation des actions de suivi et recouvrement des crédits. Quelques cas d'absence de matérialisation des actions de recouvrement ont été relevées et les agents impliqués ont été interpellés.
- Situation des crédits installés par erreur et non corrigés.

Le contrôle vise à s'assurer que des crédits installés dans PERFECT ont tous été décaissés. A cet effet, des cas de crédits installés mais non décaissés ont été relevés à cause du refus du crédit par le client suite à la réduction du montant du crédit par le comité ou pour des raisons de voyage du client avant la validation du dossier par le comité de crédit. Les quelques cas ont fait l'objet de correction suite aux recommandations.

- Prise en compte des dépôts lors des transferts des crédits passés en perte.

A ce niveau, il s'agit de s'assurer de la prise en compte des dépôts à vue et dépôt de caution pour apurer l'encours restant dû lors du transfert de crédit en perte ;

Ainsi, des cas de non prises en compte des dépôts ou des provisions sur créances ont été relevés et les recommandations ont permis de corriger.

- Vérification des rapports de passation des crédits en perte aux agents de recouvrement conformément aux dispositions.

Ce contrôle consiste à s'assurer si les crédits en perte ont été passés aux agents de recouvrement et enfin si ces clients ont été déclarés identifiés sur les rapports de suivis de crédit mensuels envoyés au Directeur des opérations par les agences. Ainsi la plupart des clients sont déclarés identifiés par les chargés de crédits suivant les fiches de suivi envoyés à la Direction des opérations et les passations ont été effectuées aux agents de recouvrement pour les agences dans lesquelles réside un agent de recouvrement.

- Vérification du rapport de la tenue de journées de recouvrements de crédit radiés dans l'agence. Des cas de non tenue de réunions ont été relevés et régularisés pour la plupart suite aux recommandations
- S'assurer de l'utilisation chronologique et de la saisie des bordereaux de reçus manuels mise à la disposition des agences par le siège pour les comptes des agents de crédits, agents de recouvrement et Agence.

Ce contrôle vise à s'assurer que les bordereaux délivrés en cas de recouvrement sur le terrain ou à la caisse lors des coupures d'électricité, sont saisies dans PERFECT. Il est relevé que tous les recouvrements par bordereaux manuels ont été reversés aux guichets de WAGES

- Confirmation par téléphone des recouvrements par bordereau manuel sur les numéros des clients dans PERFECT. Aucune anomalie n'est constatée.

Aspect Informatique

- Vérification du délai de correction des erreurs. Ainsi des cas de non-respect du délai de correction des erreurs ont été relevés et les agents ont été interpellés à cet effet.
- Identifier les attributions des habilitations au cours de la période et vérifier les tâches incompatibles en cas de congés, permission. Aucune anomalie n'est constatée.

- Vérification des preuves d'autorisation des modifications et suppression effectuées par les chefs d'agences dans la base PERFECT et des preuves d'autorisation des créations de portefeuille de crédit par les chefs d'agences. Aucune anomalie n'est relevée.

Aspect Sécurité et Archivages

- Respect du dispositif organisationnel et de gestion des clés (Armoire et Portes) de l'agence par le contrôle mensuel du Gestionnaire de Risque.
- Organisation de la sécurité (Locaux, Matériel (bureaux et Informatique)) et de l'archive (Pièces comptables- Reçu de caisse- Dossier de crédit- formulaires d'ouverture de compte- les souches des reçus et autres pièces). Pour la sécurité des locaux, il a été relevé des cas de non fonctionnement et d'enregistrement des caméras de surveillance dans certaines agences et quelques légèretés en matière sécuritaire.
- Vérification de la tenue et la mise à jour du registre de détention des clés dans les agences. Aucune anomalie n'est constatée

Autres Aspects

- Vérification des rapports de lecture expliquée des procédures. Il est ainsi vérifié la tenue des réunions de lecture expliquée des procédures et leur disponibilité et quelque cas de non-respect relevés ont fait l'objet de régularisation
- Analyse des rapports de contrôle de supervision (Chef d'agence, Gestionnaire de risque, Comptable, gestionnaire tontine).

Ce contrôle consiste à s'assurer que l'auto contrôle et le contrôle de supervision sont effectués dans les agences et que les rapports sont produits et envoyés à la Direction gestion du Risque. A cet effet, il est relevé que les rapports sont produits mensuellement avec une grande rigueur dans le contrôle de supervision des collecteurs. Cependant, le contrôle de supervision au niveau des autres tâches doit être renforcé pour éviter la récurrence des cas de détournement au niveau des collecteurs.

- Vérification de l'attribution du carburant des collecteurs et ceux qui sont en congé. Aucune anomalie n'est constatée
- Contrôle de l'assurance que les stocks sont bien gérés et suivis : Ce contrôle consiste à la tenue des fiches de stock dans les agences et pour la gestion des carnets (Tontine et EPI) les comparer avec les ouvertures de comptes et duplicata des carnets. Aucune anomalie majeure n'est constatée
- Vérification du rapport de l'envoi du rapport de la bonne gestion des groupes électrogènes et de l'utilisation du carburant à la DARH et l'analyser.

A ce niveau, le contrôle consiste à s'assurer d'un bon suivi de l'utilisation des groupes électrogènes pour une gestion efficiente de la consommation du carburant. Aucune anomalie majeure n'est constatée.

- Vérification du registre de gestion des appareils photo et le cahier de prise de vue dans l'agence.
- Suivi des recommandations des rapports de contrôles de façon permanente. Cette activité s'effectue de façon continue dans les agences.
- Ouverture des boîtes à suggestion et Transmission des plaintes au Responsables Clientèle

Conformément au dispositif de gestion et de résolution des plaintes et suggestions des clients, il est effectué l'ouverture périodique des boîtes à suggestion dans toutes les agences et guichet de WAGES et les plaintes recensées sont transmises au Responsable portefeuille pour un traitement afin de satisfaire les clients.

Aspect Contrôle périodique des Opérations du Siège.

Contrôle au niveau de la Direction gestion du risque

Les actions de vérifications ont permis de s'assurer que tous les bordereaux manuels mises à la disposition des agences par le siège et par le DJC, Vérification de la signature du registre de sortie des garanties (Contrôle et Gestion du risque), Suivi des clients non rencontrés lors des missions antérieures, la vérification des procès-verbaux de tenue de réunion de LBC-FT et Suivi de l'Activité conformément au document de mis en place de la cellule.

Ces contrôles ont relevé 233 cas de clients non rencontrés pour lesquels la directive portant éradication des cas de clients non rencontrés a été appliquée et dont les actions de recouvrement se poursuivent sur les cautions ou des personnes ressources.

Contrôle au niveau de la Direction Finance et Comptabilité

Le contrôle a porté sur la vérification des justifications semestrielles des soldes des comptes par le siège du 26/09/2019, l'envoi dans les délais du Tableau des Emplois et ressources à la BCEAO, le respect du délai de clôtures des journées et des mois, la vérification des pièces des écritures comptables enregistrées dans la base du siège sur les comptes des agences (Ecritures par transfert) afin de s'assurer de leur régularité, sincérité, fiabilité, la vérification des écritures comptables affectant les comptes de dépôts « 25 au crédit » des clients. (Régularité, sincérité, fiabilité), contrôle de l'assurance que les stocks (Carnet EPI –Tontine, Fourniture de bureau, Carburant) sont bien gérés et suivis, la vérification du respect du délai de justification des avances, vérification de la transmission du rapport mensuel de suivi budgétaire le 30 du mois suivant pour analyse des autorisations reçues en cas de dépassement, vérification du délai d'élaboration des Etats de rapprochement Bancaire le 15 du mois suivant, vérification de l'Etat de paiement des impôts. Ainsi il a été relevé entre autres des insuffisances portant sur les suspens sur les comptes de tiers et compte de liaison, la non justification semestrielle des soldes des comptes par le siège dans les délais. Ces observations ont fait l'objet de recommandations et suivies

Contrôle au niveau de la Direction Administration et Ressources Humaines

Les contrôles ont porté sur plusieurs points de contrôle conformément aux check List du planning annuel.

A la suite des contrôles, il est relevé entre autres non-respect du code de travail en matière de congé non jouis dépassant les 60jrs, défaillance dans le fonctionnement, l'enregistrement et la visualisation des caméras de surveillance dans les agences.

Contrôle au niveau de la direction des opérations

Les vérifications ont touché l'analyse de plan de développement de l'épargne, l'ouverture des boîtes à suggestion et transmission des plaintes au Responsables Clientèle avec rapport trimestriel et bilan annuel sur la gestion des plaintes, s'assurer de l'envoi au Directeur des opérations des rapports de suivi des crédits de plus de 60 jours, transmission des états de suivi des clients non rencontrés suivant la directive des clients non rencontrés.

Aucune anomalie majeure n'est constatée.

Contrôle au niveau de la Direction Juridique et Contentieux

Ces contrôles ont porté sur la vérification des rapports de réunion du comité de recouvrement, rapport de suivi des dossiers en contentieux et des détournements du personnel, de la tenue

des registres des organes, du respect du critère d'éligibilité des membres à organes pour participer à l'AG, le respect du critère d'éligibilité des membres du CA et du CS. Les quelques observations ont fait l'objet de recommandations et suivies.

Contrôle au niveau de la Direction Informatique

Les activités de contrôle ont porté sur la transmission du code d'accès Mixx by yas et Flooz par le chef comptable du siège, le chef d'agence ou Responsable Guichet et caissier à la Direction de l'Audit Interne, Travaux de suivi et de rapprochement des opérations Mixx by yas et Flooz effectué par le chef Comptable du siège, le suivi du Schéma Directeur Informatique 2020-2025, s'assurer de la conservation du double des clés à la DACI, réalisation de Tests techniques trimestrielle unitaires, réalisation de Test Semestriel d'intégration, réalisation de Test annuel en vraie grandeur, s'assurer de l'autorisation d'habilitation signé de la DACI à tous les utilisateurs de PERFECT ou tous ceux qui ont eu accès à PERFECT pour un travail ponctuel. (Création d'habilitation par l'informatique), s'assurer de l'autorisation signée de la DACI pour la création du portefeuille (Crédit / de tontine) dans les agences, s'assurer de la désactivation des habilitations pour les agents ayant été en congé, ayant quitté l'institution ou affecté dans une autre agence sur la base de la liste mensuelle envoyé par le DARH, vérification de l'attribution des habilitations dans GOMISE conformément au document d'attribution des habilitations, vérification de l'attribution des habilitations dans PERFECT conformément au document d'attribution des habilitations dans PERFECT, communication des statistiques à Crédit Info Volo, vérification de la situation d'enrôlement et d'opération Momo, vérification des opérations supprimées, modification par habilitation, vérification du rapport des opérations de remboursements des crédits en historique par les comptables et s'assurer de la désactivation par l'informatique de cette habilitation dans les 24 heures.

Les quelques insuffisances relevées portent sur l'absence de mise à jour et du suivi du schéma directeur dans les délais, la non réalisation dans les délais du test technique, d'intégration et de grandeur nature. Ces manquements constatés ont fait l'objet de recommandations et les corrections sont enclenchées.

Les travaux de fin d'exercice et suivi des inventaires

Le suivi des inventaires et les travaux de vérification des pièces de régularisation ont permis de s'assurer de l'existence physique des immobilisations et la gestion du logiciel des immobilisations, du respect des procédures d'approvisionnement et de la gestion du stock. Les quelques faiblesses relevées ont fait l'objet de rapport comportant des recommandations pour une bonne gestion des immobilisations, des ventes aux enchères et des sorties de stock.

Production de rapport au Conseil d'administration (CA) et au Conseil de surveillance (CS)

A la fin de chaque trimestre de l'année 2025, il est élaboré un rapport de synthèse sur les activités du contrôle interne envoyé au CA faisant ressortir les points saillants des constats de missions de contrôle. Ceci a pour but d'attirer l'attention du Conseil d'Administration sur ces constats en vue de l'amélioration des performances de l'institution.

De même les constats trimestriels saillants sont présentés lors des réunions trimestrielles du conseil de surveillance pour attirer leur attention sur les faits marquants du trimestre. C'est ainsi que quatre (04) rapports synthèses trimestriels sont présentés au Conseil d'Administration et au Conseil de surveillance. De même, il a été tenu les 4 réunions statutaires du conseil de Surveillance.

Production du rapport à l'autorité de tutelle

Conformément aux instructions de la BCEAO, un rapport général de contrôle est produit sur les activités exécutées au cours de l'année 2024 de même que 04 rapports trimestriels sont produits et envoyés aux autorités de supervision à savoir : la BCEAO, la commission bancaire et le Ministère de l'Economie et des Finances.

Suivi des recommandations du commissaire au compte

Les recommandations du commissaire aux comptes sur l'exercice 2024 a été reçu au 3^{ème} trimestre 2025 et un total de 75 recommandations font actuellement l'objet de suivi pour leur exécution totale.

Suivi des recommandations du contrôle interne

Il est effectué un suivi périodique de toutes les recommandations issues des rapports de toutes les missions de contrôle effectuées au cours de l'exercice 2025. Ce suivi permet de s'assurer de la bonne exécution des recommandations. Ainsi sur 603 recommandations formulées, 509 ont été réalisées et en cours de réalisation soit un taux d'exécution des recommandations au 31/12/2025 de 84,41%.

Suivi des recommandations de la commission bancaire

Dans le cadre du suivi de la mise en œuvre des décisions de la 98^{ème} session de la commission bancaire transmises à WAGES ainsi que les diligences issues de sa mission effectuée au sein de WAGES du 16 au 30 Aout 2013, sur un total de 138 diligences, 136 ont été exécutées au 31 décembre 2025 soit un taux d'exécution de 98,55%. Les diligences restantes portent sur l'établissement des plans parcellaires et d'immatriculation des terrains acquis, l'amélioration du Portefeuille à Risque (PAR).

Portant sur les diligences au nombre de 83 issues de la mission de vérification de la Commission Bancaire du 11 au 29 Mars 2019, il reste 2 insuffisances résiduelles sur 83 soit un taux de remédiation de 97,59%.

Concernant la mission du 12 au 23 juin 2023, sur un total de 104 diligences un total de 99 diligences ont été réalisées soit un taux de réalisation de 95,19%.

Le suivi se poursuit pour la réalisation totale de toutes les insuffisances.

Suivi du plan d'affaire

Les activités déclinées dans les objectifs opérationnels du plan d'affaire 2021-2025 ont fait l'objet de suivi et présenté par la direction générale à la dernière réunion conjointe CA & CS. Sur 64 activités, 57 ont été exécutées, 5 en cours de réalisation/ réalisés en partie et 2 non encore réalisés et fait l'objet de suivi. Toutes les activités sont suivies pour leur exécution totale.

La Direction Audit et Contrôle a assumé dans ses prérogatives au cours de l'année 2025 son rôle de garant du patrimoine de l'institution et donner une assurance et conseils fiables de manière indépendante et objective pour assurer l'efficacité des processus de gouvernance, de gestion du risque et de contrôle. Ces missions ont permis la création de la valeur ajoutée pour l'atteinte des objectifs de l'organisation et guide les décisions de la Direction générale, des organes et parties prenantes pour la sauvegarde du patrimoine de l'institution.

X- ACTIVITES DE LA DIRECTION GESTION DU RISQUE

I. Les activités ordinaires de la Direction gestion du risque

Dans le souci d'assurer la gestion et le management du risque au sein de WAGES, la direction gestion du risque (DGR) a mené plusieurs activités au cours de l'exercice 2025.

Ce rapport annuel décrit les différentes activités menées.

1.1 Organisation au sein de la direction gestion du risque

Le dispositif de suivi mis en place pour le contrôle de qualité des activités des agences est suivi de façon diligente et perfectionné au cours de l'exercice 2025.

Les réunions périodiques ont été tenues avec les gestionnaires de risque afin de maintenir un contrôle de supervision adéquat au sein de la direction gestion des risques.

Au cours de l'exercice 2025, Deux (2) réunions ont été tenues (21 Février 2025 et 07 Novembre 2025) au cours desquelles plusieurs points ont été abordés dans le but de recadrer, de remobiliser et de sensibiliser. Les points suivants sont abordés lors de ces réunions :

- *Les constats lors du suivi du portefeuille des agences et dispositions d'amélioration du PAR,*
- *Le suivi de la mise en œuvre de la directive sur les clients non retrouvés/non rencontrés*
- *L'étude des dossiers de crédit et les réunions de comités de crédit : Instructions et conseils*
- *Le suivi du portefeuille de crédit dans les agences (balance âgée, décaissement de crédit, crédits provisionnés à 100%)*
- *Le suivi du contrôle permanent dans les agences,*
- *Le suivi du dispositif du niveau d'alerte pour les crédits en retard de plus de 90 jours afin d'activer le processus de la réalisation des garanties si nécessaire.*
- *Le suivi des contrats d'assurance (prévoyance décès, invalidité totale et décès)*
- *L'inventaire des dossiers de crédit*
- *L'objectif d'ouverture de compte EPI par gestionnaire de risque,*
- *Le suivi de la performance des agences (atteinte des objectifs)*
- *Le suivi des indicateurs de risque en amont*

Au cours de ces rencontres, le suivi de la mise en œuvre des actions de prévention, de détection et de maîtrise des risques référencés par la cartographie des risques est également effectué ainsi que l'évaluation du plan opérationnel annuel de la direction gestion du risque.

Des instructions sont régulièrement données et au besoin, parfois dans le groupe « WhatsApp » des gestionnaires de risque en plus des réunions en présentiel.

1.2 Activités réalisées par la direction gestion du risque

A- Activités courantes

➤ Les contre-vérifications lors du montage du dossier de crédit

Le check-list, mis en place pour permettre aux gestionnaires de risques de matérialiser tout le travail de contre vérification effectué lors de l'analyse des dossiers de crédit avec un suivi centralisé au siège, a permis, au cours de la période sous revue, de minimiser davantage les risques de détournement de l'objet des crédits dès le montage, et, de détecter les crédits par personne interposée, les crédits fictifs, les garanties matérielles non conformes

Il a également permis de s'assurer que les gestionnaires de risque des agences effectuent normalement leur travail. Tous les crédits décaissés au cours de l'année 2025 dans les

agences ont fait l'objet des contres vérifications sous la supervision du Directeur Gestion du Risque.

Il n'a été enregistré au cours de l'année 2025, aucune fraude majeure liée au décaissement des crédits dans les agences. Les quelques manquements constatés sont relatifs à une mauvaise évaluation des activités de certains clients et à la prise de certaines garanties non conformes. Ces manquements sont corrigés dès leurs constats.

➤ **Les activités des comités de crédit**

Dans chaque agence, les gestionnaires de risque à travers les visites de terrain, ont continué la mise en œuvre du dispositif de prévention du risque crédit. Cette prévention est faite à travers l'étude et la validation des dossiers de crédit, le contrôle du respect des procédures, de l'existence physique des clients et des cautions, de l'activité, l'analyse de la capacité de remboursement des clients et des cautions et les vérifications sur l'existence réelle des garanties matérielles. Les activités des comités de crédit du siège se sont également déroulées normalement au cours de l'année 2025.

Durant l'année 2025, pour toute l'institution, **15 576** dossiers ont été décaissés pour un montant total de **17 249 306 043 FCFA** contre **16 068** dossiers décaissés pour un montant total de **18 701 506 986 FCFA** pour l'année 2024. On note une diminution de **492** dossiers correspondant à un montant total de **1 452 200 943 FCFA**.

En général, les comités de crédit font des efforts dans l'analyse des dossiers de crédit avec une participation active de la direction gestion du risque qui préside les réunions de comité de crédit du siège et prépare les procès-verbaux.

➤ **Le contrôle permanent et suivi des balances âgées**

Pour suivre les activités de contrôle de supervision et surtout assainir le portefeuille de crédit, la direction gestion du risque produit un rapport mensuel du contrôle permanent sur la base des rapports reçus des gestionnaires de risque en agence ou des chefs d'agence. Ce rapport, permet de détecter des cas de contrôles et d'autre contrôle et contrôle de supervision importants non réalisés et des retards avancés afin de proposer des actions rigoureuses de correction et des dispositions pour améliorer la qualité du portefeuille.

Certains clients en retard sur lesquels les agences éprouvent de sérieuses difficultés sont parfois convoqués chez le directeur gestion du risque qui appuie régulièrement les agences dans le recouvrement.

➤ **Le suivi des activités avec le Bureau d'Information sur le Crédit (BIC)**

Suivant le courrier n°2257/EC/SE du 17 mai 2016 relatif au recueil du consentement des clients dans le cadre du projet de Bureau d'Information sur le Crédit (BIC), la direction gestion du risque a été responsabilisée pour le suivi de la mise en œuvre et le respect des textes réglementaires y afférents. Un état décadaire est produit et envoyer à la BCEAO comme demandé, et les rapports de solvabilité des clients sont édités sur la plateforme BIC par tous les chefs d'agence et permettent le renforcement de l'analyse des dossiers de crédit.

➤ **Le suivi des clients non rencontrés/non retrouvés**

Dans le souci de mitiger davantage le risque de crédits fictifs, une directive a été mise en place.

Toutes les agences produisent des rapports et assurent le suivi strict de l'application de la directive afin d'éradiquer la situation des clients non rencontrés/non retrouvés.

Le suivi mensuel de la situation des clients non rencontrés ou non retrouvés est fait par la direction gestion du risque qui analyse les rapports mensuels des agences et des gestionnaires du risque en proposant des interpellations, des convocations et/ou des sanctions disciplinaires des agents concernés le cas échéant.

Au 31 décembre 2025, sur les 398 clients non retrouvés pour un montant de 133 780 067 répertoriés de 2017 à 2025.

155 clients ont été retrouvés et suivis pour un encours de 41 635 593 FCFA ; 225 clients n'ont pas été retrouvés par les agences pour un encours de 44 943 298 FCFA et 18 clients non rencontrés à garantie pour un montant de 47 201 176 FCFA. Sur les 225 clients non encore retrouvés, 118 cautions sont retrouvées. Le suivi de la situation des clients non retrouvés est rigoureusement fait et la situation s'est améliorée avec la mise en œuvre de la directive d'éradication du phénomène.

➤ **La gestion du suivi des BIA avec SANLAM (NSIA) et la CIF-VIE**

En exécution des contrats qui lient SANLAM assurance (NSIA) et CIF-VIE à WAGES, la direction gestion du risque est responsabilisée pour le suivi des activités d'assurance des crédits et des partenariats. Ce suivi est fait et le rapport mensuel est produit sur la base des BIA (Bulletin Individuel d'Assurance) et transmis régulièrement à SANLAM assurance (NSIA) et CIF-VIE.

Dans le cadre de ce suivi, la déclaration des sinistres est également envoyée en cas de décès des clients sous crédit.

Au cours de l'année 2025, 35 cas de décès ont été déclarés pour un encours de 18 998 310 FCFA. Sur ce total, SANLAM assurance (NSIA) a payé 18 808 855 FCFA pour 33 clients et le reste, soit 2 clients pour 189 455 FCFA est en cours de traitement.

Concernant CIF-VIE, à qui, six (6) agences de l'intérieur ont été affectées à savoir : Atakpamé, Notsé, Anié, Kara, Cinkassé et Kpalimé,

Au cours de l'année 2025, 5 cas de décès pour un encours de 1 950 000 F CFA ont été dénombrés. CIF-VIE a payé la totalité soit 1 950 000 F CFA.

➤ **La gestion du retrait des garanties**

Suivant les procédures, un client qui sollicite plus d'un million doit garantir son crédit par une garantie physique (Un terrain et/ou une maison). Ces documents insérés dans les dossiers de chaque client concerné sont gardés et classés dans la salle archive sous la responsabilité de la Direction Gestion du Risque.

Depuis l'année 2016, à la suite des manquements relevés ayant occasionné des fraudes importantes, cette gestion a été centralisée au niveau de la direction gestion du risque et aucun cas de fraude lié à la gestion des garanties n'a été enregistré jusqu'à ce jour traduisant ainsi, une maîtrise de ce risque.

Au cours de l'année 2025, on a dénombré au total **217** retraits définitifs de garantie contre **287** en 2024.

A la fin de chaque année, un inventaire des dossiers de crédit est fait dans chaque agence suivi d'un rapport pour s'assurer de l'existence de chaque dossier classé. Ainsi, à la fin de l'année 2025, tous les dossiers décaissés ont fait l'objet d'inventaire et les rapports sont produits.

Il faut noter que les dossiers à garantie auprès des notaires sont suivis et répertoriés dans un registre. Pour s'assurer de l'effectivité des dossiers chez les notaires un inventaire a été également réalisé avec les notaires de WAGES avec une participation parfois du représentant du commissaire aux comptes. Ces inventaires sont réalisés pour l'année 2025 et les rapports sont disponibles.

➤ **Les activations de compte non mouvementés et bloqués**

Pour un suivi des comptes non mouvementés, l'activation des comptes des agences interconnectées a été centralisée au siège. Ce dispositif permet de contrôler les comptes non mouvementés de l'institution et d'éviter que ces comptes ne soient touchés frauduleusement. Ainsi pour qu'un compte soit activé, le client signe la fiche prévue à cet effet, qui sera contre

signée par le chef caisse ou le comptable, le chef d'agence et le gestionnaire de risque. Après cela, elle est scannée par la chargée de clientèle de l'agence et envoyée aux gestionnaires du risque du siège habilité à activer le compte après les contrôles de conformité nécessaires. Au cours de l'année 2025, **5 343** comptes ont été activés.

➤ **La gestion du dispositif des comptes inactifs et dormants**

Suivant les instructions de la BCEAO sur la gestion des comptes inactifs et dormants, un dispositif a été mis en place à WAGES depuis 2019 pour le suivi de cette activité. Suivant ce dispositif, le pôle informatique doit produire les états des comptes inactifs et dormants qui sont transmis à la direction gestion du risque. Pour le traitement, les actions de recherche des clients sont faites avec les chefs d'agence et les gestionnaires de risques en agence.

Chaque mois, l'état des comptes inactifs est transmis à la BCEAO de même que les versements au titre des avoirs dormants. Au cours de l'année 2025, 35 comptes ont été réactivés et un total de 1 112 Comptes pour un montant total de 24 132 438 ont été transférés à la BCEAO au titre des avoirs dormants. Cette activité se poursuit, les états sont disponibles et le suivi sera maintenu.

➤ **La gestion des carnets EPI, ASSOCIATIONS et TONTINE**

Au cours de l'année 2025, le suivi de la gestion des carnets (tontine, EPI et Associations) sous le contrôle de la direction gestion du risque est maintenu. Tous les carnets sont authentifiés avec des cachets secs avant d'être servis dans les agences afin d'éviter le risque d'utilisation frauduleuse.

Au cours de la période, **9 400** carnets EPI, **23 700** carnets tontine et **3 600** carnets épargne KID ont été servis.

➤ **La gestion des bordereaux manuels**

Pour assainir le portefeuille et faire les opérations de caisse en cas de coupure d'électricité ou d'instabilité du réseau informatique, l'institution a mis en place des bordereaux de reçus de caisse et de recouvrement. Ces bordereaux sont gérés par la direction gestion de risque afin d'éviter les falsifications et l'utilisation frauduleuse.

Durant l'année 2025, **303** bordereaux ont été servis aux agences et points de services.

B- La gestion du dispositif de lutte anti-blanchiment et financement du terrorisme (LBC-FT)

La mise en œuvre du dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC-FT), entrée en vigueur dans l'institution depuis juin 2011, se poursuit normalement.

Les procédures LBC-FT prévoient des dispositions très strictes pour l'entrée en relation de tout client avec l'institution. Les opérations avec la clientèle sont rigoureusement soumises au respect de ces procédures et le personnel dédié à cette tâche est régulièrement formé et sensibilisé à cet effet.

Le responsable LBC-FT (Directeur gestion du risque) s'assure du respect des procédures LBC-FT à travers des contrôles permanents et périodiques.

De plus, l'institution reçoit régulièrement dans le cadre de ce dispositif de la CENTIF et des autres services d'enquête judiciaire, des lettres de demande d'information auxquelles elle répond avec diligence.

Au cours de l'année 2025, les activités menées dans le cadre de la gestion du dispositif LBC-FT se résument essentiellement aux points suivants :

➤ **Respect des procédures LBC-FT**

Il est procédé à des vérifications permanentes sur les documents d'identification des clients dès leur entrée en relation avec l'institution afin de s'assurer du bon respect des procédures de LBC-FT. Les cotations des clients prévues dans les procédures sont suivies et les fiches associées sont remplies et bien classées. Les saisies de ces fiches sont faites directement dans le logiciel de gestion de l'institution et les dispositions sont en cours pour le renforcement du profilage automatique. L'institution ayant déjà réalisé sa cartographie des risques avec une approche basée sur les risques et ayant couvert les exigences de la LBC-FT, une évaluation des indicateurs de risques est régulièrement réalisée et les ajustements nécessaires sont faits et suivis. Le processus d'identification des clients au niveau de WAGES est très rigoureux et des diligences supplémentaires sont prévues pour certaines catégories notamment les Personnes Politiquement Exposées (PPE) et les clients « personnes morales ». Toutes les adhésions des PPE sont approuvées par le Directeur Général après validation du Responsable LBC-FT. Les plans de masse (plans indiquant les domiciles et résidences des clients) sont établis et ajoutés aux dossiers d'ouverture de compte des clients.

➤ **Formation et sensibilisation du personnel sur la LBC-FT**

Le personnel ancien est régulièrement sensibilisé et les nouveaux employés sont formés sur les procédures LBC-FT.

Au cours de l'année 2025, la formation du personnel et des membres de l'institution sur le dispositif de LBC-FT et la gestion des risques de LBC-FT est bien assurée. Le personnel ancien est également sensibilisé sur l'application rigoureuse des procédures LBC-FT et surtout la mitigation des risques de LBC-FT.

Un total de **cent quarante (140)** employés composé des nouveaux employés, des chefs d'agence et de certains anciens employés ont été spécifiquement formés par le Responsable LBC-FT (RLBC-FT) sur les thèmes suivants : « *Le dispositif LBC-FT : Généralités/actualités ; les dispositions de la loi uniforme ; les procédures et la gestion du dispositif à WAGES ; Inventaire des opérations inhabituelles et suspectes ; fiche d'origine /utilisation des fonds* ».

Quinze (15) membres de WAGES, dont, les membres du Conseil d'Administration (CA) et du Conseil de Surveillance (CS) sont également formés par le RLBC-FT sur les thèmes : « *Généralités sur la LBC-FT/PADM – Les obligations des institutions financières en matière de LBC-FT suivant la loi uniforme de LBC-FT et les opérations inhabituelles et/ou suspectes* ». Les documents nécessaires sont mis à la disposition des participants après les formations pour un bon fonctionnement du processus.

➤ **Création et fonctionnement de la cellule LBC-FT de WAGES**

La cellule LBC-FT de WAGES, mis en place en début d'année 2020 a continué normalement ses activités au cours de l'exercice 2025. La cellule LBC-FT de WAGES a tenu ses deux (2) réunions prévues pour le renforcement de la mise en œuvre et le déploiement du dispositif dans l'institution.

Les rapports sanctionnant ces réunions sont disponibles et bien classés.

➤ **Echanges avec les autorités de tutelles : BCEAO/ CBU/ la CENTIF et l'OCRTIDB**

Dans le cadre de la mise en œuvre du dispositif de LBC-FT et suivant les dispositions réglementaires, le rapport sur la mise en œuvre du dispositif de LBC-FT concernant l'exercice 2025 a été produit au cours de l'année 2026 et envoyé à la BCEAO, à la Commission Bancaire, à la CENTIF et à la Direction de la Microfinance (DM) dans les bons délais.

Les relations avec la CENTIF ont continué normalement au cours de l'année 2025.

Sur la période, trois cent quarante-trois (343) courriers de demande d'information de la CENTIF portant sur un total de quatre cent quarante-huit mille (448) clients dont trois cent quatre-vingt-quatorze (394) personnes physiques et cinquante-quatre (54) personnes morales ont été traités et envoyés.

Au cours de la même période, 29 courriers de réquisitions à personne de l'OCRTIDB, de la DCPJ et du SCRIC ont été également traités et envoyés et portent sur 85 clients personnes physiques et 08 clients personnes morales. Les rapports sur les DTE (Déclarations des transactions en Espèces) ont été également préparés et transmis à la CENTIF.

C- Les activités d'analyse et de suivi de la cartographie de risques.

➤ **Suivi des indicateurs de risque**

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action de la Direction Gestion du Risque et suivant le dispositif de gestion des risques de l'institution, les reportings suivants ont été préparés au cours de l'année 2025 aux dates et périodes prévues.

- Reporting sur la mise en œuvre du suivi après déblocage des crédits par agence ;
- Reporting des états de rapprochement bancaire ;
- Reporting sur les indicateurs de risque ;
- Reporting sur le contrôle permanent ;
- Reporting sur les retraits et dépôts supérieurs ou égaux à 15 millions ;
- Rapports des comités de crédit du siège et comité intermédiaire.

Au cours de l'année 2025, l'analyse des activités à travers les indicateurs des différentes catégories de risques, a été menée.

✓ **Risque de crédit**

Il existe dix (10) indicateurs pour cet aspect. A fin décembre 2025, cinq (5) sont respectés et cinq (5) indicateurs ont une bonne tendance au cours de l'année, mais ne sont pas respectés.

Les cinq indicateurs respectés sont :

- **Le PAR de 1-30 jours ;**
- **Les provisions sur le montant PAR >90 jours**
- **Prêts au personnel passé en perte**
- **Taux de perte sur créances**
- **Le montant des crédits suivi après déblocage sur le total de crédit décaissé au cours de la période.**

Ceux non respectés concernent :

- **Le PAR >30 jours ;**
- **Le PAR >90 jours ;**
- **Clients non rencontrés ;**
- **Les impayés sur crédit au personnel ;**
- **Le taux du portefeuille moyen et long terme sur le total du portefeuille**

✓ **Risque de dérive de mission**

La norme de cet indicateur est partiellement respectée à fin 2025. Le financement de gros crédits (plus de 20 millions de FCFA) au cours de la période est maîtrisé.

✓ **Risque de liquidité**

Les (5) cinq indicateurs pour cet aspect sont respectés et concernent :

- Respect des ratios prudentiels ;
- Encaisse/ Moyenne journalière d'épargne retirée ;
- Encaisse agence/ Moyenne hebdomadaire des déboursements en espèces ;
- Encaisse totale / le total des dépôts ;
- Encaisses agence / Moyenne hebdomadaire des remboursements en espèces.

Pour mitiger le risque de braquage, des encaisses raisonnables sont fixées pour les agences. Le suivi de ces niveaux d'encaisses sera maintenu.

✓ **Risque transactionnel et Opérationnel**

On note (15) quinze indicateurs de risques opérationnels et transactionnels dont cinq (05) indicateurs sont respectés. Au cours de la période des efforts sont constatés et aucune agence n'est déclarée à haut risque. Le tableau suivant résume la situation de ces indicateurs.

Tableau n° :26

Tableau récapitulatif des indicateurs de risque transactionnel et opérationnel au 31-12-2025

INDICATEURS DE RISQUES	NORMES	TAUX REALISATION				REALISATIONS
		T 1	T 2	T 3	T 4	
Constats saillant du rapport trimestriel d'audit	Moins de 10	3	4	3	1	Respecté
Gestion des combinaisons, mot de passe et codes (non scellé, oublié, falsifié ...)	0 cas d'anomalie constaté	0	0	0	0	Respecté
Etat de rapprochement bancaire élaboré/Etat de rapprochement bancaire à élaborer	Egal à 100%	96%	100%	100%	87%	Non Respecté
Nombre d'agence à haut risque (Voir rapport d'audit et liste des hauts risques)	Egal à 0	0	0	0	0	Respecté
Taux de correction des erreurs	Egal à 100%	100%	100%	100%	100%	Respecté
Nombre de cas de dépassement de l'encaisse autorisé au coffre	Egal à 0	1	0	2	0	respecté
Nombre d'incidents informatiques (Erreur réseau)	Moins de 5	10	10	12	12	Non respecté : Problème de

						lenteur des liaisons BLR
Norme des statistiques CAS-IMEC	Egal à 100%	61,9%	71,4%	66,7%	57,1%	Non respecté
Suivi des recommandations du contrôle interne	Egal à 100%	83,82%	77,46%	85,37%	84,41%	Non respecté en baisse
Nombre d'incidents informatiques (Erreur Logiciel)	Moins de 5	62	45	45	46	Non respecté
Charge administratives/moyenne total actifs	Moins de 5%	2,31%	4,47%	7,04%	10,02%	Non respecté
Nombre d'incidents informatiques (Erreur Utilisateur)	Au plus 1	25	22	19	35	Non respecté

T = Trimestre

✓ **Risque de réputation ou d'image et de Dépôt**

Les six (6) indicateurs de cette rubrique sont respectés et concernent :

- *Le pourcentage de plaintes des clients traité ;*
- *Le nombre de pratiques inacceptables ou erreurs commises volontairement sur les produits d'épargne durant la période ;*
- *Le détournement sur le compte épargne des clients,*
- *Le nombre de comptes fermés,*
- *Le pourcentage d'agence ayant commis de pratiques inacceptables ou erreurs commises volontairement sur les produits d'épargne durant la période*
- *Le taux des dépôts à vue sur le total des dépôts.*

✓ **Juridique, Conformité et Ressources humaines**

Sur les douze (12) indicateurs de cette rubrique, huit (8) indicateurs sont respectés à savoir :

- Agence ayant des déficits en poste clés,
- Nombre de procès et respect de la loi des SFD et des instructions de la BCEAO,
- Nombre de procès perdus,
- Congés non jouis, agents ayant dépassé les 90 jours de congés non jouis,
- Tenue régulière des réunions de la cellule LBC-FT,
- Formation du personnel sur la LBC-FT,
- Tenue des réunions du CA et du CS
- Rotation du personnel au poste (démission, licenciement).

Les quatre (4) indicateurs non respectés sont :

- *La rotation du personnel* (nombre d'année> 3ans (sauf directeurs, responsables et agents de tontine),
- *Efficacité des recouvrements des huissiers et avocats,*
- *Le nombre de procès perdus*
- *Recouvrement sur les cas de détournement du personnel.*

Le suivi des indicateurs de risques à travers les rapports sera maintenu et les propositions de mitigation seront faites au besoin.

➤ **Le suivi des risques financiers (états de rapprochement bancaire)**

Pour l'année 2025, **276** états de rapprochement bancaire ont été produits dans les délais sur les **276** requis. Deux comptes présentent des écarts qui tardent à être régularisés depuis des mois malgré que les banques ont été déjà saisies. Il s'agit de :

- ✓ **ORABANK SIEGE (BK 36) : Ecart de 3 679 989 F CFA datant de décembre 2022 dont 2 750 000 a été régularisé au cours de l'exercice 2025. Le reste soit 929 989 n'est pas encore régularisé.**
- ✓ **POSTE AGBODRAFO (BK 16) : Ecart de 80 000 F CFA datant de février 2022.**

Globalement, l'institution n'est pas exposée au risque de fraudes financières car le suivi de tous les états de rapprochement est fait de façon rigoureuse durant toute l'année 2025.

➤ **Le suivi des contrôles permanents**

Sur la période, les contrôles permanents de premier niveau et de supervision dont l'objectif principal est de permettre à l'institution d'anticiper plus efficacement sur les risques liés aux non-respects des procédures, aux mauvais suivis et contrôles de supervision des activités sont maintenus dans toutes les agences.

Les fiches de contrôle permanent mises en place pour permettre à chaque agent de procéder à l'autocontrôle et au contrôle de supervision des tâches quotidiennes afin d'atténuer davantage les risques, ont été suivies et exploitées durant l'année 2025.

Au cours de l'année 2025, tous les rapports ont été produits et plusieurs points sont relevés et corrigés.

Globalement, il est constaté une amélioration au niveau de toutes les agences et les erreurs et manquements ont diminués.

II- Les difficultés rencontrées et les approches de solutions

Au niveau de la direction gestion du risque, les difficultés majeures de l'année 2025 sont essentiellement :

- La gestion du sous-effectif des gestionnaires de risque : Une révision des urgences est faite périodiquement et les risques les plus importants sont priorisés.
- La gestion des agences sans gestionnaire de risque : le suivi est fait avec les chefs d'agence et les risques les plus importants sont suivis.
- La gestion des congés et les permissions avec le sous-effectif : les gestionnaires du siège et les autres agences sont sollicités pour les intérim et les sacrifices sont consentis pour rattraper les retards.

III- Les perspectives pour l'année 2026

La qualité du portefeuille n'a pas connu une nette amélioration par rapport à l'année précédente. Le suivi des indicateurs de risques et des différends rapports de contrôles permanents révèlent des points de vulnérabilités et de faiblesses qui appellent à des actions plus renforcées.

Pour cela et dans le but d'améliorer cette situation il s'avère nécessaire de mener des actions de correction.

Les actions importantes suivantes sont prévues pour la nouvelle année :

- ✓ Renforcer le suivi des clients non rencontrés et éradiqués cette situation de risque important ;
- ✓ Participer activement au recouvrement en affectant un gestionnaire de risque au suivi des balances âgées des agences les plus dégradées pour un diagnostic des problèmes récurrents.
- ✓ Poursuivre la vulgarisation des procédures mise à jour ;
- ✓ Poursuivre la production des différents reporting et le suivi des indicateurs de risque ;
- ✓ Suivre les recommandations non exécutées de l'audit interne et amener les directions concernées à leurs réalisations dans les délais ;
- ✓ Suivre les activités sur la LBC-FT et produire les rapports y afférents ;
- ✓ Former /coacher les gestionnaires de risque et le personnel sur la gestion du risque à tous les niveaux des activités ;
- ✓ Attirer l'attention de la Direction Générale sur les zones de vulnérabilités et faire des propositions d'amélioration...

La réalisation de ces actions, implique un engagement fort de l'institution et de l'ensemble du personnel. Le défi permanent de la direction gestion du risque, sera de réussir la mise en œuvre efficace des actions prévues en favorisant une implication effective de toutes les directions et services concernés.

DEUXIEME PARTIE : ETATS FINANCIERS ET ANNEXES EXERCICE 2025

ETATS FINANCIERS EXERCICE 2025

- DIMF 2000 : BILAN VERSION DEVELOPPEE
- DIMF 2000 : HORS BILAN VERSION DEVELOPPEE
- DIMF 2080 : COMPTE DE RESULTAT VERSION DEVELOPPEE
- DIMF 2005 : Tableau des emplois et des ressources,
- DIMF 2006 : Etat des biens donnés en crédit-bail et opérations assimilées,
- DIMF 2007 : Etat des biens détenus dans le cadre de la concession,
- DIMF 2008 : Etat des biens détenus dans le cadre de la clause de réserve de propriété,
- DIMF 2009 : Détail du compte « 6221 – Personnel extérieur à l'institution »
- DIMF 2010 : Etat des crédits en souffrance,
- DIMF 2011 : Etat des informations annexes,
- DIMF 2011 – 1 : Etat des engagements par signature,
- DIMF 2012 : Etat de l'encours des crédits des dix (10) débiteurs les plus importants du SFD
- DIMF 2013 : Etat de l'encours total des prêts aux dirigeants, au personnel ainsi qu'aux personnes liées,
- DIMF 2014 : Etat des ressources affectées et des crédits consentis sur ressources affectés,
- DIMF 2015 : Etat des valeurs immobilisées,
- DIMF 2016 : Etat d'affectation du résultat,
- Etat de traitement de la réévaluation
- ETAT RECAPITULATIF DES RATIOS DE WAGES AU 31/12/2025

BILAN VERSION DEVELOPEE

DIMF 2000

Etablissement : ONG WAGES & CRRC

Etat : TOGO

Date d'arrêté : 2025/12/31

D : AA0

F : XX/NT:XXX

P : A N.S. : TOG XXX

M : 1

(En Francs CFA)

Code poste	ACTIF	Décembre 2025			2024	Code poste	PASSIF	Décembre 2025	2024
		BRUT	AMT/PROV	NET	NET			NET	NET
A01	OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	7 321 910 585	-	7 321 910 585	5 562 094 157	F01	OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	2 007 047 784	2 173 967 759
A10	VALEURS EN CAISSE	422 291 879	-	422 291 879	410 274 993	F1A	Comptes Ordinaires des Institutions Financières	5 136 478	5 074 503
A11	Billets et monnaies	422 291 879	-	422 291 879	410 274 993	F2A	AUTRES COMPTES DE DEPOT DES INSTITUTIONS FINANCIERES	-	-
A12	COMPTES ORDINAIRES CHEZ LES INSTITUTIONS FINANCIERES	2 536 527 176	-	2 536 527 176	792 529 421	F2B	Dépôts à terme reçus	-	-
A2A	AUTRES COMPTES DE DEPOTS CHEZ LES INSTITUTIONS FINANCIERES	4 350 000 000	-	4 350 000 000	4 350 000 000	F2C	Dépôts de garantie reçus	-	-
A2H	Dépôts à terme constitués	4 350 000 000	-	4 350 000 000	4 350 000 000	F2D	Autres dépôts reçus	-	-
A2I	Dépôts de garantie constitués	-	-	-	-	F3A	COMPTES D'EMPRUNTS ET AUTRES SOMMES DUES AUX INSTITUTIONS FINANCIERES	1 974 473 398	2 143 522 098
A2J	Autres dépôts constitués	-	-	-	-	F3E	Emprunts à moins d'un an	29 477 999	88 341 313
A3A	COMPTES DE PRETS AUX INSTITUTIONS FINANCIERES	-	-	-	-	F3F	Emprunts à terme	1 944 995 399	2 055 180 785
A3B	Prêts à moins d'1 an	-	-	-	-	F50	Autres sommes dues aux institutions financières	-	-
A3C	Prêts à terme	-	-	-	-	F55	RESSOURCES AFFECTEES	21 438 999	21 438 999
A60	Créances rattachées	13 091 530	-	13 091 530	9 289 743	F60	Dettes rattachées	5 998 909	3 932 159
A70	COMPTES DE PRETS EN SOUFFRANCE	-	-	-	-				
	Prêts immobilisés	-	-	-	-	G01	OPERATIONS AVEC LES MEMBRES OU BENEFICIAIRES OU CLIENTS	17 613 950 316	16 123 649 864
A71	Prêts en souffrance de 6 mois au plus	-	-	-	-	G10	Comptes ordinaires	9 933 761 182	8 319 988 784
A72	Prêts en souffrance de plus de 6 mois à 12 mois au plus	-	-	-	-	G15	Dépôts à terme reçus	717 105 000	775 850 000
A73	Prêts en souffrance de plus de 12 mois à 24 mois au plus	-	-	-	-	G2A	Comptes d'épargne à régime spécial	1 698 834 089	1 748 582 969
						G30	Autres dépôts de garanties reçus	5 156 835 695	5 170 787 361
B01	OPERATIONS AVEC LES MEMBRES OU BENEFICIAIRES OU CLIENTS	16 545 316 644	631 980 140	15 913 336 505	16 469 370 198	G35	Autres dépôts reçus		
B2D	Crédits à court terme	5 714 868 030	-	5 714 868 030	5 576 858 209	G60	Emprunts		
B2N	Comptes ordinaires	-	-	-	-	G70	Autres sommes dues		
B30	Crédits à moyen terme	8 143 376 498	-	8 143 376 498	8 698 655 529	G90	Dettes rattachées	107 414 350	108 440 750
B40	Crédits à long terme	1 244 202 153	-	1 244 202 153	1 384 435 614				
B65	Créances rattachées	124 355 823	-	124 355 823	128 461 875	H01	OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	881 467 990	798 436 080
B70	CREDITS EN SOUFFRANCE	1 318 514 140	631 980 140	686 534 000	680 958 971	H10	Versements restant à effectuer	-	-
	Crédits immobilisés	27 918 117	-	27 918 117	14 751 698	H40	Créditeurs divers	500 561 395	564 535 499
B71	Crédits en souffrance de 6 mois au plus	194 628 697	70 162 325	124 466 372	169 919 270	H6A	Comptes d'ordre et divers	380 906 596	233 900 581
B72	Crédits en souffrance de plus de 6 mois à 12 mois au plus	590 800 352	259 994 288	330 806 064	313 265 671	H6B	Comptes de liaison	-	-
B73	Crédits en souffrance de plus 12 mois à 24 mois au plus	505 166 974	301 823 527	203 343 447	183 022 332	H6C	Comptes de différence de conversion	-	-
						H6G	Comptes de régularisation passif	379 957 427	233 438 147
C01	OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	132 329 468	62 844 549	69 484 919	190 718 327	H6P	Comptes d'attente - passif	949 169	462 434
C10	TITRES DE PLACEMENT	-	-	-	-				
C30	COMPTES DE STOCKS	22 350 445	-	22 350 445	32 638 288	K01	VERSEMENTS RESTANTS A EFFECTUER SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES	-	-
C31	Stocks de meubles	-	-	-	-	K20	Titre de participation	-	-
C32	Stocks de marchandises	-	-	-	-				
C33	Stocks de fournitures	18 526 280	-	18 526 280	25 505 098	L01	PROVISIONS, FONDS PROPRES ET ASSIMILES	5 184 519 401	5 061 655 055
C34	Autres stocks et assimilés	3 824 165	-	3 824 165	7 133 190	L10	Subventions d'investissement	-	20 208 996
C40	Débiteurs divers	90 177 399	62 844 549	27 332 850	121 416 323	L20	Fonds affectés	17 824 386	17 824 386
C55	Créances rattachées	-	-	-	-	L21	Fonds de garantie	17 824 386	17 824 386
C56	Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	-	-	-	-	L22	Fonds d'assurance	-	-
C59	Valeurs à rejeter	-	-	-	-	L23	Fonds de bonification	-	-
C6A	Comptes d'ordre et divers	19 801 624	-	19 801 624	36 663 716	L24	Fonds de sécurité	-	-
C6B	Comptes de liaison	-	-	-	-	L25	Autres fonds affectés	-	-
C6C	Comptes de différence de conversion	-	-	-	-	L27	Fonds de crédit	96 426 277	96 426 277
C6G	Comptes de régularisation actif	18 979 575	-	18 979 575	35 833 766	L30	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	89 897 992	

Comptes transitoires	-	-	-	-	L31	Provisions pour charges de retraite	-	-
Comptes d'attente - actif	822 049	-	822 049	829 950	L32	Provisions pour risque d'exécution d'engagement par signature	-	-
					L33	Autres provisions pour risques et charges	89 897 992	130 649 091
VALEURS IMMOBILISEES	4 182 605 840	1 800 352 357	2 382 253 483	1 935 526 076	L35	PROVISIONS REGLEMENTEES	-	-
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	34 714 784	27 030 843	7 683 941	7 683 941	L36	Provisions pour risques afférents aux opérations de crédits à moyen et long termes	-	-
Titres de participation	34 714 784	27 030 843	7 683 941	7 683 941	L37	Provision spéciale de réévaluation	-	-
Titres d'investissement	-	-	-	-	L41	EMPRUNTS ET TITRES EMIS SUBORDONNES	-	-
Prêts et titres subordonnés			-	-	L43	Dettes rattachées aux emprunts et titres émis subordonnés	-	-
DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS	25 292 242	3 700 713	21 591 529	21 985 612	L45	FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX		
IMMOBILISATIONS EN COURS	2 725 001	-	2 725 001	769 063 931	L50	Primes liées au capital		
Incorporelles	1 500 000	-	1 500 000	1 500 000	L55	Réserves	2 109 786 433	2 068 944 223
Corporelles	1 225 001	-	1 225 001	767 563 931	L56	Réserve générale	702 086 293	661 244 083
IMMOBILISATIONS D'EXPLOITATION	3 961 017 888	1 769 620 801	2 191 397 087	1 113 936 667	L57	Réserves facultatives	-	-
Incorporelles	441 142 949	438 521 436	2 621 513	5 131 998	L58	Autres réserves	1 407 700 140	1 407 700 140
Corporelles	3 519 874 939	1 331 099 365	2 188 775 574	1 108 804 669	L59	Ecart de réévaluation des immobilisations	-	-
IMMOBILISATIONS HORS EXPLOITATION	158 855 925	-	158 855 925	22 855 925	L60	Capital	-	-
Incorporelles			-	-	L61	Capital appelé		
Corporelles (*)	136 000 000		136 000 000	-	L62	Capital non appelé		
Immobilisations acquises par réalisation de garantie	22 855 925	-	22 855 925	22 855 925	L65	FONDS DE DOTATION	132 356 518	132 356 518
Incorporelles			-	-		Ligne de Crédit non remboursable	132 356 518	132 356 518
Corporelles	22 855 925	-	22 855 925	22 855 925		Fonds de solidarité emprunteur WAGES		
Crédit bail et opérations assimilées	-	-	-	-	L70	REPORT A NOUVEAU (+ ou -)	2 554 403 354	2 322 964 161
Crédit-bail			-	-	L75	Excédent des produits sur les charges		
Location avec option d'achat			-	-				
Location-vente			-	-	L80	Résultat de l'exercice (+ ou -)	183 824 441	272 281 403
Créances rattachées			-	-	L81	Excédent ou déficit en instance d'approbation	183 824 441	272 281 403
CREANCES EN SOUFFRANCE	-	-	-	-	L82	Excédent ou déficit en instance d'approbation		
Créances en souffrance de 6 mois au plus			-	-				
Créances en souffrance de plus de 6 mois à 12 mois au plus			-	-				
Créances en souffrance de plus de 12 mois à 24 mois au plus			-	-				
ACTIONNAIRES, ASSOCIES OU MEMBRES	-	-	-	-				
Actionnaires, associés ou membres, capital souscrit non appelé			-	-				
Actionnaires, associés ou membres, capital souscrit appelé non versé			-	-				
EXCEDENT DES CHARGES SUR LES PRODUITS								
TOTAL ACTIF	28 182 162 538	2 495 177 046	25 686 985 492	24 157 708 758	L90	TOTAL PASSIF	25 686 985 492	24 157 708 758

COMPTE DE RESULTAT VERSION DEVELOPPEE							DIMF 2080
Etat : TOGO		Etablissement : ONG WAGES & CRRC				(En Francs CFA)	
Date d'arrêté : 2025/12/31		D : AAO		F : XX/NT: XXX			
P : A N.S.: TOG X/XX		M : 1					
Code poste	CHARGES	Décembre 2025	2024	Code poste	PRODUITS	Décembre 2025	2024
R08	Charges sur opérations avec les institutions financières	125 306 316	156 764 944	V08	Produits sur opérations avec les institutions financières	259 739 280	222 193 471
R1A	Intérêts sur comptes ordinaires créditeurs	-	-	V1A	Intérêts sur comptes ordinaires débiteurs	9 787 354	9 347 473
R1B	Organe financier			V1B	Organe financier	-	-
R1C	Caisse Centrale			V1C	Caisse centrale		
R1D	Trésor public			V1D	Trésor public		
R1E	CCP			V1E	CCP		
R1F	Banques et correspondants			V1F	Banques et correspondants	9 787 354	9 347 473
R1H	Etablissements financiers			V1H	Etablissements financiers		
R1I	SFD			V1I	SFD		
R1K	Autres institutions financières			V1K	Autres institutions financières		
R1L	Intérêts sur autres comptes de dépôts créditeurs	-	-	V1L	Intérêts sur autres comptes de dépôts chez les institutions financières	249 951 926	212 845 998
R1N	Dépôts à terme reçus			V1Q	Intérêts sur dépôts à terme constitués	245 734 804	212 845 998
R1P	Dépôts de garantie reçus			V1R	Intérêts sur dépôts de garantie constitués	-	-
R1Q	Autres dépôts reçus			V1S	Intérêts sur autres dépôts constitués	4 217 122	-
R2A	Intérêts sur comptes d'emprunts	124 037 165	155 668 507	V2A	Intérêts sur comptes de prêts aux institutions financières	-	-
R2F	Intérêts sur emprunts à moins d'un an	223 928	123 160	V2C	Intérêts sur prêts à moins d'un an	-	-
R2G	Intérêts sur emprunts à terme	123 813 237	155 545 347	V2G	Intérêts sur prêts à terme	-	-
R2R	Autres intérêts	-	-	V2Q	Autres intérêts	-	-
R2T	Divers intérêts	-	-	V2S	Divers intérêts		
R2Z	Commissions	1 269 151	1 096 437	V2T	Commissions	-	-
R3A	Charges sur opérations avec les membres, bénéficiaires ou clients	280 649 665	285 715 030	V3A	Produits sur opérations avec les membres, bénéficiaires ou clients	3 075 371 138	3 262 514 192
R3C	Intérêts sur comptes des membres, bénéficiaires ou clients	280 649 665	285 715 030	V3B	Intérêts sur crédits aux membres, bénéficiaires ou clients	2 275 383 852	2 433 649 831
R3D	Intérêts sur comptes ordinaires créditeurs	176 215 375	163 528 260	V3G	Intérêts sur autres crédits à court terme	596 888 762	730 770 839
R3F	Intérêts sur dépôts à terme reçus	34 692 225	46 541 820	V3M	Intérêts sur crédits à moyen terme	1 584 267 157	1 649 439 966
R3G	Intérêts sur comptes d'épargne à régime spécial	69 742 065	75 644 950	V3N	Intérêts sur crédits à long terme	94 227 933	53 439 026
R3H	Intérêts sur dépôts de garantie reçus			V3R	Autres intérêts	86 623 628	92 360 428
R3J	Intérêts sur autres dépôts reçus			V3T	Divers intérêts	86 623 628	92 360 428
R3N	Intérêts sur emprunts et autres sommes dues aux membres, bénéficiaires ou clients	-	-	V3X	Commissions	713 363 658	736 503 933
R3Q	Autres intérêts						
R3T	Commissions						
	MARGE D'INTERET BENEFICIAIRE	2 929 154 437	3 042 227 689		MARGE D'INTERET DEFICITAIRE	-	-
	TOTAL CHARGES D'INTERETS	405 955 981	442 479 974		TOTAL PRODUITS D'INTERETS	3 335 110 418	3 484 707 663
R4B	Charges sur opérations sur titres et sur opérations diverses	-	-	V4B	Produits sur opérations sur titres et sur opérations diverses	-	-
R4C	Charges et pertes sur titres de placement	-	-	V4C	Produits et profits sur titres de placement	-	-
R4K	Charges sur opérations diverses			V4D	Intérêts sur crédits accordés au personnel non membre		
R4N	Commissions			V4E	Produits sur opérations diverses	-	-
				V4F	Commissions	-	-
R5B	Charges sur immobilisations financières	-	-				
R5C	Frais d'acquisition			V5B	Produits sur les immobilisations financières	-	-
R5D	Etalement de la prime			V5C	Produits et profits sur prêts et titres subordonnés		
				V5D	Dividendes et produits assimilés sur titre de participation	-	-
R5E	Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	-	-	V5F	Produits et profits sur titres d'investissement	-	-
R5G	Charges sur opérations de crédit-bail	-	-				
R5H	Dotation aux amortissements						
R5J	Dotation aux provisions						
R5K	Moins-values de cession						
R5L	Autres Charges						
	A REPORTER	405 955 981	442 479 974		A REPORTER	3 335 110 418	3 484 707 663

	REPORT	405 955 981	442 479 974		REPORT	3 335 110 418	3 484 707 663
R5M	Charges sur opérations de location avec option d'achat	-	-	V5G	Produits sur opérations de crédit-bail et opérations assimilées	-	-
R5N	Dotation aux amortissements			V5H	Produits sur opérations de crédit-bail	-	-
R5P	Dotation aux provisions			V5J	Loyers		
R5Q	Moins-values de cession			V5K	Reprises de provisions		
R5R	Autres Charges			V5L	Plus-values de cession		
R5S	Charges sur opérations de location-vente	-	-	V5M	Autres produits		
R5T	Dotation aux amortissements			V5N	Produits sur opérations de location avec option d'achat	-	-
R5U	Dotation aux provisions			V5P	Loyers		
R5V	Moins-values de cession			V5Q	Reprises de provisions		
R5X	Autres Charges			V5R	Plus-values de cession		
R5Y	Charges sur emprunts et titres subordonnés			V5S	Autres produits		
R6B	Pertes sur opérations de change			V5T	Produits sur opérations de location vente	-	-
R6C	Commissions			V5V	Loyers		
				V5W	Reprises de provisions		
R6F	Charges sur opérations de hors bilan	-	-	V5X	Plus-values de cession		
R6K	Charges sur engagements de financement reçus des institutions financières			V5Y	Autres produits		
R6L	Charges sur engagements de financement reçus des membres, clients ou bénéficiaires			V6B	Gains sur opérations de change	-	-
R6M	Charges sur engagements de garantie reçus des institutions financières			V6C	Commissions		
R6P	Charges sur engagements de garantie reçus des membres, bénéficiaires ou clients						
R6S	Charges sur engagements sur titres			V6F	Produits sur opérations de hors bilan	1 557 388	807 103
R6T	Charges sur autres engagements reçus			V6K	Produits sur engagements de financement donnés aux institutions financières		
R6V	Charges sur prestations de services financiers	1 325 654	2 076 464	V6L	Produits sur engagements de financement donnés aux membres, bénéficiaires ou clients		
R6W	Charges sur les moyens de paiement	573 131	1 319 464	V6N	Produits sur engagements de garantie donnés aux institutions financières		
R6X	Autres charges sur prestations de services financiers	752 523	757 000	V6P	Produits sur engagements de garantie donnés aux membres, bénéficiaires ou clients	1 557 388	807 103
R7A	Autres charges d'exploitation financière	-	-	V6Q	Produits sur engagements sur titres		
R7B	Moins-values sur cession d'éléments d'actif			V6R	Produits sur autres engagements donnés		
R7C	Transferts de produits d'exploitation financière			V6S	Produits sur opérations effectuées pour le compte de tiers		
R7D	Diverses charges d'exploitation financière						
				V6U	Produits sur prestations de services financiers	162 952 810	174 304 733
				V6V	Produits sur les moyens de paiement	-	116 186
				V6W	Autres produits sur prestations de services financiers	162 952 810	174 188 547
				V7A	Autres produits d'exploitation financière	-	-
				V7B	Plus - values sur cession d'éléments d'actif		
				V7C	Transferts de charges d'exploitation		
				V7D	Divers produits d'exploitation		
	AUTRES PRODUITS FINANCIERS NETS	164 510 198	175 111 836		AUTRES CHARGES FINANCIERS NETTES	1 325 654	2 076 464
	AUTRES CHARGES FINANCIERES NETTES	1 325 654	2 076 464		AUTRES PRODUITS FINANCIERES NETS	164 510 198	175 111 836
	MARGE D'INTERET BENEFICIAIRE	3 092 338 981	3 215 263 061		MARGE D'INTERET DEFICITAIRE	-	-
	AUTRES PRODUITS FINANCIERS NETS	164 510 198	175 111 836		AUTRES CHARGES FINANCIERS NETTES	1 325 654	2 076 464
	PRODUIT FINANCIER NET	3 499 620 616	3 659 819 499		CHARGE FINANCIERE NETTE	407 281 635	444 556 438
R8G	Achat et variations de Stocks	6 978 818	248 094		VENTES		
	Achat de marchandises			V8B	MARGE COMMERCIALE		
R8J	Stocks vendus			V8C	Ventes de marchandises		
R8L	Variations de stocks marchandises	6 978 818	248 094				
	CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION				PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION		
S02	FRAIS DE PERSONNEL	1 665 544 519	1 636 987 499				
S03	Salaires et traitements	1 406 480 586	1 305 621 804				
S04	Charges sociales	259 023 933	328 555 695				
S05	Rémunérations versées aux stagiaires	40 000	2 810 000				
	A REPORTER	2 079 804 972	2 081 792 031		A REPORTER	3 499 620 616	3 659 819 499

	REPORT	2 079 804 972	2 081 792 031		REPORT	3 499 620 616	3 659 819 499
S1A	IMPOTS ET TAXES	17 305 585	16 651 978	W4A	PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION	34 915 944	17 009 752
S1B	Autres Impôts, taxes et prélèvements assimilés sur rémunérations	115 000	100 000	W4B	Redevances sur concessions, brevets, licences, procédés, droits et valeurs similaires	-	-
S1C	Autres Impôts, taxes et prélèvements assimilés versés à l'Administration des impôts	15 249 290	15 063 583	W4D	Indemnités de fonction et rémunérations d'administrateurs, gérants reçues		
S1D	Impôts directs		-	W4G	Plus-values de cession	17 556 344	16 247 946
S1G	Impôts indirects	12 676 290	10 562 083	W4H	sur immobilisations incorporelles et corporelles	17 556 344	16 247 946
S1H	Droits d'enregistrement et de timbre	2 573 000	4 501 500	W4J	sur immobilisations financières		
S1J	Impôts et taxes divers		-	W4K	Revenus des immeubles hors exploitation		
S1K	Autres Impôts, taxes et prélèvements assimilés versés aux autres organismes	1 941 295	1 488 395	W4L	Transferts de charges d'exploitation non financière	-	-
				W4M	Charges refacturées		
S2A	AUTRES CHARGES EXTERNES ET CHARGES DIVERSES D'EXPLOITATION	1 032 357 653	961 632 027	W4N	Charges à répartir sur plusieurs exercices		
S2B	Services extérieurs	377 345 199	267 962 154	W4P	Autres transferts de charges		
S2C	Redevances de crédit-bail	-	-	W4Q	Autres produits divers d'exploitation	17 359 600	761 806
S2D	Loyers	39 445 818	39 810 748				
S2F	Charges locatives et de co-propriété	-	-	W50	PRODUCTION IMMOBILISEE	-	-
S2H	Entretien et réparations	85 592 949	81 448 897	W51	Immobilisations incorporelles	-	-
S2J	Primes d'assurance	233 411 221	135 123 079	W52	Immobilisations corporelles	-	-
S2K	Etudes et recherches	-	-				
S2M	Frais de formation	15 532 047	8 957 000	W53	SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	19 854 285	33 299 342
S2L	Divers	3 363 164	2 622 430	X50	REPRISES DU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX		
S3A	Autres services extérieurs	559 033 903	588 865 262	X51	REPRISES D'AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	26 012 956	213 516
S3B	Personnel extérieur à l'institution	153 099 200	149 475 032	X54	Reprises d'amortissements des immobilisations	26 012 956	213 516
S3C	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	46 687 205	72 215 336	X56	Reprises de provisions sur immobilisations		
S3E	Publicité, publications et relations publiques	27 272 859	29 711 156				
S3G	Transports de biens	841 500	1 036 000	X6B	REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	1 204 007 606	787 563 639
S3J	Transports collectifs du personnel	-	-	X6C	Reprises de provisions sur créances en souffrance	985 116 188	582 515 830
S3L	Déplacements, missions et réceptions	40 326 191	30 676 185	X6D	Reprises de provisions sur créances en souffrance de 6 mois au plus	227 703 151	114 399 799
S3M	Achats non stockés de matières et fournitures	221 875 738	234 860 567	X6E	Reprises de provisions sur créances en souffrance de plus de 6 mois à 12 mois au plus	618 459 296	352 577 955
S3N	Frais postaux et frais de communication	60 623 920	64 937 557	X6F	Reprises de provisions sur créances en souffrance de plus de 12 mois à 24 mois au plus	138 953 741	115 538 076
S3P	Divers	8 307 290	5 953 429	X6G	Reprises de provisions pour dépréciation des autres éléments d'actif	-	21 223 600
S4A	Charges diverses d'exploitation	95 978 551	104 804 611	X6H	Reprises de provisions pour risques et charges	135 300 979	42 366 695
S4B	Redevances pour concessions, brevets, licences, procédés, droits et valeurs similaires	-	-	X6I	Reprises de provisions réglementées	-	-
S4D	Indemnités de fonction versées	15 045 000	12 390 000	X6J	Récupération sur créances amorties	83 590 439	141 457 514
S4I	Frais de tenue d'assemblée	2 900 775	4 028 475				
S4K	Moins-values de cession sur immobilisations	-	-	X80	Produits exceptionnels	30 241 025	3 363 202
S4L	sur immobilisations corporelles et incorporelles	-	-				
S4M	sur immobilisations financières	-	-	X81	Profits sur exercices antérieurs	58 840 580	105 740 924
S4P	Transferts de produits d'exploitation non financière	-	-				
S4Q	Produits rétrocédés	-	-	L80	DEFICIT	-	-
S4R	Autres transferts de produits	-	-				
S4S	Autres charges diverses d'exploitation non financière	78 032 776	88 386 136				
T50	DOTATION AU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX	-	-				
T51	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATION	140 395 940	132 008 432				
T53	Dotations aux amortissements des charges à répartir						
T54	Dotations aux amortissements des immobilisations d'exploitation	140 395 940	132 008 432				
T55	Dotations aux amortissements des immobilisations hors exploitation						
T56	Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations en cours						
T57	Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations d'exploitation						
T58	Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations hors exploitation						
	A REPORTER	3 269 864 150	3 192 084 468		A REPORTER	4 873 493 012	4 607 009 874

	REPORT	3 269 864 150	3 192 084 468		REPORT	4 873 493 012	4 607 009 874
T6B	DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	1 373 496 126	1 068 309 681				
T6C	Dotations aux provisions sur créances en souffrance	1 060 111 171	797 527 854				
T6D	Dotations aux provisions sur créances en souffrance de 6 mois au plus	333 095 946	309 961 881				
T6E	Dotations aux provisions sur créances en souffrance de plus de 6 mois à 12 mois au plus	572 239 698	340 092 682				
T6F	Dotations aux provisions sur créances en souffrance de plus 12 mois à 24 mois au plus	154 775 527	147 473 291				
T6G	Dotations aux provisions pour dépréciation des autres éléments d'actif	48 155 412	777 175				
T6H	Dotations aux provisions pour risques et charges	43 954 543	132 289 294				
T6J	Dotations aux provisions réglementées	-	-				
T6K	Pertes sur créances irrécouvrables couvertes par des provisions	221 275 000	137 715 358				
T6L	Autres Pertes sur créances irrécouvrables couvertes par des provisions	-	-				
T80	Charges exceptionnelles	5 871 009	464 060				
T81	Pertes sur exercices antérieurs	23 062 935	63 450 443				
T82	IMPOTS SUR LES EXCEDENTS	17 374 351	10 419 819				
L80	EXCEDENT	183 824 441	272 281 403				
T84	TOTAL CHARGES	4 873 493 012	4 607 009 874	X84	TOTAL PRODUITS	4 873 493 012	4 607 009 874

HORS BILAN VERSION DEVELOPPEE

DIMF 2000

 Etat :
TOGO

 Etablissement :
WAGES

Date d'arrêté : 2025/12/31

D : AC0

 F : 1 /
NT : ...

 (en Francs
CFA)

P : A

N. S. : TOG X/XX

M : 1

Code Poste	LIBELLES	2025	2024
	ENGAGEMENT DE FINANCEMENT	-	-
N1A	ENGAGEMENTS DONNES EN FAVEUR DES INSTITUTIONS FINANCIERES		
N1H	ENGAGEMENTS RECUS DES INSTITUTIONS FINANCIERES	-	-
N1J	ENGAGEMENTS DONNES EN FAVEUR DES MEMBRES, BENEFICAIRES OU CLIENTS		
N1K	ENGAGEMENTS RECUS DES MEMBRES, BENEFICAIRES OU CLIENTS		
	ENGAGEMENT DE GARANTIE	17 516 885 691	16 604 313 382
N2A	D'ordre des institutions financières		
N2H	Reçus des institutions financières		
N2J	D'ordre des membres, bénéficiaires ou clients		
N2M	Reçus des membres, bénéficiaires ou clients	17 516 885 691	16 604 313 382
	ENGAGEMENTS SUR TITRES	-	-
N3A	Titres à livrer		
N3B	Intervention à l'émission		
N3C	Marché gris		
N3D	Autres titres à livrer		
N3E	Titres à recevoir		
NRF	Intervention à l'émission		
NRG	Marché gris		
N3H	Autres titres à livrer		
	ENGAGEMENTS SUR OPERATIONS EN DEVISES		
	OPERATIONS DE CHANGE AU COMPTANT		
P1A	Francs CFA achetés non encore reçus		
P1B	Devises achetées non encore reçues		
P1C	Francs CFA vendues non encore livrés		
P1D	Devises vendues non encore livrés		
	PRETS OU EMPRUNTS EN DEVISES		
P1E	Devises prêtées non encore livrées		
P1F	Devises empruntées non encore reçues		
	OPERATIONS DE CHANGE A TERME		
P1G	Opérations de change à terme francs Cfa à recevoir contre devises à livrer		
P1H	Opérations de changes à terme devises à recevoir contre FCFA à livrer		
P1J	Opérations de change à terme devises à recevoir contre devises à livrer		
P1K	Opérations de change à terme devises à livrer contre devises à recevoir		
P1L	Report /déport non couru à recevoir		
P1M	Report/déport non couru à payer		
P1R	Intérêts non courus en devises couverts à recevoir		
P1S	Intérêts non courus en devises couverts à payer		

Code Poste	LIBELLES	2025	2024
P1V	Ajustements devises hors bilan		
	AUTRES ENGAGEMENTS		
Q1A	Engagements donnés		
Q1B	Engagements reçus		
	OPERATIONS EFFECTUEES POUR LE COMPTE DE TIERS	-	-
Q1C	Valeurs à l'encaissement non disponibles		
Q1F	Comptes exigibles après encaissements		
Q1J	Comptes de suivi des engagements de financement consortiaux		
Q1K	Comptes de suivi des engagements de garantie consortiaux		
Q1L	Comptes de suivi des crédits consortiaux		
Q1M	Crédits distribués pour le compte de tiers		
N90	ENGAGEMENTS DOUTEUX		

Annexe 1 :

TABLEAU DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES		DIMF 2005	
Etat : TOGO		Etablissement : WAGES	
Date d'arrêté: 2025/12/31 D: BG0		F:XX (en Francs CFA)	
P:A N.S. : TOG X/XX		M:1	
Code	LIBELLES	Amortissements/ Provisions	Montants nets
	ACTIF		
B02	Créances sur les membres, bénéficiaires ou clients	631 980 140	15 788 980 682
B2D	Crédits à court terme		5 714 868 030
B30	Crédits à moyen terme		8 143 376 498
B40	Crédits à long terme		1 244 202 153
B70	Crédits en souffrance	631 980 140	686 534 000
D50	Crédit-bail et opérations assimilées	-	-
D51	Crédits-bail		
D52	Location avec option d'achat		
D53	Location-vente		
D70	Créances en souffrance sur crédit-bail et opérations assimilées		-
	PASSIF		
G02	Dettes l'égard des membres, bénéficiaires ou clients		12 349 700 271
G10	Comptes ordinaires créditeurs		9 933 761 182
G15	Dépôts à terme reçus		717 105 000
G2A	Comptes d'épargne à régime spécial		1 698 834 089
G60	Emprunts		-
G70	Autres sommes dues		-

Annexe 2 :

ETAT DES BIENS DONNES EN CREDIT BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEESDIMF 2006				
Etat : TOGO		Etablissement : WAGES		
Date d'arrêté: 2025/12/31	D: BG0	F:XX	(en Francs CFA)	
	N.S. : TOG X/XX			
P:A		M:1		
LIBELLES	Durée	Montants bruts	Amortissement/ Provisions	Montants nets
CREDIT-BAIL				
Crédit bail Mobilier				
Crédit bail Immobilier				
Crédit bail sur actifs incorporels				
LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT				
LOCATION - VENTE				
CREANCES EN SOUFFRANCE SUR OPERATION DE CREDIT - BAIL ET ASSIMILEES				
TOTAL				

Annexe 3 :

ETAT DES BIENS DETENUS DANS LE CADRE DE LA CONCESSION				DIMF 2007	
Etat : TOGO			Etablissement : WAGES		
Date d'arrêté: 2025/12/31		D: BGO N.S. : TOG X/XX	F:XX	(en Francs CFA)	
P:A		M:1			
POSTES	Durée	VALEUR D'INVENTAIRE ou VALEUR DE MARCHÉ	CONCESSIONNAIRE		
			NOM	VALEUR DECLARÉE DANS LE CAHIER DE CHARGE	
TOTAL			TOTAL		

Annexe 5 :

DETAIL DU COMPTE 6221 - PERSONNEL EXTERIEUR A L'INSTITUTION								DIMF 2009
Etat : TOGO		Etablissement : WAGES						
Date d'arrêté: 2025/12/31		D: BGO		F:XX		(en Francs CFA)		
P:A		N.S. : TOG X/XX		M:1				
Libellés	EFFECTIF (en unités)							FACTURATION A L'INSTITUTION
	NATIONAUX	Autres Etats de l'UMOA	Hors UMOA	Secteur primaire	Secteur secondaire	Secteur tertiaire	TOTAL	
1. Cadres supérieurs	1						1	58 040 000
2. Techniciens supérieurs et cadres moyens							-	
3. Techniciens, agents de maîtrise et ouvriers qualifiés							-	
4. Employés, manœuvres, ouvriers et apprentis	58						58	95 059 200
TOTAL	59	-	-	-	-	-	59	153 099 200
PERMANENTS								
SAISONNIERS								
TOTAL	59	-	-	-	-	-	59	153 099 200

Annexe 6 :

ETAT DES CREDITS EN SOUFFRANCE					DIMF 2010
Etat : TOGO		Etablissement : WAGES			
Date d'arrêté: 2025/12/31		D: BAO		F:XX	
P:A		N.S. : TOG X/XX		M:1 (en Francs CFA)	
CREDITS EN SOUFFRANCE	A	B	C = A - B	D	E = C - D
	191, 192 et 193 291, 292, 293 Crédits et Prêts en souffrance	162 et 254 Dépôts de garantie	Soldes restant dus	199 et 299 Provisions	Crédits et Prêts en souffrance nets
Crédits comportant au mois une échéance impayée ≤ à 3 mois	27 918 117		27 918 117	-	27 918 117
Crédits comportant au mois une échéance impayée > 3 mois à ≤ à 6 mois	194 628 697	96 068 750	98 559 947	70 162 325	28 397 622
Crédits comportant au mois une créance impayé > 6 mois à ≤ 12 mois	590 800 352	158 310 000	432 490 352	259 994 288	172 496 064
Crédits comportant au moins une échéance impayée >12 à <= à 24 mois	505 166 974	203 343 447	301 823 527	301 823 527	-
TOTAL	1 318 514 140	457 722 197	860 791 943	631 980 140	228 811 803

Annexe 7 :

ETAT DES INFORMATIONS ANNEXES		DIMF 2011
Etat : TOGO		Etablissement : WAGES
Date d'arrêté: 2025/12/31	D: BB0	F:XX (en Francs CFA)
P:A	N.S. : TOG X/XX	M:1
LIBELLES	Montants / Effectif	
Encours des engagements par signature à court terme	-	
Encours des engagements par signature à moyen et long terme	-	
Montant total consacré par l'institution aux opérations autres que les activités d'épargne et de crédit	3 829 999	
Nombre total de membres, bénéficiaires ou clients de l'institution	498 140	
Nombre total de groupements de l'institution ainsi que de leurs membres		
Nombre total de membres, bénéficiaires ou clients de sexe masculin de l'institution	206 269	
Nombre total de membres, bénéficiaires ou clients de sexe féminin de l'institution	261 471	
Nombre total de groupements bénéficiaires	28 878	
Nombre total d'usagers bénéficiaires	-	
Nombre total de sociétaires bénéficiaires	1 522	
Population cible de la caisse (ou son estimation)	-	
126-127-128 Dépôts à plus d'un an du SFD auprès des institutions financières	4 350 000 000	
252 - Dépôts à terme à plus d'un an des membres, bénéficiaires ou clients auprès de caisse	717 105 000	
253 - Comptes d'épargne à régime spécial	1 698 834 089	
254 - 255 - Autres dépôts à plus d'un an des membres, bénéficiaires ou clients auprès de la caisse	5 156 835 695	
Recouvrements sur prêts intervenus au cours de l'exercice	-	
Recouvrements sur prêts attendus au cours de l'exercice	-	

Annexe 8 :

ETAT DES ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE			DIMF 2011-1
Etat : TOGO		Etablissement : WAGES	
Date d'arrêté: 2025/12/31	D: BCO	F:XX	(en Francs CFA)
P:A	N.S. : TOG X/XX	M:1	
LIBELLES		Montants / Effectif	
Encours des engagements par signature donnés à court terme			
Encours des engagements par signature donnés à moyen et long termes			
TOTAL			

Annexe 9 :

ETAT DE L'ENCOURS DES CREDITS DES DIX (10) DEBITEURS LES PLUS IMPORTANTS			DIMF 2012
Etat : TOGO		Etablissement : WAGES	Etablissement:
Date d'arrêté: 2025/12/31	D: BFO	F:XX	
P:A	N.S. : TOG X/XX	M:1	
PRENOMS/NOM/N° D'IDENTIFICATION	DUREE INITIALE DU CREDIT	DUREE RESTANTE A COUVRIR	MONTANT NET EN FCFA
WELBECK KOMLAN DJADENE (SOCIETE CREMO-TRANS);(A0512641)	36	36	103 264 955
DADA Mawouena;(A0612909)	24	24	100 000 000
MADJA AGBEHODE (ENT IND FRIGO LA TRINITE);(A0807564)	18	18	100 000 000
AKAKPOVI AYITE MAWUKO (LOFTY SARL);(A0133695)	24	24	100 000 000
KOAGNI CHRISTINA M (MARCELO BEACH CLUB);(A0617306)	24	21	100 000 000
AKAKPOVI Kokou;(A0138331)	24	24	100 000 000
TETE CHILDERIC K. (POLYCLINIQUE LE COEUR SA);(A0137150)	60	60	93 685 931
AKAKPO Mondja Jean;(A0913112)	24	21	91 956 030
OURO-GBELEOU Alhassan Kader;(A0212702)	24	21	91 637 910
MEVI Cheyla;(A0108106)	13	10	84 369 470
TOTAL	313	271	964 914 296

Annexe 10 :

ETAT DE L'ENCOURS TOTAL DES PRETS AUX DIRIGEANTS, AU PERSONNEL AINSI QU'AUX PERSONNES LIEES			DIMF 2013
Etat : TOGO	Etablissement: WAGES	Etablissement:	
Date d'arrêté: 2025/12/31	D: BE0	F:XX	
P:A	N.S. : TOG X/XX	M:1	(en Francs CFA)
PRENOMS/NOMS/N° D'IDENTIFICATION	ENCOURS DES PRETS (Bruts)		
AFFO Kossi / A1700008	25 896 845		
AKUETE Sowada / A1700002	25 000 000		
OBLASSE Koffi Agbegnigan / A1700005	17 887 400		
ADJASSOU Kokouvi Michel / A1700006	13 373 550		
ADOGNON Agnité Kokou / A1700004	11 166 570		
AGBO AYEMA AFIWA EPSE SAMEY (CS SIKAVI) / A0134184	8 733 555		
ADAMAH Assiongbon N / A1700016	7 323 735		
ZOUHONGBE Koffi Jacques / A1700007	7 132 250		
GNEMEGNA A Ahoefa F / A1700090	7 000 000		
TONDJA Gbati / A1700003	6 734 160		
AMEGAN Comlan Mawunya / A1700405	4 970 115		
KONGO Ayele Epse KOUMEBIO / A1700019	4 719 940		
KOUDAHE Koffi Germain / A1700115	4 238 380		
SEGLA Yawo / A1700129	4 180 614		
HONKPO Kouassi / A1700406	4 119 345		
OURO-DJERI Nouridine / A1700404	3 452 390		
AKAKPO Koffi Atsou / A1700130	3 289 298		
WOAMI Brigitte B A Epse AMEGONOU / A0101309	3 085 500		
ARAHORE WASR Assedma / A1700355	2 875 140		
DIOGO Akuavi Epse HOUNGUES / A1700286	2 716 305		
AGBODAN Dede Delali / A1700310	2 630 115		
MENSAH Adjo D Claire Epse DAKITSE-BENISSAN / A1700216	2 201 361		
VITSO Akossiwa Sefako / A1700144	2 078 685		
YAKOUTO Marius Kokouvi / A1700367	1 972 420		
BABAKAN Nanepo Mounira Epse ATTIKPO-MAGLOE / A1700014	1 968 840		
AGBOKA Koffi Edem / A1700133	1 930 805		
MASSAH Ablavi Epse MESSAN / A1700254	1 739 905		
AZIAKA Toudeka / A1700077	1 369 975		
AMEGEE Kossi / A1700308	1 320 220		
ATTILEY Yao Moussa / A1700399	1 159 296		
DAHOUINDJI Gbeside Ameyo Epse GBENYANAWO / A1700128	1 114 580		
GNRONFOUN Marie-Reine / A1700031	1 053 456		
HOINSOU Koffi / A1700135	1 020 010		
MOUTI Nafissa / A1700143	981 550		
ABALO Tchotcho / A1700012	972 330		
TOUNOU KPAKPO Adote Nassirou / A1700033	881 550		
DAKOU Kossi Mawussi / A1700154	865 185		
ADI Koffi / A1700272	810 410		
WOAMEDE Kokovi Adjowa Epse AGBETROBU / A1700051	781 570		
OURO-GANDI Tchadji'Bom / A1700398	764 840		
FOLLY Adakou Affiavi Epse WILSON-SOWAH / A1700020	705 305		
EKPOOU Tamoubana / A1700381	690 000		
AYOKAWARE Bidenam Leontine / A1700302	680 000		
ABALO Amele Epse WILSON / A1700015	641 710		
AGBEMADU Yawovi Fofo / A0720440	618 805		
GBENOU K Abia Enyonam Epe AHATEFOU / A1700220	611 025		
GADO-KOUKOU Biva Fadel / A1700152	600 000		
FREITAS Essenam Koami / A1700320	566 015		
LABAH Komlan / A1700260	560 155		
ZOUNTONGLO Audrey Stella / A1700185	551 700		

ETAT DE L'ENCOURS TOTAL DES PRETS AUX DIRIGEANTS, AU PERSONNEL AINSI QU'AUX PERSONNES LIEES			DIMF 2013
Etat : TOGO	Etablissement: WAGES	Etablissement:	
Date d'arrêté: 2025/12/31	D: BE0	F:XX	
P:A	N.S. : TOG X/XX	M:1	(en Francs CFA)
PRENOMS/NOMS/N° D'IDENTIFICATION	ENCOURS DES PRETS (Bruts)		
PRINCE AGBODJAN Tele Audrey / A1700040	540 275		
SOUKA Attignon Koffi / A1700259	523 085		
KPADDEY-K Eyram / A1700163	522 380		
DJOSSOU A Debora M / A1700148	514 640		
ADJAMANI Afi Bamdele Epse OWUSUH / A1700045	513 490		
PITAMA Mazabalo / A1700304	500 000		
KOLA Malibeda / A1700377	488 840		
KPELAFIA Aminou / A1700380	472 450		
DEDJINOUE Mawussi / A0600356	461 100		
ATSOO Koffi Serge / A1700136	459 745		
DEGBEGNON Pierrette Affi / A1700028	446 705		
GAZARO Feihane / A1700410	442 865		
KPOKOUDJOE Y Ata-Venunye M / A1700024	425 270		
ADJOWOTO Ami Romarine / A1700032	419 475		
MAWUVI Yaovi / A1700335	408 606		
GAGLI Ameyo Kafui / A1700097	406 035		
KOUYAYA Comlan / A1700080	404 215		
HOUNGBEDJI Kwassi M Ephraim / A1700158	401 230		
DJAHLIN Sena / A1700372	400 000		
AWUNYO Komla Agbenowosi / A1700408	396 885		
FIA Komla Mawunya / A1700026	395 685		
ATAKOURA Bododou / A1700382	394 088		
AMEGNIKIN Komlan Herve / A1700326	390 000		
NUNAKPO Koffi / A1700324	388 640		
SESSOU Akouwa / A1700258	382 345		
ADZINI Koffi Abaya X / A1700120	380 000		
AFANDE Mekaeli Massan A / A1700025	379 635		
BASSA Kokou Senyedzi / A1700192	378 670		
DAMBRE L Marcelline / A1700179	378 475		
TIDJANI Alimatou Sadia Epse FUMEY / A1700180	378 355		
NOUBOUKPO Kanyeke Akossiwa Epse NIKABOU / A1700098	377 320		
OTINI Akossiwa Udzoani / A1700322	377 320		
SODOGA Kofivi / A1700331	377 320		
TESSI Sanmele Akouvi Epse AHONSOU / A0722179	376 630		
KOUWONOU Ablavi / A1700288	367 800		
ANIKA Kofi Sewonu / A1700366	367 800		
DJIBRO Mustapha Zareni / A1700083	367 800		
BOULIYA Benewinde-Ibraim / A1700273	363 610		
FUMEY Kossi Brathold / A1700178	363 405		
KOFFI Ayao Mawuegnigan / A1700010	363 105		
APEDOCHAN K Totekpomawu / A1700211	363 105		
DOUTI Lalibe / A1700389	362 230		
ABOLO Abra Edo / A1700095	356 505		
FIAWUMO Yawa Fidele B / A1700415	354 170		

ETAT DE L'ENCOURS TOTAL DES PRETS AUX DIRIGEANTS, AU PERSONNEL AINSI QU'AUX PERSONNES LIEES			DIMF 2013
Etat : TOGO	Etablissement: WAGES	Etablissement:	
Date d'arrêté: 2025/12/31	D: BE0	F:XX	
P:A	N.S. : TOG X/XX	M:1	(en Francs CFA)
PRENOMS/NOMS/N° D'IDENTIFICATION	ENCOURS DES PRETS (Bruts)		
BYLL Assriwa Akossiwa / A1700228	353 795		
POTISON Foly / A1700131	349 250		
EZIAN Afiwavi / A1700057	348 115		
KERIM Abdoulle Kader / A1700422	341 668		
ADZI Afiwa Kafui / A1700311	337 945		
KPODJIA-N'TSUGAN Mawulom / A1700072	337 915		
DA SILVEIRA Tete Agbegnigan / A1700119	337 300		
KOLA Palakiyeme / A1700378	337 300		
KOUDEKA Ganyo / A1700321	337 220		
DJOSSOU Komi / A1700165	334 490		
AGBEDEVI Kossivi N / A1700138	333 935		
KPERE Mobassasso / A1700155	330 205		
KOFFI Kokouvi Kami / A1700346	329 300		
LATIFOU Moussiliou / A1700370	325 720		
AZINON Kossi Delagno / A1700330	308 690		
FIAWOO Essi Audrey / A1700044	307 885		
AMEGAN Kodjo / A1700247	306 945		
ZINSOU-SESSOU Ahoefa E Marie-L / A1700242	303 945		
YEMEY Kouami / A1700122	303 395		
AZIAMADJI Kossigan John / A1700105	302 800		
ATAMA-GAMA Toudiguina / A1700238	302 800		
DOGBE Kokou Mawule / A1700124	302 590		
DOSSA Kodjo / A1700306	302 590		
SEMEGLO Koffi Mawuenyigan / A1700409	302 590		
KETEKOU Yaovi Senam Theo / A1700041	300 000		
AKATO Kokou Dodji / A1700329	297 480		
KOWOU Alosse / A1700256	297 360		
GBADOE Kangni Sonkoude / A1700284	296 000		
TOMETY A E Kwasi Dosse / A1700371	293 470		
MABLE Y Mawuko Kekeli / A1700368	291 620		
SESSOU Kodjo Amegnona / A1700307	287 440		
AGUE Herbert Ephrem / A1700205	272 440		
SIABI Kodjo / A1700194	270 680		
GOUDJO Amele Leontine / A1700357	269 990		
YERIMA Amizetou / A1700249	268 890		
DJIMA Kodjo / A1700206	263 105		
N'DJINOU Yaotche / A1700149	258 675		
AGBETOHO Adjo Epse AKOUTOU / A1700230	249 390		
HLONGNOIN Adjo Tassivi / A1700063	248 640		
ABASSA Koffivi / A1700215	243 425		
DISSORIFEI Abissoumatom / A1700141	242 065		
AJAVON Amah Komlan / A1700011	242 065		
AKALA Mwemwnaka / A1700315	241 800		
HOMETOWOU Komla Charles / A1700110	241 485		

ETAT DE L'ENCOURS TOTAL DES PRETS AUX DIRIGEANTS, AU PERSONNEL AINSI QU'AUX PERSONNES LIEES			DIMF 2013
Etat : TOGO	Etablissement: WAGES	Etablissement:	
Date d'arrêté: 2025/12/31	D: BEO	F:XX	
P:A	N.S. : TOG X/XX	M:1	(en Francs CFA)
PRENOMS/NOMS/N° D'IDENTIFICATION	ENCOURS DES PRETS (Bruts)		
ATTA Koffi Vinyo / A1700333	241 360		
ANAGONOU Anani Faustin / A1700305	239 625		
N'KENA Tanzouma Denise / A1700153	239 525		
KOUDAYAH Kokoe / A1700116	230 390		
SAFUI Zikpi Adjoa / A1700271	230 070		
WANOKOU Ayawavi Mawousse / A1700240	227 075		
SODJINOUE Kossi / A1700363	227 075		
ISSIFOU Kafarou / A1700376	225 690		
SOKPO Adjo / A1700313	222 625		
GODO Afiwavi / A1700282	221 945		
MISSEBOUKPO Komi / A1700150	215 960		
DJAMESSI Akouvi Essiano / A1700157	212 683		
AGBO EPSE KUTOWOGBE Emefa Esther / A1700055	212 635		
AGLEBEY Yao Elesessi / A1700022	211 780		
ATABUDZI Akuvi Enyonam / A1700017	211 780		
MAHINOUE Akouvi Nicole / A1700018	210 835		
AGBOGAN Affiwa / A1700218	208 470		
KPOTSI Senam Koami / A1700411	207 215		
ASSANI-BENTHO Nasser / A1700096	205 770		
NASSAM Isabelle Mouande / A1700298	204 711		
SIMTORO Massooutou / A1700147	203 600		
AKOBI Rachelle M / A1700386	202 970		
AMENKEY Adjo Akofa / A1700277	201 265		
TODEGNON Akoele / A1700419	200 000		
AGBAKU Kossi Edoh / A1700034	197 970		
AVINU Essi / A1700243	189 240		
NADIEGA Yatoute / A1700383	183 900		
AMEDJOPE Koffi Kounale / A1700356	183 900		
GBEDE Bernadette / A1700112	183 900		
ATSOU Yao / A1700397	183 900		
AGBOGAN Yao Messan / A1700188	181 550		
BOUKARI Wakilou / A1700340	181 550		
AMOZOU Ablavi Enyonam / A1700068	181 550		
ATCHOU A K Dominique / A1700213	180 310		
ATTIOGBE Etsri K Messan M / A1700403	180 049		
GBEMU Akuvi Kafui Epse ATINOTO / A1700087	178 130		
SAMA Assana / A1700281	177 600		
SOSSOU Ablavi Mawusse / A1700191	176 545		
TCHAKAN Yawa Antoinette / A1700106	174 115		
LAWSON Latre Clemence Epse DEKPE / A1700262	170 580		
KAGLAN Kokou Afawobo / A1700294	169 790		
BOSSOHOU Koffi Agbeko / A1700079	169 425		
APENUVOR Koami Selom / A1700056	169 362		
EKPON Koudjo / A1700104	167 700		

ETAT DE L'ENCOURS TOTAL DES PRETS AUX DIRIGEANTS, AU PERSONNEL AINSI QU'AUX PERSONNES LIEES			DIMF 2013
Etat : TOGO	Etablissement: WAGES	Etablissement:	
Date d'arrêté: 2025/12/31	D: BE0	F:XX	
P:A	N.S. : TOG X/XX	M:1	(en Francs CFA)
PRENOMS/NOMS/N° D'IDENTIFICATION	ENCOURS DES PRETS (Bruts)		
ANIFRANI Uwluassi Edem Y / A1700241	165 795		
COMLANVI Amba Sika / A1700114	165 795		
HASSE Assokou / A1700332	165 385		
AZOUA Atsoupe Carole / A1700035	163 945		
ADOSSI-HOUNOU Ayele Victoire / A1700255	163 095		
SASSE Akpedje Rachel / A1700266	161 000		
KOMBATE Yobe Dametede / A1700054	152 665		
AMOUZE Piyalou / A1700351	152 665		
DAGBEHAN Bassouma / A1700093	151 780		
DEKASSI Komi Luc / A1700092	151 780		
HODO Koffi A Wolako / A1700013	151 400		
AVOSSE Kodjo Cherif Elom / A1700223	151 280		
ALEGBEH Bilkiss / A1700312	151 280		
KPADENOU K Edoh / A1700075	151 280		
BAWILIZIM Essohouna / A1700341	151 280		
KATAKPE Passimassiwe / A1700375	151 280		
TAY Kokou Elikplim / A1700064	151 280		
GOKA Koffitse / A1700390	151 280		
KOUNGA Maurice / A1700319	151 255		
GAMLIGO Kodjo Flavien / A1700111	150 000		
ADANLETE Ayawa / A1700314	150 000		
LOGBO Yao / A1700142	149 615		
KOFFI Amavi / A1700373	148 010		
AGAMAH Mana Samuella / A1700108	144 830		
ADJAMANI Komlan / A1700070	142 030		
ATTITSOGBE E C Samuela / A1700151	141 910		
AGBESSIANAKE A Jacqueline / A1700121	141 320		
APAO Yawa Matina / A1700078	141 320		
IBRAHIM Baria / A1700384	141 320		
AHIATSI Essenam Yali / A1700036	141 320		
NADA Mawidar / A1700274	140 739		
MOME Amesewa Basson / A1700139	139 290		
OURO-GBELEOU Zoweriatou / A1700164	139 185		
KOKOU-KOMLA Koudjo Mawoutodji / A1700161	138 190		
AGBODJENKPLE Komlan Raymond / A1700237	138 170		
SAMEY Kossivi Marc / A1700159	133 120		
GOUDEAGBE Christian / A1700402	130 075		
DJADOO Ayaovi / A1700053	128 305		
ADANZOUHOIN Amivi / A1700222	121 040		
DENOU Kossiwa Nicole / A1700250	121 040		
ABEVI Hoevi / A1700234	121 040		
TOULASSI-DJINAN Kodjo / A1700350	121 040		
ADOTEVI-AKUE Adude Sylvie / A1700030	121 040		
EDOU Mawouchime / A1700076	121 040		

ETAT DE L'ENCOURS TOTAL DES PRETS AUX DIRIGEANTS, AU PERSONNEL AINSI QU'AUX PERSONNES LIEES			DIMF 2013
Etat : TOGO	Etablissement: WAGES	Etablissement:	
Date d'arrêté: 2025/12/31	D: BE0	F:XX	
P:A	N.S. : TOG X/XX	M:1	(en Francs CFA)
PRENOMS/NOMS/N° D'IDENTIFICATION	ENCOURS DES PRETS (Bruts)		
AHOULOUMI Abide / A1700248	121 040		
ALIDJISSO Gnininvi Kodjo / A1700226	121 040		
ADORGLOH Kossiwa S Carine / A1700369	121 040		
SEGBE Komla Amen / A1700342	121 040		
AZIAFO Missoude / A1700287	121 040		
KAMATO Ameyo / A1700118	121 040		
AGBOGAN Homegnon Kossi / A1700145	121 040		
ANATO Koiaasi Andre / A1700208	121 040		
WONEGOU Adjo-Sika / A1700146	121 040		
KUAMITSE Adzovi Mawuse / A1700214	121 040		
QUASHIE A Mawusse Edwige / A1700197	121 040		
SOSSOUKPE Evame / A1700204	121 040		
TOSSOU Kokouda Toti V / A1700334	121 040		
KPODJIA GLIKPANU Yawo Mensah / A1700261	121 040		
AFFANOUKOE Adjovi Ahoefa / A1700225	121 040		
AFALLOVI Kakanou Yohanes / A1700414	120 900		
ISSIFOU Nassirou Fatouma / A1700426	120 740		
AGBASSINO A Jacqueline / A1700099	118 400		
SIMTAYA Katassagou / A1700325	111 405		
BAMISSO Somie Wiyaou / A1700343	108 925		
SEMEGBLO Kafoui Louise / A1700094	108 925		
BANKA Abla / A1700364	102 610		
TOGBUI ZAGARAGO Komi Edem / A1700270	98 400		
ABALO Olade / A1700245	90 760		
SOKPO Afi / A1700047	90 760		
AGBOSSOU Ami Fidel / A1700244	90 760		
YAO Essi / A1700082	90 760		
KANGNI Dede T Sitou Epse SITOU / A1700263	90 760		
NUNYABU Akosiwa / A1700073	90 760		
DATE Kokou Tété / A1700060	90 760		
EDJONOU Kossi / A1700074	90 760		
AMEDOAME Komi / A1700344	90 760		
LELOUA Boyodi Kemewoalo / A1700190	90 760		
YOVOGAN Akouavi / A1700374	88 820		
EHLO Akuvi Akofala / A1700202	84 730		
TOSSOU Kodjovi / A1700317	80 750		
AMEYIBOR Koffi Agbeko / A1700400	78 670		
GNONZOUGUE Neme Mavawe / A1700336	78 670		
ADEGNON Komivi / A1700316	72 610		
GBEDEVI Yawa / A1700198	67 710		
AHLIKPOKOU Doetevi / A1700401	66 995		
AGOSSOU Wedjangnon / A1700184	60 520		
GBADAGBA Koami Kafui / A1700318	60 520		
OUZI Adjo Germaine / A1700339	60 520		



ETAT DE L'ENCOURS TOTAL DES PRETS AUX DIRIGEANTS, AU PERSONNEL AINSI QU'AUX PERSONNES LIEES			DIMF 2013
Etat : TOGO	Etablissement: WAGES	Etablissement:	
Date d'arrêté: 2025/12/31	D: BEO	F:XX	
P:A	N.S. : TOG X/XX	M:1	(en Francs CFA)
PRENOMS/NOMS/N° D'IDENTIFICATION	ENCOURS DES PRETS (Bruts)		
LASSEY Koku Tsoekewo / A1700160	60 520		
OURO-DJOBO Atcha / A1700195	60 520		
HOUNDJO Ayawovi / A1700283	60 520		
NOFODJI M Jacqueline / A1700224	60 520		
AHATOR Akoko Aku / A1700048	60 520		
HOUVI Amavi / A1700420	60 520		
EKLU Dagan Georgine / A1700227	60 520		
LAWSON Nadou Pascaline / A1700029	60 520		
DEGBE Kossi / A1700052	60 520		
SOSSOU Ablato Tassivi / A1700050	60 520		
ARANGA Tchimire / A1700089	60 520		
TCHANDAOU Essossolam / A1700349	59 960		
AGBANDA Mahussi Afi / A1700279	59 200		
DOSSA Toyisse / A1700062	51 300		
KODJO Mawoena / A1700392	51 265		
TETOU Elisabeth / A1700337	48 430		
FONDOUMI Kossiwa / A1700338	48 430		
YENOU Issawou / A1700359	47 812		
KPAKPOU Saralou / A1700275	36 300		
DJOBO Kossiwa Delali / A1700069	30 260		
MITSDI Yao / A1700293	30 260		
ALOWODO Eya Sefako / A1700189	27 770		
KADAGMA Madomba / A1700257	25 685		
AGBANGA Bohoga / A1700354	25 685		
SESSOU Ablavi M / A1700117	16 882		
GBEDE Justine / A1700361	16 875		
KOMBATE Yendable / A1700395	15 350		
AFAGLA Koffi / A0511520	504		
TOTAL GENERAL	253 850 959		

Annexe 11 :

ETAT DES RESSOURCES AFFECTEES ET DES CREDITS CONSENTIS SUR RESSOURCES AFFECTEES				DIMF 2014
Etat : TOGO		Etablissement : WAGES		
Date d'arrêté: 2025/12/31		D: BFO		F:XX
P:A		N.S. : TOG X/XX		M:1
LIBELLES	COURT TERME	MOYEN TERME	LONG TERME	TOTAL
RESSOURCES AFFECTEES	19 500 000	1 938 999		21 438 999
CREDITS CONSENTIS SUR RESSOURCES AFFECTEES				-
dont crédits en souffrance				
TOTAL	19 500 000	1 938 999	-	21 438 999

Annexe 12 :

ETAT DES VALEURS IMMOBILISEES				DIMF 2015
Etat : TOGO		Etablissement: WAGES		
Date d'arrêté: 2025/12/31		D: BGO	F:XX	(en Francs CFA)
P:A	N.S. : TOG X/XX	M:1		
Code	LIBELLES	Montants bruts	Amortissements/ Provisions	Montants nets
D1A	Immobilisations financières	34 714 784	27 030 843	7 683 941
D1E	Titres de participation	34 714 784	27 030 843	7 683 941
D1L	Titres d'investissement	-	-	-
D1S	Dépôts et cautionnements	25 292 242	3 700 713	21 591 529
D23	Immobilisations en cours	2 725 001	-	2 725 001
D24	Incorporelles	1 500 000	-	1 500 000
D25	Corporelles	1 225 001	-	1 225 001
D30	Immobilisations d'exploitation	2 798 495 503	1 684 558 836	1 113 936 667
D31	Incorporelles	441 142 949	438 521 436	2 621 513
D32	Droit au bail			-
D33	Autres éléments du fonds commercial			-
D34	Frais d'établissement			-
D35	Autres immobilisations incorporelles			-
D36	Corporelles	3 519 874 939	1 331 099 365	2 188 775 574
D40	Immobilisations hors exploitation	-	-	-
D41	Incorporelles	-	-	-
D42	Droit au bail			-
D43	Autres éléments du fonds commercial			-
D44	Autres immobilisations incorporelles			-
D45	Corporelles	-	-	-
	Immobilisations acquises par réalisation de garantie	22 855 925	-	22 855 925
D46	Incorporelles	-	-	-
D47	Corporelles	22 855 925	-	22 855 925

Annexe 13 :

ETAT D'AFFECTION DU RESULTAT				DIMF 2016
Etat : TOGO		Etablissement: WAGES		
Date d'arrêté: 2025/12/31		F:XX (en francs CFA)		
P:A		M:1		
D: BH0				
N.S. : TOG X/XX				
Code	LIBELLES	Proposition de répartition	Répartition effective	
	<u>DETERMINATION DU RESULTAT A AFFECTER</u>			
L80	Résultat de l'exercice (+/-)	183 824 441	183 824 441	
L70	Report à nouveau (+/-)			
770	RESULTAT A AFFECTER	183 824 441	183 824 441	
	<u>AFFECTATION DU RESULTAT BENEFICIAIRE</u>			
772	Réserve générale	27 573 666	27 573 666	
773	Réserves facultatives	-	-	
774	Autres réserves	-	-	
776	Report à nouveau bénéficiaire	156 250 775	156 250 775	
777	Autres affectations	-		
	<u>AFFECTATION DU RESULTAT DEFICITAIRE</u>			
776	*Report à nouveau déficitaire	-		
778	*Prélèvement sur les réserves	-		
779	Autres	-		

Annexe 14 :

ETAT DE TRAITEMENT DE LA REEVALUATION						DIMF 2018		
Etat : TOGO				Etablissement : WAGES				
Date d'arrêté : 2025/12/31		D: BG0		F:89		(en Francs CFA)		
P:A		N.S. : TOG X/XX		M:1				
Biens réévalués	Date de Réévaluation	Nature de Réévaluation		Méthodes de réévaluation		Valeurs Avant Réévaluation (1) (VNC)	Valeur Réévaluée (2)	Ecart de Réévaluation (2) - (1)
		Libre	Légale	Secteur primaire	Secteur secondaire			
TOTAL								

I- DONNEES GENERALES

- Tableau N°1.1 : Nombre de membres, bénéficiaires ou clients (en unité)
- Tableau N°1.2 : Effectif des dirigeants et du personnel employé (en unités)
- 1.3 Données sur la gouvernance
 - Tableau sur l'état des rémunérations de dirigeants et du personnel de l'institution
 - Tableau sur les remboursements de frais des dirigeants élus

II- DONNEES SUR LES POINTS DE SERVICE

- Tableau n°2 : Evolution du nombre de points de service

III- DONNEES SUR LES OPERATIONS DE COLLECTE DE DEPOTS

- Tableau n° 3.1 Evolution du montant des dépôts (en milliers de FCFA)
- Tableau n° 3.2 : Décomposition des dépôts par terme
- Tableau n° 3.3: Evolution du Nombre de déposants (membres, bénéficiaire ou client ayant un dépôt dans les livres du SFD) et des comptes inactifs
- Tableau n° 3.4: Evolution du capital social*
- Tableau n° 3.5: Répartition du capital entre les principaux actionnaires

IV. DONNEES SUR LES CREDITS (PRETS ET ENGAEMENTS PAR SIGNATURE)

- Tableau n°4.1 : Evolution du montant annuel des prêts
- Tableau n°4.2 : Evolution du nombre de prêt accordés dans l'année (en unité)
- Tableau n°4.3 : Engagements par signature (en milliers de FCFA)
- Tableau n°4.4 : encours de crédits au 31 décembre (en milliers de FCFA)
- Tableau n°4.5 : Nombre de crédit en cours au 31 décembre (en unité)
- Tableau n°4.6 : Evolution de l'encours des crédits par terme
- Tableau n°4.7 : encours des crédits des agents relevant des Autorités de contrôle (Ministère chargé des Finances, BCEAO et Commission Bancaire de l'UMOA)
- Tableau n°4.8 : Opérations de crédit sur ressources affectées
- Tableau n°4.9 : Gestion du portefeuille de crédit

V. DONNEES SUR LES AUTRES ACTIVITES AUTORISEES

- Tableau n°5.1 : Opération de transfert (en milliers de FCFA)
- 5.2 Activités de micro assurance : Tableau n° 5.2: Opérations de micro assurance (en milliers de FCFA)
- Tableau n° 5.3: opérations de change

VI. AUTRES INFORMATIONS SUR LES OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE

- Tableau n°6.1 : tarification des opérations avec la clientèle (*)
- Tableau n°6.2 : répartition des crédits selon leurs objets (en milliers de FCFA)
- Tableau 6.3: dons et œuvres sociales
- Tableau n°6.4 : répartition sectorielle des crédits accordés (*) en milliers de FCFA

VII- OPERATION AVEC LES AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES

- Tableau n°7 : Opération avec les autres institutions financières (établissements de crédit, SFD, autres institutions financières) et les partenaires au développement

VIII.DONNEES SUR LA PERFORMANCE DES MEMBRES DES RESEAUX (UNIONS, FEDERATIONS ET CONFEDERATIONS)

- Tableau n°8 : Indicateurs de performance des institutions affiliées au réseau (*)

IX. FONCTIONNEMENT ET VIE DES ORGANES

- Tableau n°9 : Nombre de réunions tenues au cours de l'année

X. PERFORMANCES FINANCIERES

- Tableau n°10 : Indicateurs de performances financières

I- DONNEES GENERALES

Tableau N°1.1 : Nombre de membres, bénéficiaires ou clients (en unité)

Indicateurs	2024	2025	Variation (%)
Nombre total de membres, bénéficiaires ou clients (les groupements sont comptés sur une base unitaire) (1)+(2)	474 309	498 140	5,02%
Nombre de personnes physiques non-membres d'un groupement (1)= (a)+(b)	444 421	467 740	5,25%
. Hommes (a)	195 974	206 269	5,25%
. Femmes (b)	248 447	261 471	5,24%
Nombre de personnes morales (groupements de personnes physiques, entreprises associations, etc.	29 888	30 400	1,71%
Nombre de groupements de personnes physiques bénéficiaires	28 452	28 878	1,50%
Nombre total des membres des groupements de personnes physiques bénéficiaires (3)= (c)+(d)	120 606	122 487	1,56%
. Hommes (c)	35 041	35 484	1,26%
. Femmes (d)	85 565	87 003	1,68%

Tableau N°1.2 : Effectif des dirigeants et du personnel employé (en unités)

Indicateurs	2024	2025	Variation (%)
Nombre total de membres, du conseil d'administration ou de l'organe équivalent	7	7	0,00%
Nombre de membres du conseil de surveillance (*)	3	3	0,00%
Nombre de membre du comité de crédit (*)	-	-	
Nombre de membres des autres comités créés par la SFD (**)	8	8	0,00%
Effectif total des employés (3)= (1)+(2)	418	416	-0,48%
. Dirigeants (employés exerçant des fonctions de direction ou de gérance) dont : (1)	6	7	16,67%
- nationaux	6	7	16,67%
- personnel expatrié	-	-	
. Autres employés (2) = (a)-(b)+(c)	412	409	-0,73%
Agent permanents (a)	270	282	4,44%
Agents contractuels (b)	142	127	-10,56%
personnel expatrié (c)	-	-	

(*) A renseigner par les institutions coopératives ou mutualistes d'épargne et de crédit

(**) 1. Comité de Direction : 8 membres

Tableau N°1.3 : Données sur la gouvernance

Tableau sur l'état des rémunérations de dirigeants et du personnel de l'institution

Rubriques	2024	2025	Variation (%)
Masse salariale globale en FCFA	1 636 987 499	1 665 544 519	1,74%
- Personnel dirigeant (Directeur Général et son adjoint, Directeurs de service)	143 178 575	129 937 471	-9,25%
- Autre personnel.	1 493 808 924	1 535 607 048	2,80%
Montant des frais généraux en FCFA	2 615 271 504	2 715 207 757	3,82%
Ratio Masse salariale rapportée aux frais généraux	62,59%	61,34%	-2,00%
Proportion salaire du Directeur Général rapporté aux frais généraux	5,47%	4,79%	-12,51%

Tableau sur les remboursements de frais des dirigeants élus

Rubriques	2024	2025	Variation (%)
indemnités de fonctions versées aux administrateurs non salarié en FCFA	12 390 000	15 045 000	21,43%
Frais de tenues des réunions des organes et des assemblées en FCFA	4 028 475	2 900 775	-27,99%
- Perdiem	666 300	806 700	21,07%
- Transport	2 224 000	1 265 000	-43,12%
- Hébergement	-	-	
- téléphone	4 500	-	-100,00%
- carburant	-	-	
- Autres	1 133 675	829 075	-26,87%

1. Salaire, appointements, indemnités, gratifications et primes occasionnelles ou périodiques versés au personnel, les rémunérations des administrateurs salariés, les cotisations aux régimes de retraite, etc.

2. S'applique aux sociétés (SA, SARL)

II- DONNEES SUR LES POINTS DE SERVICE

Tableau N°2 : Evolution du nombre de points de service

Paramètres	2024	2025	Variation (%)
Nombre d'institutions de base	1	1	0,00%
nombre de Guichets ou d'antennes	34	34	0,00%

III- DONNEES SUR LES OPERATIONS DE COLLECTE DE DEPOTS

Tableau N°3.1 : Evolution du montant des dépôts (en milliers de FCFA)

Indicateurs	2024	2025	Variation (%)
Montant total des dépôts des membres, bénéficiaires ou clients (1)+(2)	16 015 209	17 455 748	8,99%
Montant des dépôts des personnes physiques non-membres d'un groupement (1)= (a)+(b)	15 263 921	16 351 746	7,13%
. Montant des dépôts des Hommes (a)	7 295 474	7 801 809	6,94%
. Montant des dépôts des Femmes (b)	7 968 447	8 549 937	7,30%
Montant des dépôts des personnes morales (groupements de personnes physiques, entreprise, associations etc.)	751 288	1 104 002	46,95%

Tableau N° 3.2 : Décomposition des dépôts par terme

Dépôts à vue		Dépôts à terme		Autres dépôts	
Montant en FCFA	Part (en %)	Montant en FCFA	Part (en %)	Montant en FCFA	Part (en %)
9 933 761 182	56,74%	717 105 000	4,10%	6 855 669 784	39,16%

Tableau n°3.3 : Evolution du Nombre de déposants (membres, bénéficiaire ou client ayant un dépôt dans les livres du SFD) et des comptes inactifs

Indicateurs	2024	2025	Variation (%)
Nombre total des dépôts des membres, bénéficiaires ou clients (1)+(2)	376 972	408 484	8,36%
Nombre des dépôts des personnes physiques non-membres d'un groupement (1)= (a)+(b)	343 220	372 807	8,62%
. Nombre des dépôts des Hommes (a)	163 193	177 073	8,51%
. Nombre des dépôts des Femmes (b)	180 027	195 734	8,72%
Nombre des déposants personnes morales (groupements de personnes physiques, entreprise, associations etc.) (2)	33 752	35 677	5,70%
Nombre de compte actifs	471 808	496 267	5,18%
Nombre des comptes inactifs	2 501	1 873	-25,11%
Nombre total de comptes	474 309	498 140	5,02%

Tableau N°3.4 : Evolution du capital social*

Indicateurs	2024	2025	Variation (%)
Montant du capital social (en millier de FCFA)			

* pour les sociétés de capitaux.

Tableau N°3.5 : Répartition du capital entre les principaux actionnaires

Noms et prénoms de principaux actionnaires	Montant du capital détenu (2024)	Part du capital détenu (2024)	Montant du capital détenu (2025)	Part du capital détenu (2025)

IV. DONNEES SUR LES CREDITS (PRETS ET ENGAEMENTS PAR SIGNATURE)

Tableau N°4.1 : Evolution du montant annuel des prêts accordés *

Indicateurs	2024	2025	Variation (%)
Montant des prêt accordés (1)+(2)	18 701 506 986	17 249 306 043	-7,77%
Montant des dépôts des parssones physiques non-membres d'un groupement (1)= (a)+(b)	17 459 115 505	15 954 499 537	-8,62%
. Montant des prêt accordés aux Hommes (a)	9 401 611 487	8 812 871 317	-6,26%
. Montant des prêt accordés aux Femmes (b)	8 057 504 018	7 141 628 220	-11,37%
Montant des prêt accodrdés aux personnes morales (groupements de personnes physiques, entreprise, associations etc.	1 242 391 481	1 294 806 506	4,22%

* Il s'agit du montant des prêts accordés dans l'année

Tableau N°4.2 : Evolution du nombre de prêts accordés dans l'année (en unité)

Indicateurs	2024	2025	Variation (%)
Nombre des prêt accordés (1)+(2)	16 068	15 576	-3,06%
Nombre de crédit accordé à des perssonnes physiques non-membres d'un groupement (1)= (a)+(b)	15 005	14 858	-0,98%
Nombre de crédit accordé à des Hommes (a)	6 463	6 508	0,70%
Nombre de crédit accordé à des Femmes (b)	8 542	8 350	-2,25%
Nombre des prêt accodrdés aux personnes morales (groupements de personnes physiques, entreprise, associations etc.	1 063	718	-32,46%
Nombre moyen des prêt accordés (sommes des prêts rapportée au nombre de prêts accordés)	1 163 898	1 107 428	-4,85%

Tableau N°4.3 : Engagements par signature (en milliers de FCFA)

Nature de l'engagement donné	2024	2025	Variation (%)
Engagement donnée en faveur des institutions financières	-	-	
Engagements de financement données en faveur des membres, bénéficiaires ou clients	-	-	
Engagements des garantie d'ordre des institutions financières	-	-	
Engagements de garantie d'ordre des membres bénéficiaires ou clients	-	-	

Tableau N°4.4 : encours de crédits au 31 décembre (en milliers de FCFA)

Indicateurs	2024	2025	Variation (%)
Encours total de crédits (1)+(2)	16 897 893	16 420 761	-2,82%
Encours de crédits sur les personnes physiques non-membres d'un groupement (1)=(a)+(b)	15 392 879	14 647 406	-4,84%
encours de crédits sur les hommes (a)	9 080 631	8 794 411	-3,15%
Encours de crédits sur les femmes (b)	6 312 247	5 852 995	-7,28%
Encours de crédits sur les personnes morales(groupements de personnes physiques, entreprises, association, etc.) (2)	1 505 015	1 773 355	17,83%

Tableau N°4.5 : Nombre de crédit en cours au 31 décembre (en unité)

Indicateurs	2024	2025	Variation (%)
Nombre de crédits en cours (1)+(2)	15 829	15 088	-4,68%
Nombre de crédits sur les personnes physiques non-membres d'un groupement (1)=(a)+(b)	15 101	14 539	-3,72%
Nombre de crédits en cours sur les hommes (a)	6 835	6 692	-2,09%
Nombre de crédits en cours sur les femmes (a)	8 266	7 847	-5,07%
Nombre de crédits sur les personnes morales (groupements de personnes physiques, entreprises, association, etc.) (2)	728	549	-24,59%

Tableau N°4.6 : Evolution de l'encours des crédits par terme

Encours total des crédits en milliers de FCFA (Année 2024)		Encours total des crédits en milliers de FCFA (Année 2025)		variation de l'encours des crédit à court terme	variation de l'encours des crédits à moyen et long terme
court terme	Moyen et long terme	court terme	Moyen et long terme		
6 066 568 753	10 831 324 727	6 117 345 443	10 303 415 378	0,84%	-4,87%

Tableau N°4.7 : Encours des crédits des agents relevant des Autorités de contrôle (Ministère chargé des Finances, BCEAO et Commission Bancaire de l'UMOA)

Prénoms et nom	Encours total des crédits (en FCFA)	Structure dont relève l'emprunteur

Tableau N°4.8 : Opérations de crédit sur ressources affectées

Indicateurs	2024	2025	Variation (%)
Nombre de crédits accordés sur ressources affectées	-	-	
Montant des crédits accordés sur ressources affectées (en milliers de FCFA)	-	-	
Nombre de crédits en cours sur ressources affectées	-	-	
Montant des crédits en cours sur ressources affectées (en milliers de FCFA)	-	-	

Tableau N°4.9 : Gestion du portefeuille de crédit

Indicateurs	2024	2025	Variation (%)
Encours des créances en souffrance (en milliers de FCFA)	1 230 919	1 396 656	13,46%
Taux brut des créances en souffrance(1)	7,28%	7,86%	7,91%
Taux de remboursement des crédits accordés (2)	95,15%	90,84%	-4,53%
Taux de recouvrement des créances en souffrance (3)	27,95%	24,87%	-11,02%
Encours brut des créances en souffrance sur ressources affectées (en milliers de FCFA)	-	-	
taux brut de créances en souffrance sur ressources affectées (4)	0,00%	0,00%	
Taux de remboursement des crédits accordés sur les ressources affectées (5)	100,00%	100,00%	0,00%
Taux de recouvrement des créances en souffrances sur les ressources affectées (6)	100,00%	100,00%	0,00%
Montant des crédits passés en perte (en milliers de FCFA)	137 212	221 208	61,22%
Taux de perte sur créances (7)	0,81%	1,35%	65,36%

V. DONNEES SUR LES AUTRES ACTIVITES AUTORISEES

5.1 Activités de transfert rapide d'argent

Information d'ordre général :

- Nom et adresse du représentant (Banque, poste) ; **ORABANK, Banque Atlantique Togo**
- Nom et adresse de la société représentée (Western Union, Money gram, Wari ; RIA etc.) :
- Nombre d'opérations exécutées au cours de l'année 2024 :
 - . À l'émission :
 - . À la réception :

Tableau N° 5.1 : Opération de transfert (en milliers de FCFA)

Rubriques	2024	2025	Variation (%)
Transferts reçus (1)	-	-	
UEMOA			
Autre pays africains			
Unions européenne			
Etat-Unis			
Autre pays			
Transferts émis (2)	-	-	
UEMOA			
Autre pays africains			
Unions européenne			
Etat-Unis			
Autre pays			
solde des transferts (3)= (1)-(2)	-	-	

5.2 Activités de micro assurance

Information d'ordre général :

- Nombre de bénéficiaires ;
- Catégories de prestations effets : à détailler.

Tableau N° 5.2 : Opérations de micro assurance (en millier de FCFA)

Rubriques	2024	2025	Variation (%)
Montant des primes émises			
Assurance-vie			
Assurance non vie			
Montant des arriérés de primes			
Montant des sinistres à payer			

Tableau N° 5.3 : Opérations de change

Devises concernée	Montant des devises achetées	contrevaleur en FCFA des devises achetées	Montant des devises vendues	Contre valeur en FCFA des devises vendues
EURO (EUR)				
Dollar des EU (USD)				
Franc Suisse (CHF)				
Livre sterling (GBP)				
Autres				

VI. AUTRES INFORMATIONS SUR LES OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE

Tableau n°6.1 : tarification des opérations avec la clientèle (*)

Indicateurs	2024	2025
Taux d'intérêt créditeur minimum servi sur le dépôts de membres, bénéficiaire ou clients	3,50%	3,50%
Taux d'intérêt créditeur maximum servi sur le dépôts des membres, bénéficiaires ou clients	5,50%	5,50%
Taux d'intérêt nominal débiteur maximum sur les crédits accordés aux membres bénéficiaires ou clients	18,00%	18,00%
Taux d'intérêt effectif global (**)	16,80%	16,80%

(*) : Communiquer le taux d'intérêt annuel

(**) : Taux d'intérêt nominal débiteur minimum sur les crédits accordés aux membres, bénéficiaires ou clients

N.B. : Le taux effectif est la moyenne des taux effectif de chaque produit de crédit de WAGES

Tableau de calcul de la moyenne des taux effectifs des produits de crédit de WAGES

Produit de crédit	Taux effectif
	Annuel
Crédit ordinaire	22,33%
Crédit domiciliation salaire	19,53%
Crédit sur salaire par ordre de virement permanent	20,03%
Crédit PSAEG	12,73%
Crédit Rural	19,53%
Crédit aux organisations sociales	21,43%
Crédit spécial	28,72%
Crédit à épargne déductible	24,33%
Crédit APSEF 1er et 2è cycle	5,19%
Crédit APSEF 3è et 4è cycle	6,91%
Crédit FAIEJ	8,24%
Crédit PRADEB	12,67%
Moyenne	20,16%

Tableau N°6.2 : Répartition des crédits selon leurs objets (en milliers de FCFA)

Objet du crédit	2024	2025	Variation (%)
Crédits immobiliers	546 463	364 556	-33,29%
Crédits d'équipement	-	-	
Crédits à la consommation	163 223	150 715	-7,66%
Crédits de trésorerie	-	-	
Autres crédits	16 188 208	15 905 490	-1,75%

Tableau N°6.3 : Dons et œuvres sociales

Références du bénéficiaire	Nature du don ou des œuvres sociales	Evaluation financière (en FCFA)
Contribution de WAGES aux cérémonies funéraires de AMOUZOU Folli Emmanuel Ex-caissier à l'agence de Tsévié	Financier	100 000
Contribution de WAGES aux frais funéraires du feu policier OURO-LADJO WAZIROU suite au cambriolage dans l'agence d'Agbodrafo	Financier	500 000
Appui financier en faveur de la fédération des femmes pour la paix mondiale dans le cadre de l'organisation de leurs séminaires qui à pour objectif d'enseigner l'éducation du développement des valeurs éthiques, morales et civiques chez les enfants à l'âge scolaire dans les écoles	Financier	300 000
Appui financier en faveur de la Direction Générale de la Police Nationale dans le cadre du 19ème championnat militaire et paramilitaire de handball hommes et dames qui se déroulera du 10 au 22/03/25 à Lomé.	Financier	200 000
Appui financier en faveur du Palais Royal des XWLA A AGBANAKIN dans le cadre d'alimentation du château d'eau en énergie solaire	Financier	150 000
Etrennes de fin d'année 2024 pour les partenaires de Wages	Financier	2 761 860
OURO-NIMINI Alimatou : Appui financier en faveur du bureau d'Administration du marché de Dzinenu d'Akodesséwa dans le cadre des festivités marquant leur trentième anniversaire	Financier	50 000
Appui financier en faveur de madame Baya LITAABA-KASSOU, Directeur de la Microfinance au Ministère de l'économie et des Finances à l'occasion du décès de son époux M. DOLLAMA BATOKA KOURAGDIGA Laurent	Financier	250 000
Appui financier en faveur de la communauté internationale des hommes d'affaires de plein évangile	Financier	250 000
Appui financier en faveur du commandant de Brigade de Hahotoé dans le cadre de son inspection annoncée prévu pour le 20 Juin 2025	Financier	50 000
Appui financier en faveur de MAIN dans le cadre de la célébration de leur 30ème anniversaire	Financier	500 000
Appui financier en faveur des forces de l'ordre en faction devant les agences et le siège de Wages pendant les manifestations des 26 au 28 juin 2025 à Lomé	Financier	500 000

Références du bénéficiaire	Nature du don ou des œuvres sociales	Evaluation financière (en FCFA)
Appui financier en faveur du comité des élections CDQ et CSC dans le quartier bénigrato pour subvenir aux dépenses organisationnelle des élections et installation officielle du nouveau bureau	Financier	100 000
Appui financier en faveur de M. APEDASSOU Agossa, Directeur National PI de la BCEAO TOGO à l'occasion du décès de son père	Financier	100 000
Appui financier en faveur de l'APDFD dans le cadre de son projet d'intensification de l'alphabétisation	Financier	250 000
Mise en place d'une unité de transformation de produits agricoles (appatam, bancs, chaises, table, batteuses de maïs, rappeuses et presseuses de manioc) et achat de tricycle pour les groupements	Nature	2 949 980
Etrenne de fin d'année 2025 pour les partenaires de WAGES	Financier	1 745 200
Etrenne de fin d'année 2025 pour les membres et le personnel de WAGES	Financier	5 724 300
Achat de presseuses, rappeuses, égreneuses, de maïs et construction de hangar pour la mise en place des unités de production	Nature	744 075
Réalisation du système de pompage photovoltaïque pour les riziculteurs de KOVETO de Wages Hahotoé	Nature	11 681 400
TOTAL Dons et œuvres sociales		28 906 815

Tableau N°6.4 : répartition sectorielle des crédits accordés (*) en milliers de FCFA

Secteurs d'activités	2024	2025	Variation (%)
Agriculture, sylviculture et pêche	807 995	856 092	5,95%
Industries extractives	-		
Industries manufacturières	-	-	
Bâtiment et travaux publics	-		
Commerce, restaurants, hôtels	16 839 576	14 691 994	-12,75%
electricité, Gaz, eau	-	-	
Transports entrepôts et communications	-	-	
assurances, services aux entreprises	-		
Immobilier	307 812	307 812	0,00%
Services divers	746 124	564 862	-24,29%

(*) La sectorisation retenue dans ce tableau est celle prévue par le référentiel comptable spécifique des SFD

VII- OPERATION AVEC LES AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES

Tableau N°7 : Opération avec les autres institutions financières (établissements de crédit, SFD, autres institutions financières) et les partenaires au développement

Indicateurs	2024	2024	Variation (%)
Encours des placements auprès des autres institutions financières (en Milliers de FCFA)	4 350 000	4 350 000	0,00%
Encours des emprunts des autres institutions financières (en milliers de FCFA)	2 143 522	1 974 473	-7,89%
Montant total des emprunts obtenus dans l'année auprès des autres institutions financières (en milliers de FCFA)	1 304 400	1 324 472	1,54%
Ressources affectées (en milliers de FCFA)	21 439	21 439	0,00%
subventions d'exploitation reçues (en milliers de FCFA)	33 299	19 854	-40,38%
Subventions d'équipement reçues (en milliers de FCFA)	-	-	

VIII.DONNEES SUR LA PERFORMANCE DES MEMBRES DES RESEAUX (UNIONS, FEDERATIONS ET CONFEDERATIONS)

Tableau N°8 : Indicateurs de performance des institutions affiliées au réseau (*)

Indicateurs	2024	2025	Variation (%)
Nombre d'institutions affiliées déficitaires			
Montant total du déficit d'exploitation des institution affiliées (en milliers de FCFA)			
Nombre d'institutions affiliées excédentaires			
Montant total de l'excédent d'exploitation des institution affiliées (en milliers de FCFA)			

(*) Tableau à renseigner par les structures faitières

IX. FONCTIONNEMENT ET VIE DES ORGANES

Tableau N°9 : Nombre de réunions tenues au cours de l'année

Indicateurs	2024	2025	Variation (%)
Par l'Assemblée Générale	1	1	0,00%
Par le Conseil d'Administration ou l'organe équivalent	9	14	55,56%
Par le conseil de Surveillance (*)	4	4	0,00%
Par le Comité de Crédit (*)	N/A	N/A	
par les autres comités (**)	12	9	-25,00%

(*) A renseigner par les institutions mutualistes ou coopératives d'épargne et de de crédit

(**) Comité de Direction (CODIR)

Tableau n°10 : Indicateurs de performances financières

Indicateurs	2024	2025	Variation (%)
Marges d'intérêt en milliers de FCFA	3 042 228	2 929 154	-3,72%
Produit financier net en milliers de FCFA	3 215 263	3 092 339	-3,82%
Résultat net en milliers de FCFA	272 281	183 824	-32,49%
Taux de marge nette (1)	8,95%	6,28%	-29,88%

(1) Le taux de marge net est égal au rapport entre le résultat net et la marge d'intérêt.

